

revue

# SILENCE

Mai 2021  
n° 499 - 4,80 €

écologie  
alternatives  
non-violence

## L'écologie du livre



Des solutions pour l'installation paysanne

Projet Hercule : à EDF, on défend le nucléaire

MANQUE D'EFFETS,  
MANQUE DE RECONNAISSANCE,  
LES SAGES-FEMMES EN COLÈRE

HEU... EN CETTE PÉRIODE DE PRIVATIONS,  
JE ME DEMANDE SI C'EST LE BON SLOGAN...

ARRÊTEZ DE  
FAIRE L'AMOUR!  
ON EN A BEUJ PUS!



LASSERPE

TESTS SALVAIRES DANS LES  
ÉCOLES : LES PROFS EN COLÈRE

MAS ARRÊTEZ DE  
VOUS ENTÊNER...!!!

LE TEST NE  
SERA PAS  
NOTÉ !!



LASSERPE

NICOLAS SARKOZY : APRÈS  
LA PÉRIODE "BLING BLING",  
LA PÉRIODE "BIP BIP"

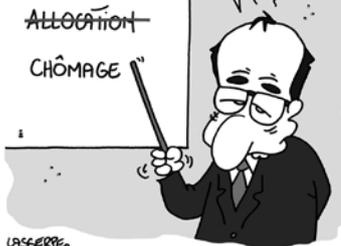


LASSERPE

LE GOUVERNEMENT NOUS EXPLIQUE LA  
FUTURE RÉFORME DE L'ALLOCATION CHÔMAGE

ET VOILA,  
C'EST TOUT SIMPLE

ALLOCATION  
CHÔMAGE



LASSERPE



## Nouveaux points de vente

Chaque mois, de nouveaux lieux proposent la revue à la vente.  
Voici les nouveaux venus du printemps :

### ◆ Dordogne

**Mozaïg**  
360 route de Pech Brut  
24150 Mauzac-et-Grand-Castang  
mozaig@zaclys.net

### ◆ Gato Vadio

124 Rua da maternidade  
4050-369 Porto  
PORTUGAL  
sacodegatosvadios@gmail.com  
Notre premier dépôt au Portugal !

## Petit jeu spécial 500

Le mois prochain, *Silence* fêtera ses 500.  
Mais ses 500 quoi ?

-Les 500 ans de la revue. En effet, c'est un des ouvriers de l'imprimerie de Gutenberg qui, en 1521, fatigué du brouhaha incessant dans son atelier, imprima une affichette intitulée "Silence". Cet événement marqua à la fois le début du mouvement écologiste et syndical en Europe... et le début de la parution de *Silence*.

-Le 500<sup>e</sup> reportage sur une alternative publié dans la revue.

-La 500<sup>e</sup> fois que l'un des salariés de *Silence* (dont on taira le nom) fait une blague pas drôle en arrivant au local le matin.

-Les 500 fois où le mot décroissance apparaît dans un titre d'article ou de brève.

-Le 500<sup>e</sup> numéro de la revue.

Réponse : suspense.... vous le découvrirez dans le prochain numéro ! Mais un gros indice est caché dans cette page...

## Un coup d'œil dans le rétro

Il y a 29 ans, dans le numéro 157 de septembre 1992, *Silence* recevait ce courrier :

"*Dérisoire*. J'aime bien votre revue (surtout parce qu'il y a énormément d'informations), mais je pose des questions quant à son audience. Depuis plusieurs mois, sous le titre "Cap 3000", vous nous exhortez à vous aider à atteindre le cap des 3000 abonnés. *Dérisoire* ! Combien y aura-t-il d'abonnés en 2000 ? En 2020 ? Probablement 4 à 5000 ! (...) Faites des enfants, éduquez-les à vos idées pour qu'en 2020, nous soyons plus nombreux pour bouger les choses. Pierre Markowski, Val d'Oise"

Nous en sommes aujourd'hui à environ 3 300 abonnements, ce qui dénote une forte stabilité ! Si quelques un-es sont des fidèles de la première heure, les abonné-es à *Silence* se sont renouvelé-es avec le temps, et les générations suivantes ont largement pris le relais. Comme une forêt qui survit bravement aux intempéries en créant une ombre régénératrice et un riche terreau, et qui sème des graines à tous vents !

## Silence, une revue internationale !

La revue relaie régulièrement des initiatives du monde entier. Mais elle est aussi lue en dehors de l'hexagone ! Ainsi, on retrouve des abonné-es dans plus de 15 pays : 48 en Belgique, 27 en Suisse, 11 en Allemagne, 5 en Espagne, 5 au Canada, 4 au Royaume-Uni, 4 en Italie, 2 au Luxembourg, 2 au Portugal, 2 en Suède, 1 en Norvège, 1 en Islande, 1 en Autriche, 1 en Australie, 1 aux États-Unis, etc.

## Silence sort son 500<sup>e</sup> numéro, et ça se fête !

Le mois prochain, la revue *Silence* publie son 500<sup>e</sup> numéro ! Un numéro richement illustré, tout en couleur, avec une dimension rétrospective sur l'histoire de *Silence*, des contenus inédits, de la légèreté, des entretiens avec des personnalités inspirantes, et des extraits de BD. Un numéro 500 qui retrace la longévité et la diversité des engagements écologistes de *Silence*.

Sous couvert des mesures sanitaires, *Silence* fêtera ce numéro 500 le 22 mai à la Maison des Rancy à Lyon. Au programme, une matinée d'ateliers pour découvrir *Silence* et un après-midi festif : concerts, bière locale, et animations écolo et militantes seront au rendez-vous !

Des mobilisations locales portées par des bénévoles de *Silence* sont également prévues à Bordeaux mais aussi dans l'Hérault, la Seine-et-Marne, l'Allier et l'Isère.

Et vous, qu'avez-vous prévu pour fêter le numéro 500 de *Silence* ?

Pour trouver des idées, partager les vôtres ou obtenir plus d'informations, contactez Marion : [marion.bichet@revuesilence.net](mailto:marion.bichet@revuesilence.net)





Prochain  
numéro

Numéro 500 :  
Écouter, regarder, raconter

## Association Silence

9 rue Dumenge,  
69317 Lyon Cedex 04  
Tél. : 04 78 39 55 33

[www.revuesilence.net](http://www.revuesilence.net)

**Abonnements:** Claire Grenet:  
mardi et jeudi: 10h-12h / 14h-17h

**Dépositaires, stands et gestion:**  
Marion Bichet: mardi et jeudi:  
10h-12h / 14h-17h

**Rédaction:** Guillaume Gamblin et Martha  
Gilson: lundi et mercredi: 10h-12h / 14h-17h

Les infos contenues dans ce numéro ont été  
arrêtées le 31 mars 2021.

**Editeur:** Association Silence  
**N° de commission paritaire:** 0920 D 87026  
**N° ISSN:** 0756-2640  
**Date de parution:** 2<sup>e</sup> trimestre 2021  
**Tirage:** 4300 ex.



**Impression:** Imprimerie Notre-Dame, 38330 Montbonnot  
**Administrateurs:** Pascal Antonanzas, Francis Levasseur,  
Pierre Lucarelli

**Directrice de publication:** Gaëlle Ronsin

**Comité de rédaction:** Martha Gilson, Guillaume Gamblin,  
Danièle Gare, Nicolas Robin, Gaëlle Ronsin, Anaïs Zuccari

**Pilotes de rubriques:** Michel Bernard, Annick Bossu,  
Patrice Bouveret, Frédéric Burnel, Philippe Crassous,  
Gwenael Delanoë, Monique Douillet, Baptiste Giraud,  
Natacha Gondran, Divi Kerneis, Dominique Lalanne, Jean-  
Pierre Lepri, Francis Levasseur, Pascal Martin, Jocelyn  
Peyret, Mimmo Pucciarelli, Nils Svahnström, Pinar Selek,  
Xavier Sérédine

**Maquette:** Damien Bouveret ([www.free-pao.fr](http://www.free-pao.fr))

**Dessins :** Nicolas Caldier, Freepik ([valadzionak\\_volha](http://valadzionak_volha),  
Macrovector), Iza, Lasserpe, P. Sadoul, Tanguy Maerten

**Correctrices:** Bernadette Bidaut, Sonia Conchon, Monique  
Douillet, Isabelle Hernandez, Camille Michau, Emmanuelle  
Pingault, Clotilde Rouchouse

**Photographes :** ActualLitté, Damien B, caminanteK, Anne-  
Sophie Clemençon, freepik, Guillaume Gamblin, Guido Indij,  
Tanguy Maerten, Louise Meresse, Jean-François Monier,  
pxhere.com, rattanachompoo, TPF Marie-Aure.com,  
Quentin Vernaut

**Et pour ce n° :** Michel Bernard, Thierry Brugvin, Monique  
Douillet, Stéphen Kerckhove, Fred Massot, Murray Nelson,  
Jocelyn Peyret, Astrid Pollo, Mathilde Sire, Francis Vergier,  
François Veillerette, Quentin Vernaut

**Internet:** Damien Bouveret, Maud, Victor Poichot

**Archives:** Mimmo Pucciarelli.

Les textes sont sous la responsabilité de leurs autrices. Les  
brèves sont des résumés des informations que l'on nous  
communiquent. Textes: sauf mention contraire, la revue  
autorise, sous réserve de citer la source, la copie illimitée à  
usage privé des textes. Les utilisations à usage pédagogique  
sont également autorisées. Tout usage commercial est soumis  
à notre autorisation. Illustrations: Les photos et dessins  
restent la propriété de leurs autrices.

## Partenaires



Coordination Permanente  
des  
**MEDIAS LIBRES**



## Dossier

### L'écologie du livre

- 05 Recyclage
- 06 L'écologie du livre : entretien avec Anaïs Massola
- 08 Fabriquer du papier : peut-on sortir de l'industrie ?
- 11 La vie du livre... de sa naissance à sa mort
- 14 La bibliodiversité comme horizon



## Chroniques

- 18 Bonnes nouvelles de la Terre :  
Adieu bitume, vive les cours  
d'école végétalisés



- 20 Chroniques terriennes :  
Petit Conseil

- 28 L'écologie c'est la santé :  
Quand des plastifiants  
menacent le cerveau  
de nos enfants

## Articles

- 30 Italie  
Madre Terra, une AMAP  
italienne créatrice de liens



- 32 Paysannerie  
Des solutions  
pour l'installation

## Brèves

- 18 Alternatives
- 20 Environnement
- 22 Agriculture
- 23 Climat
- 24 Énergies
- 24 Nucléaire
- 25 Politique
- 26 Nord-Sud
- 26 Féminismes
- 27 Société
- 27 Santé



- 29 Agenda
- 29 Annonces
- 41 Courrier
- 43 Livres

- 35 Alternative  
Tempête sur  
le Hameau des Buis

- 38 Énergies  
Hercule ou pas, à EDF,  
on défend d'abord le nucléaire

- 48 Photographie  
Triennale  
de l'affiche  
politique



# Repenser toute la chaîne du livre

“ Au cours des trente dernières années, les chaînes du livre des pays occidentaux se sont orientées vers un modèle globalisé de surproduction, structurellement dépendant de flux mondiaux de papier, de pétrole, d'argent, etc. Une vitesse nouvelle a gagné les mondes du livre. Une vitesse qui est celle de la machine et qui fait perdre sa valeur au temps long de la création et de la lecture. Une vitesse qui donne le sentiment aux artisans du livre d'être de plus en plus enfermés dans des logiques de flux" (1). En parallèle, le processus de concentration de l'édition suit le même parcours que l'industrialisation dans d'autres secteurs et quelques grands groupes se partagent une large part du marché du livre, "un secteur économique dont la production pèse près de quatre milliards d'euros en France et est relativement protégée, par la langue et le prix fixe du livre" (2). Ce marché s'accompagne d'une surproduction permanente de 25 % en moyenne... autant d'ouvrages qui finissent jetés avant même d'avoir été lus.

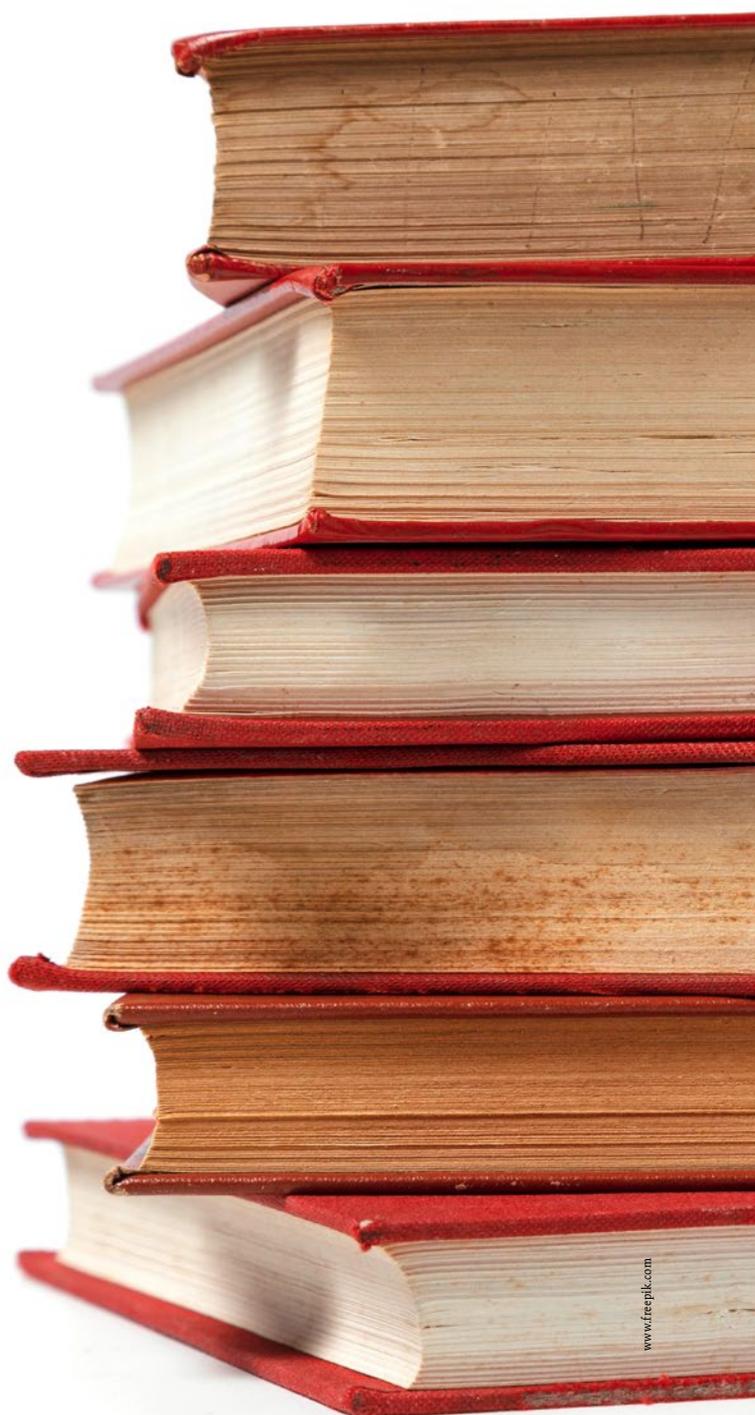
Ce n'est que récemment qu'on a enclenché la réflexion sur l'impact environnemental de la chaîne de production du livre, alors que les sujets écologiques commençaient à prendre de la place dans la production littéraire et sur les rayons des librairies.

De la production de papier à la mise en vente d'un objet, du chemin parcouru pour la fabrication d'un ouvrage à sa vie après avoir été lu, le livre peut-il être écologique ? Alors que le numérique envahit chaque recoin de notre existence, comment défendre la production sur papier ?

Face à un premier constat peu réjouissant, des pistes émergent pourtant pour penser différemment la chaîne du livre : production plus écolo mais aussi réflexions sur le contenu produit et sur les multiples vies possibles d'un livre. Ce dossier se propose dans un même élan de dresser le bilan des impacts écologiques de l'édition et des alternatives pour penser le livre papier de demain.

**Martha Gilson**

1. "Le confinement n'a rien changé à nos problèmes", association pour L'écologie du livre, 11 mai 2020, <https://www.actualitte.com>
2. *Vers une économie plus circulaire dans le livre ?*, Julien Tavernier, Lisa King, Juliette Kacprzak, Daniel Vallauri, rapport du *Fonds mondial pour la nature (WWF)*, 2019





## Recyclage

Le Livre qui cache la forêt, recueil de fictions écologiques sur les librairies de demain, est le résultat d'ateliers d'écofictions menés entre libraires de novembre 2018 à mai 2019, et mis en page par l'Association pour l'écologie du livre. L'idée ? Imaginer la chaîne du livre de demain. Voici la nouvelle intitulée "Recyclage" de Fred Massot.

- Monsieur, s'il vous plaît, vous n'avez pas payé votre livre.
- Excusez-moi, je ne comprends pas.
- Eh bien vous avez mis un livre dans votre poche et vous quittez la librairie sans le payer.
- Mais j'ai payé mon café.
- Oui mais il faut payer le livre.
- Vous n'êtes pas une recycleuse ?
- Non, une librairie.

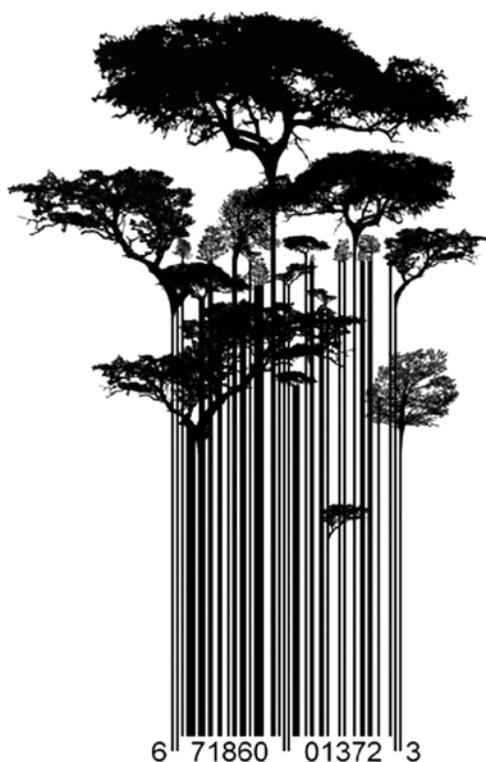
Grand est son désarroi. Elyette a bien vu que ce n'est pas un voleur. Elle sait du coup qu'il faut argumenter, sans relâche. Elle est libraire, croit en son rôle, sans trop en faire. Ce n'est pas le messie non plus. Son job c'est essayer de faire vivre son îlot. À peine 100 m<sup>2</sup> dans une sous-préfecture de province moribonde au pied d'un monument historique de guingois, vaguement rafistolé pour la foire annuelle. Sa boutique est jolie, entre maison et commerce. Quelques tables dépareillées et une machine à café, un frigo bruyant pour quelques bières en dehors des heures de service. L'été, elle sort un présentoir de cartes postales et des carnets à la couverture recyclée. Elle range ses livres comme elle veut, selon ses envies ; des fois ne les range même

pas. 6 000 références à elle toute seule, elle n'a pas toujours le temps et puis posés, les livres vivent différemment. Ils ne sont pas encore dans un carcan de rayon.

En face de sa librairie, le magasin d'habillement a été remplacé par une friperie, basée sur l'échange et le ravau-dage. À côté, la parfumerie est devenue un joli atelier où l'on crée soi-même ses cosmétiques naturels. La recycleuse se trouve en fait dans la rue voisine et une deuxième ressourcerie a prévu d'ouvrir ses portes. Les restaurateurs ont diminué de moitié les portions ; ça leur évite de fournir du *doggybag*. Ils n'ont pas pour autant baissé leurs prix. Les traiteurs, eux, servent sur des grandes tables en bois devant leurs commerces ce qu'ils n'ont pas vendu la veille. Et Elyette, elle aussi, tente de maintenir sa librairie. Elle se diversifie autant qu'elle peut : un coin café, des cahiers, elle a aussi tenté les livres d'occasion.

Et voilà qu'elle doit, une fois de plus, expliquer sa démarche, défendre son activité dans un contexte pas si favorable. Mais ça fait partie du job, après tout. C'est dans ses tripes.

- Ah, je l'ignorais. Vous ne faites pas partie des nouveaux concept stores? Du genre les livres qui sont là sont d'occasion et on peut les prendre.
- Non, pour la consultation et l'emprunt de livres il y a la bibliothèque, et pour le reste les cabines téléphoniques du siècle dernier ou les boîtes à lire. Ça c'est gratuit. Ici c'est payant parce que c'est politiquement un engagement aussi de faire payer.
- Je ne comprends pas.
- Ce n'est pourtant pas bien compliqué. De quoi vit un auteur, ce serait quoi son salaire si la création était gratuite ? En fait, quand vous achetez un livre, vous soutenez la création et la bibliodiversité. Pour que les livres continuent de nous surprendre par leur richesse.
- La quoi ?
- La bibliodiversité : il y a tellement de livres, un pour chaque lecteur, et même plusieurs.
- C'est étrange comme concept, votre librairie... Vous ne proposez aucun service en échange ? Vous favorisez le consumérisme, c'est pas joli joli. Sans parler du bilan carbone et de la déforestation.



- C'est un peu facile, vous êtes content de flâner chez moi, il faut bien que chacun trouve sa place. J'essaie de maintenir un lieu, payer un loyer, des salaires. Nos circuits de papier sont vertueux ; encre végétale, papier recyclé au maximum, les éditeurs replantent des arbres. Nos clients ne veulent pas tout tout de suite ; on centralise nos commandes pour moins de transport.
- Mais à quoi ça sert tous ces livres, vous ne pouvez pas tout lire, ni tout vendre d'ailleurs, et vous, passez-moi l'expression, vous servez à quoi ?
- C'est vrai je ne lis pas tout, ni le temps ni l'envie ; je ne vends pas tout non plus mais tout invendu est recyclé et moi à quoi je sers... Je fouille et farfouille, je découvre, je débusque, je déniche, j'explore, je cherche et très souvent je trouve. Alors à ce moment, je partage, j'imagine des discussions, des conseils, des arguments pour ceux qui lisent encore et qui fréquentent la librairie. Cela n'a pas de prix ou si justement ça en a un. ♦

# L'écologie du livre : entretien avec Anaïs Massola

*Anaïs Massola a participé à l'émergence de l'Association pour l'écologie du livre, en 2019. L'aboutissement de la réflexion d'une libraire autour de la production matérielle du livre, indissociable de son contenu.*



## **Comment en êtes-vous arrivée à intégrer l'écologie à votre métier de libraire ?**

En reconversion il y a 15 ans, j'ai ouvert ma librairie, *Le Rideau rouge*, dans le quartier Marx-Dormoy, au nord de Paris. Dès le départ, je me suis engagée auprès du *Syndicat des librairies françaises* et de l'*Association internationale des libraires francophones*. Cela m'a permis d'avoir une bonne vision globale de la chaîne du livre en France et ailleurs. À un moment de ma vie de libraire, les questions de soutenabilité écologique de nos modes de vie occidentaux ont directement interrogé mon quotidien : trop de livres ? Trop

de retours ? Pas de traçabilité transparente de la fabrication ? Et puis aussi, bien sûr, les questions que se posait la profession, comme la désertification des centres-villes et les nouveaux modes de consommation. Éclairer tout cela par le biais de l'écologie permet une analyse plus fine de l'ampleur du problème. Ma rencontre avec Marin Schaffner, ethnologue et écologiste, m'a permis d'échanger autour de l'interdépendance, les coopératives, le lien entre la production de livres et l'agriculture, la permaculture... Ces discussions sont retranscrites dans le livre *Un sol commun – lutter, habiter, penser*, paru aux éditions Wildproject.



La poésie se cache dans les pages des livres de bien des manières !

### Comment est née l'Association pour l'écologie du livre ?

Avec quelques libraires et l'aide de Marin, on a commencé par organiser des ateliers d'écofiction pour sortir de notre quotidien, nous projeter dans ce que pourrait être une librairie du futur. Cela nous a permis de poser des pistes de réflexion sur les enjeux à venir.

En parallèle, nous avons entamé des discussions avec des acteurs de la chaîne du livre mais aussi des chercheurs. On a un besoin crucial de ces espaces et temps de réflexion collective. L'Association pour l'écologie du livre a été créée en juin 2019 et compte aujourd'hui quelque 160 membres.

### Quel est le but de l'association ?

Faire émerger de vraies alternatives, des manières de fonctionner différemment avec le livre. Depuis quelques années, il existe une prise de conscience au niveau des lecteurs, une curiosité. Le livre dont tout le monde parle, est-ce celui qu'on a envie de lire ? On s'interroge aussi beaucoup sur la production des livres. Si on prend les livres déjà existants, c'est deux ans de

vente assurés (comme pour les vêtements). Doit-on arrêter pendant deux ans de publier de nouveaux ouvrages ? La chaîne du livre ne doit pas s'arrêter de créer mais il paraît plus écologique de lire des livres d'occasion. Comment, alors, continuer à entretenir la création et la vitalité de la pensée humaine ? Toutes ces questions sont brassées dans les espaces de discussion et d'expérimentation que nous ouvrons.

Nous avons par ailleurs à cœur de pousser à une plus forte *bibliodiversité*. Aujourd'hui, la très grosse majorité des ventes de livres concerne très peu de titres. L'industrie de l'édition reproduit aussi un schéma post-colonial — les livres du Nord vont au Sud et pas l'inverse — et sexiste — on publie majoritairement des auteurs hommes, blancs de cinquante ans. Faire émerger d'autres types de voix fait aussi partie de notre métier. On pourrait aussi parler des politiques de lectures publiques. Si elles avaient réussi leur objectif, au vu du nombre de bibliothèques qui existent aujourd'hui et du nombre de livres disponibles, on devrait avoir cinq fois plus de lecteurs, et on ne les a pas. Il

y a une responsabilité de l'école par cet apprentissage bourgeois de la lecture.

Peu de réflexions interprofessionnelles portent sur tous ces enjeux, et nous souhaitons participer à les nourrir.

### Justement, concrètement, comment cela s'incarne-t-il dans votre métier ?

Eh bien concrètement, à part me poser beaucoup de questions et mettre en avant le plus de livres possible sur ces enjeux-là, ça ne s'incarne pas... Comme tout le monde, je suis prise dans la machine et je ne vais pas en sortir toute seule. C'est pour cela que l'association et les liens qu'elle permet de créer sont aussi importants. J'aimerais pouvoir vous dire "voilà comment je fais et tout va bien" mais si c'était aussi simple, on n'en serait pas là, je crois. ♦

### ➔ Contacts

- ♦ **L'écologie du livre :**  
contact@ecologiedulivre.org,  
Anaïs Massola (Le Rideau Rouge),  
tél. 06 84 61 95 27, www.ecologiedulivre.org

› Texte : **Martha Gilson**

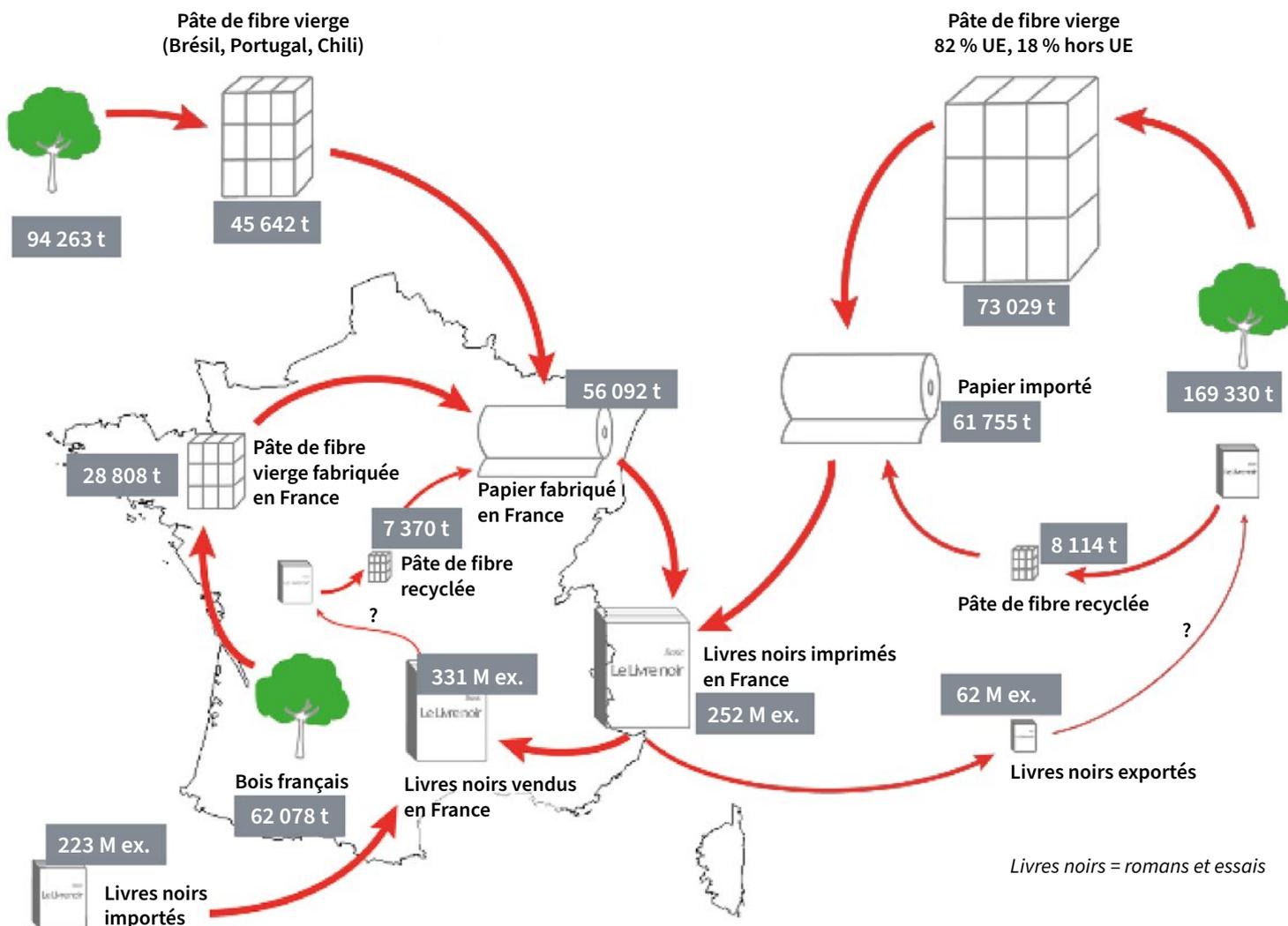
# Fabriquer du papier : peut-on sortir de l'industrie ?

**Pour imprimer un livre, il faut du papier. Mais où est-il produit ? Dans quelles conditions ? Est-il possible de se reposer sur l'artisanat ou sommes-nous vouées à imprimer sur du papier industriel, même recyclé ?**

Selon une étude menée en 2017 par le *Bureau d'analyse sociétale pour une information citoyenne (Basic)*, depuis les années 1990, l'industrie du papier s'est trouvée bouleversée par le basculement de la consommation et de la production depuis l'Europe, l'Amérique du Nord et le Japon vers les économies émergentes (principalement la Chine, le Brésil et l'Indonésie).

## La fabrication du papier : un monopole de plus en plus mondialisé

La fabrication du papier est aujourd'hui éclatée et mondialisée. Pour des questions de rentabilité, une large partie de l'exploitation forestière et de la production de pâte à papier est délocalisée dans des pays du Sud. "Environ 52 % du papier utilisé pour les romans et essais vendus en France sont importés, et 48 % sont fabriqués en



Flux de production, importations et exportations de la pâte à papier et du papier.  
Source : BASIC, d'après les données de Comtrade

France à partir de pâte à papier produite majoritairement à l'étranger, en particulier en Amérique du Sud" (1).

La profession papetière, fragilisée, regroupe en France environ 70 entreprises et 11 000 salarié-es. Il n'y a plus que de grosses usines dans le secteur. Connaître les conditions même de fabrication relève du défi. Bruno, papetier dans la Creuse, confirme : "Les petites papeteries industrielles ont toutes disparu dans les années 1990 - 2000, essentiellement pour des questions de normes écologiques qui leur ont été imposées. Elles ont souvent été rachetées par des multinationales, pour récupérer la partie recherche et développement et fermer ensuite les papeteries. C'est ce qui s'est passé dans les Vosges il y a deux ou trois ans." Les fermetures successives des usines ArjoWiggins en France en 2019 ont signé la fin de la production industrielle de papier recyclé en France (2), qui doit à présent l'importer d'Allemagne, d'Autriche ou d'Italie. Quant à l'usine La Chapelle Darblay, à Grand-Couronne (Seine-Maritime), elle a fermé en juin 2020. Fondée en 1928, c'était la seule entreprise à produire du papier journal 100 % recyclé de France — attention, la fabrication du papier journal diffère de la fabrication d'autres papiers. Elle répondait à environ 25 % des besoins des imprimeries françaises en papier journal et recyclait 350 000 tonnes de déchets papier par an, venus essentiellement du Grand Ouest et de la région parisienne, en circuit court donc. S'appuyant sur de fortes réflexions écologistes, l'usine a pourtant fermé ses portes tandis que le propriétaire, UPM,

"Alors que les éditeurs et les libraires avaient autrefois une bonne maîtrise de la chaîne du livre, essentiellement nationale, la filière est aujourd'hui fortement désintégrée. Cet état de fait résulte de la rencontre de deux mouvements de mondialisation, qui ont pour l'un profondément transformé le secteur de l'édition et, pour l'autre, désintégré et internationalisé la filière de production du papier.."

Un livre français – Évolutions et impacts de l'édition en France, Basic, 2017

souhaite construire une deuxième usine de pâte à papier en Uruguay. La coalition *Plus jamais ça*, regroupant Attac, la CGT, la Confédération paysanne, la FSU, Greenpeace, Les Amis de la Terre, Oxfam et Solidaires, soutient la reprise du site. L'outil industriel est maintenu jusqu'en juin 2021 par des élu-es du personnel CGT, qui cherchent aujourd'hui un repreneur et demandent le soutien de l'État... pour le moment en vain.

### ... et nocif pour l'environnement

"En plus des phénomènes de destruction et de précarisation de l'emploi, la mutation de la filière du livre a pour impact environnemental majeur des émissions de gaz à effet de serre qui restent à un niveau très élevé tout au long de la filière. Et si la baisse de la production de papier et de l'impression locale diminue fortement les impacts tels que la pollution de l'air et des sols en France, elle augmente les impacts dans les pays du Sud où se trouvent désormais les activités d'exploitation forestière et de fabrication de pâte à papier. Ces impacts sont par ailleurs accrus par une augmentation de la consommation de papier des pays du Sud" (3).

Fabriquer du papier est coûteux en énergie mais aussi en eau. Par ailleurs, les nombreuses substances chimiques utilisées (blanchissants, colorants et autres adjuvants) sont responsables d'émissions polluantes dans l'air et l'eau. Selon la Commission européenne, l'industrie papetière se classe au second rang européen pour la consommation d'eau douce. Elle serait avec l'imprimerie à l'origine de plus de 1 % des émissions globales de gaz à effet de serre. Selon l'analyse de cycle de vie d'un livre réalisée en 2011 par *Terre vivante*, 71 % des impacts environnementaux sont liés à la fabrication (production de la pâte à papier et du papier, impression, transport), 17 % à

3. Un livre français – Évolutions et impacts de l'édition en France, Basic, 2017



Papeterie ArjoWiggins de Bessé-sur-Braye, mars 2019

la distribution, 10 % à la conception du livre et 2 % à sa diffusion.

### Est-il possible de sortir d'une production industrielle du papier ?

À l'opposé de cette production industrielle, quelques rares papetiers survivent encore en France et proposent une production moins industrielle. *Papeterie Padeloup* a été créé en 2015 à Pérouges, dans l'Ain, par Bruno et Laurence Padeloup. Cette aventure, c'est une reconversion : après s'être formé en faisant le tour de France des quelques papetiers qui exercent encore, le couple s'est installé dans ce petit village touristique. "Aujourd'hui, il existe cinq ou six artisans, une quinzaine de moulins, précise Bruno. Beaucoup des personnes que nous avons rencontrées sont en fin de carrière, avec du mal à vivre de leur métier. Ce sont des gens qui ont relancé le métier dans les années 1970, qui ont construit leur carrière sur la restauration du patrimoine graphique. Ce marché est aujourd'hui quasiment mort, les personnes achètent plutôt du papier japonais ou semi-industriel

1. Un livre français – Évolutions et impacts de l'édition en France, Basic, 2017. Ces chiffres sont contredits par Pascal Lenoir, président de la commission Environnement et fabrication du Syndicat national de l'édition, chargé de fabrication chez Gallimard : selon lui, "la réalité est que 5 % à peine du papier utilisé pour les romans et poche par les éditeurs français est fabriqué en France. En revanche, 90 % de la pâte utilisée provient d'Europe".

2. La liquidation de l'usine ArjoWiggins de Bessé-sur-Braye et les cessions des usines Le Bourray et Greenfield ont profondément marqué le monde français de l'impression. Depuis la liquidation judiciaire de Bessé-sur-Braye, dans la Sarthe, il n'y a plus de fabrication de papier recyclé en France. Issue de la première fabrique de papier créée en France, en 1469, sur le ruisseau Rupt-de-Raon, devenue en 1492 le moulin à papier d'Arches, la papeterie ArjoWiggins (562 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2017 et 2 300 salarié-es sur onze sites), filiale à 100 % de Sequana Capital, est née de la fusion mondiale, en 1990, de l'entreprise française Arjomari Prioux et de l'anglaise Wiggins Teape Appleton.



Bruno, de la papeterie Pasedeloup est en train de "coucher" une feuille : la feuille est enlevée du tamis pour être déposée sur un feutre en laine.

pour restaurer les ouvrages." Pour éviter de tomber dans le folklore, leur atelier n'est pas constitué d'un moulin mais d'un équipement électrique. La renommée touristique de Pérouges leur a permis de faire connaître leur métier. "On a fabriqué à Pérouges des papiers de création, fibres bizarres, moins connues : pas du lin, du chanvre ou du coton mais de la prêle, du maïs, de la fibre de cacao, de la paille de riz... Original. Ça crée des textures, des couleurs qui touchent les artistes." En parallèle, Bruno et Laurence ont beaucoup travaillé pour la reconnaissance du métier en organisant des ateliers pédagogiques dans les écoles et les médiathèques autour du papier et des arts du papiers (reliure, gravure etc.). Leur clientèle est variée, venant du monde des arts graphiques mais aussi de laboratoires d'aéronautique, de chocolateries, etc., et assez fidèle pour que Papeterie Pasedeloup quitte le village touristique en 2020 afin de s'installer dans la Creuse. Le couple possède aujourd'hui 1 hectare de terrain pour cultiver son propre chanvre, ainsi qu'un gîte où il accueille des chercheurs, des entreprises, des artistes, des designers.

Mais alors, le papier artisanal est-il forcément un produit de luxe ? "Non, nous répond Bruno, ce sont des questions de choix, nous tenons surtout à

## Certifié ou recyclé ?

Attention, papier certifié (produit à partir d'une pâte vierge mais avec des contraintes en termes de respect des normes environnementales) ne veut pas dire papier recyclé ! Le monde de l'édition défend parfois l'utilisation de papier certifié mais non recyclé, pour des questions de durabilité de l'objet livre, tout en mettant en avant son engagement environnemental grâce au développement des labels. Selon le WWF, "2 % des livres seulement sont en papier recyclé". Il n'empêche qu'"en Europe, le papier recyclé est de plus en plus utilisé pour l'édition. Une bonne chose, puisque la production de papier recyclé consomme deux à quatre fois moins d'énergie et cinq fois moins d'eau que son homologue à base de fibres vierges. On réalise aussi une belle économie de matières premières : 1, 2 tonnes de vieux papier produit 1 tonne de papier recyclé" (1).

### Les différents labels

En France, il existe deux grandes sortes de papiers labellisés disponibles pour l'édition. Le *Forest Stewardship Council (FSC)* garantit une récolte maintenant la biodiversité de la forêt et une gestion forestière socialement bénéfique aux populations locales. D'autre part, le *Programme de reconnaissance des certifications forestières (ou Pan European Forest Certification, PEFC)* garantit que le produit est issu de forêts gérées durablement. Rappelons-le, ces labels restent insuffisants : on abat des arbres qui ont souvent plus d'un siècle, et le reboisement ne saurait compenser la destruction des forêts d'origine. Enfin, ces labels ne garantissent en aucun cas une production en circuit court ni la qualité de travail des salarié-es.

1. "Quelle forme de livre choisir pour l'environnement ?", Ann Wulf et Léa Champon, 14 février 2014, [www.ecoconso.be](http://www.ecoconso.be)

avoir un produit personnel, à une époque où tout est standardisé. Quelque chose qu'on ne trouve pas ailleurs. Une usine peut produire 30 tonnes de papier par jour, elle n'a aucun besoin de produire un papier différent, même pour du luxe. La petite papeterie industrielle n'existe plus : il y a aujourd'hui soit des artisans, soit des multinationales. Ce qui est intéressant dans l'artisanat, c'est la variété de tout ce qu'on peut faire en terme de fibre, de couleur, de finition, de textures, etc.". La profession est aujourd'hui très précaire. "On est presque les seuls jeunes dans le métier, précise Bruno. Dans dix ans, on ne sera que deux ou trois. Ce métier est aujourd'hui pris en tenaille entre le loisir créatif qui cherche à se professionnaliser et des artisans installés depuis longtemps parfois un peu élitistes, qui ont du mal à s'ouvrir au public. C'est valable pour tous les artisans d'art."

### Pourquoi rester attaché au papier ?

Non, trouver des livres accessibles produits avec du papier artisanal, ce n'est pas pour demain. Mais tous les papiers ne se valent pas, et défendre une production locale de papier recyclé a un sens. Et au-delà, rester attaché au papier pour nos communications (face au numérique), pour nos emballages

(face au plastique), c'est aussi un choix de société. La production du papier n'est d'ailleurs qu'un des maillons de la chaîne du livre, et c'est le reste de cet écosystème que notre dossier explore. ♦

### ➔ Contacts

♦ **Terre vivante** : Domaine de Raud, 38710 Mens, tél. : 04 76 34 36 35, [www.terrevivante.org](http://www.terrevivante.org)

♦ **Papier artisanal : Bruno et Laurence Pasedeloup**, 14 hameau de Puyberaud, 23150 Moutier-d'Ahun, [papierartisanal@gmail.com](mailto:papierartisanal@gmail.com), tél. : 07 81 20 52 04, [www.papier-artisanal.com](http://www.papier-artisanal.com)

## Relativisons !

L'édition française ne représente que 5 % de la consommation nationale de papier (soit environ 250 000 tonnes par an). Ces 5 % ne pèsent finalement que très peu pour les imprimeurs français qui se concentrent sur d'autres clients plus gourmands, comme l'emballage et la publicité. À titre de comparaison, une enseigne de grande distribution comme Carrefour consomme, à elle seule, presque autant que tous les éditeurs réunis pour ses prospectus... dont la durée de vie est de quelques minutes, dans le meilleur des cas.

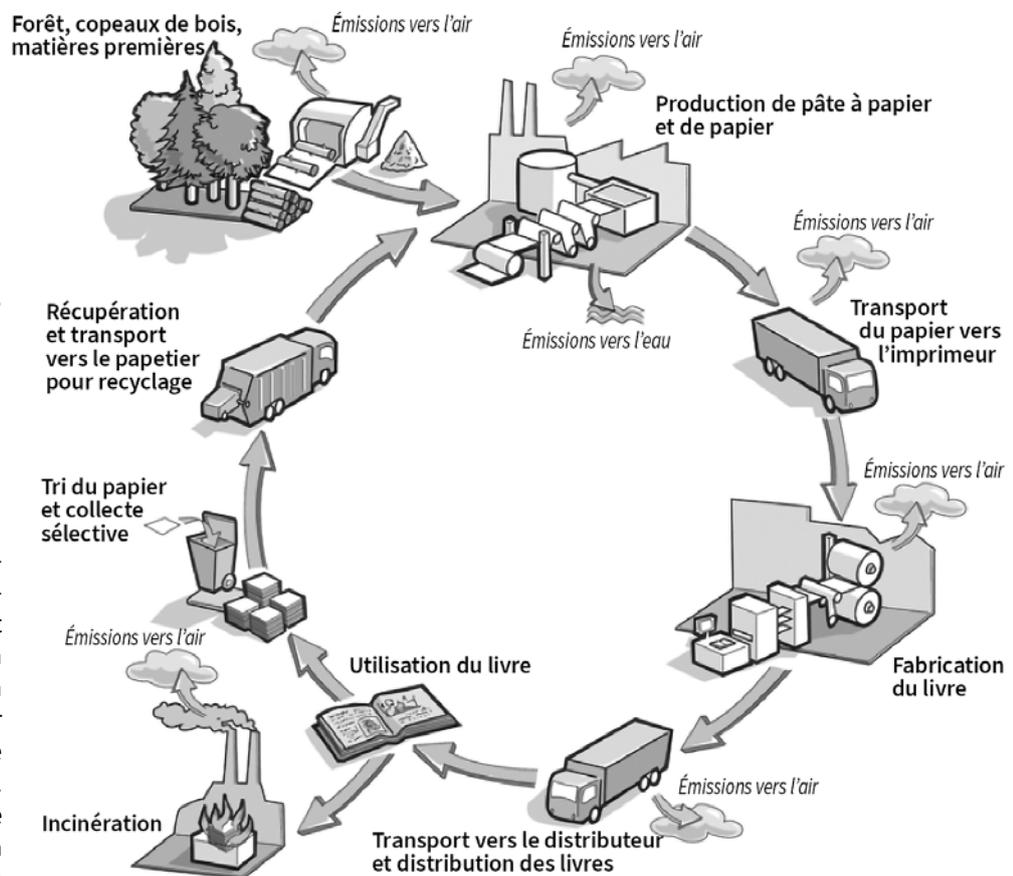
# La vie du livre... de sa naissance à sa mort

Chaque moment de la fabrication puis de la commercialisation d'un livre présente des spécificités et des enjeux environnementaux différents. Or, ces différentes étapes sont aujourd'hui peu pensées. Comment imaginer un cycle de vie du livre plus vertueux ?

Le livre possède une valeur culturelle particulière : ce n'est pas un produit comme un autre. Mais comme tout objet, même après plusieurs vies, un livre n'est pas éternel et penser sa fin de vie a un sens écologique. Au premier abord, le bilan écologique de la chaîne du livre n'est en effet pas très glorieux. Pour étudier l'impact global d'un livre sur l'environnement, *Terre vivante* a réalisé en 2011 une analyse du cycle de vie (ACV) afin de déterminer, à chaque étape, les impacts environnementaux du livre et le moyen de les réduire (1). C'était la première étude de ce type en France. L'éditeur a identifié quatre grandes étapes de fabrication : la production de pâte à papier, l'impression, le façonnage et le transport.

## Le papier : un manque de réglementation

Une grande partie du papier est fabriquée à partir de fibres de bois, procédé industriel qui entraîne une



forte consommation d'énergie et d'eau, plus de nombreux produits chimiques. Principaux impacts néfastes retenus : déforestation au Brésil, mais aussi en Chine et en Indonésie, procédés chimiques pour traiter et blanchir le papier. Plus de 70 % des impacts du livre sur l'environnement sont dus à la fabrication du papier et de la pâte à papier. Pour minimiser ces impacts, *Terre vivante* a fait le choix des fibres recyclées et exclu les colorants ou pigments à base de plomb, cuivre, chrome, nickel ou aluminium. Le tirage à 5 000 exemplaires de l'un de leurs

livres de 160 pages au format 15 x 21 cm nécessite environ 2 tonnes de papier.

Par ailleurs, le WWF dénonce la faiblesse de la réglementation française. "Le secteur de l'édition est exclu du périmètre d'assujettissement à l'écocontribution des produits papier. [...] [Les éditeurs] n'ont pas d'obligation légale d'apposer une signalétique incitant au geste de tri, à savoir le logo dit du Triman, assorti de mentions pédagogiques qu'ils choisissent" (2).

1. *Fabriquer des livres, quels impacts sur l'environnement ?*, Terre vivante, 2011

2. *Vers une économie plus circulaire dans le livre ?*, Julien Tavernier, Lisa King, Juliette Kacprzak, Daniel Vallauri, rapport WWF, 2019



Quel livre offririez-vous à une femme en prison ? C'est par cette question que commence l'aventure de collecte de livres avec message pour faire oublier leur réalité aux femmes incarcérées, le temps d'une lecture, *Aux oubliées* est une initiative qui a pour but de distribuer des livres, personnalisés par un mot, une lettre, à des femmes en prison. <http://auxoubliees.org>

### L'impression et le façonnage

Là encore, le processus fait entrer en jeu un grand nombre de composés chimiques. Le principal impact de la phase de prépresse (préparation des plaques pour l'impression) est lié à la fabrication de plaques d'aluminium qui seront ensuite entièrement recyclées. L'encre utilisée pour l'impression est une pâte épaisse qui contient des colorants, huiles, essences, alcools, résines... (3). Le façonnage est la phase du cycle qui occasionne le plus de rejets de substances cancérigènes après la fabrication de papier, à cause du pelliculage de la couverture réalisé à l'aide d'un film de polypropylène ou

3. Parfois, elle est à base d'huile végétale (colza, soja, palmes...), ce qui préserve la qualité de l'air intérieur au sein de l'imprimerie en réduisant le rejet de composés organiques volatils au moment de leur utilisation. Cependant, l'encre végétale contient aussi des résines alkyles et phénoliques, produits dangereux surtout au moment de leur fabrication.

d'acétate. Le façonnage génère également des déchets de papiers lors de la découpe des feuilles (la "gâche" de papier). On estime en général à 10 % la gâche lors de l'impression d'un livre.

### Transports et délocalisations...

Le transport est la phase qui a le plus d'impact sur l'environnement après la fabrication du papier. Il intervient à chaque étape de conception du livre et sur de longues distances : acheminement des matières premières, transport entre le papetier et l'imprimeur, l'imprimeur et le distributeur... La concurrence impacte malheureusement souvent le choix de l'imprimeur, et entre "25 et 40 % des livres vendus en France sont imprimés à l'étranger" (4). Le marché du livre est perçu comme difficile pour une grande partie des industriels de la chaîne du livre en

4. *Un livre français - évolutions et impacts de l'édition en France*, Basic, 2017

France, notamment les imprimeurs, qui entre 2005 et 2014, ont "accusé une baisse de 33 % des volumes, contre 11 % en moyenne dans les pays de l'Union européenne".

### Quelle vie du livre après l'impression ?

La question environnementale ne se limite pas à la fabrication du livre : elle se poursuit une fois celui-ci sur le marché. Selon une étude du WWF de 2019, "25 % des invendus de l'année sont pilonnés [détruits] ou stockés (131 millions de livres). Pour les livres vendus et devenus usagés, la question de leur fin de vie est un tabou" (5). L'association estime que la fin de vie (ordures ménagères et recyclage) concernerait entre 107 000 et 233 000 tonnes par an de livres, toutes provenances confondues (particuliers, revendeurs, bibliothèques, milieu scolaire, mise au pilon). Selon le WWF, actuellement, les livres usagés entrant dans le circuit des fabricants de papier recyclé sont estimés à environ 30 000 tonnes par an. La marge de manœuvre est donc grande ! Aujourd'hui, la proportion de pilon est plus importante pour le livre dit "noir" (romans et essais), puisqu'elle peut représenter jusqu'à 50 % du tirage, voire 80 % pour certains romans de la rentrée littéraire. Notons que la pratique est loin d'être homogène. Si les grands groupes n'hésitent pas à surimprimer pour s'assurer une grande visibilité, "certains éditeurs ont un taux de pilon nettement inférieur à cela. L'éditeur Rue de l'échiquier confiait [au WWF], par exemple, avoir un taux de pilon virtuellement nul, grâce à des tirages fins, à son opération 'sauvé du pilon' et au stockage de ses invendus dans ses locaux".

### Désacraliser l'objet livre

Toujours selon le WWF, "il y a un modèle plus vertueux pour l'édition française, consistant à valoriser les livres dont on veut, peut, doit inévitablement se séparer un jour. L'objet-livre n'a généralement pas vocation à être éternel, au contraire de l'œuvre qui peut l'être. L'usure de l'objet, l'obsolescence du contenu, l'inutilité pour le lecteur, mis en perspective sur les centaines de millions de livres vendus sur le marché français chaque année, induisent que les enjeux sont bien réels et importants". L'association pointe dans son

5. *Vers une économie plus circulaire dans le livre ?*, op. cit.

## Et à Silence ?

Depuis ses débuts, notre revue est imprimée sur du papier recyclé. Elle est aujourd'hui également imprimée avec des encres végétales. Depuis janvier 2019, *Silence* est imprimée par l'imprimerie Notre-Dame, qui a été choisie notamment car elle ne fonctionne pas en 3x8 : c'est-à-dire ni la nuit, ni les week-ends. L'imprimeur adhère à la charte *Imprim'Vert* selon laquelle, entre autres, il organise une collecte sélective de ses déchets et retraite les solvants utilisés en offset. Le tirage de *Silence* est adapté aux ventes (ce qui implique notre refus d'être en kiosque, source d'un énorme gaspillage). Tous les numéros finissent ainsi par s'épuiser. L'expédition est assurée par la pose d'une bande papier autour de la revue, maintenue par une étiquette, évitant ainsi films plastique ou enveloppes. La revue *Silence* est sous copyleft : l'information, que nous refusons de considérer comme une marchandise, est libre de reproduction tant que les sources sont citées.

rapport quatre acteurs principaux qui agiraient dans ce sens : les éditeurs, en rendant transparentes leurs pratiques environnementales, en informant sur les consignes de tri, en diminuant le nombre d'invendus ; les pouvoirs publics, qui peuvent mettre en place une écocontribution adaptée au secteur de l'édition et une politique de collecte et de recyclage des manuels scolaires ; les bibliothèques, capables de généraliser les opérations de dons et de pédagogie autour du recyclage lors du "désherbage" (moment où les livres abîmés ou obsolètes sont retirés des rayons) ; enfin, tout un-e chacun-e, qui peut offrir plusieurs vies aux livres. Récemment, des initiatives tentent de mettre en avant la dimension écologique de la production de livres. "Depuis 2010, un collectif de petites maisons, baptisé les Éditeurs éco-compatible, tient au salon du livre de Paris un stand thématique sur l'écologie, souhaitant par ce biais diffuser les initiatives qui existent au sein de l'édition indépendante" (6).

### Le livre d'occasion

Le livre d'occasion séduit de plus en plus. À en croire le *WWF*, un peu plus de 20 % des acheteu-ses de livres (21,5 %, soit 11,5 % de la population française de plus de 15 ans) avaient acquis au moins un livre d'occasion au cours de l'année. Il est très plaisant de chiner au milieu de bouquinistes de vieilles cartes postales ou d'anciennes éditions aux reliures dorées, mais vous pouvez aussi y trouver des livres plus récents et prendre le temps de vous laisser séduire par une conversation passionnée avec le ou la bouquiniste. Malheureusement, comme tant de secteurs, celui de l'occasion a aussi été investi par de grandes multinationales comme *Amazon*, la *Fnac* ou *Priceminister*.

### Donner ses livres

"Ça a l'air super ce livre, tu me le prêtés ?" Il peut être agréable de posséder une petite bibliothèque et ainsi de pouvoir partager ses lectures préférées à son entourage. Mais, au-delà, les livres deviennent trop souvent des objets décoratifs, alors qu'ils pourraient continuer leur vie dans d'autres mains. Les associations caritatives récupérant les livres sont nombreuses

## Ne pas oublier les bibliothèques !

Il existe en France 16 000 lieux de lecture (7 000 bibliothèques et 9 000 points d'accès au livre). Les volumes achetés par les bibliothèques ne représentent qu'environ 2 % du total des livres vendus, mais ils peuvent être lus par des dizaines de personnes ! Les bibliothèques sont le lieu le plus connu de prêts de livres, et un bon moyen de ne pas passer par l'achat... voire de rencontrer d'autres lect-rices !



Il n'est pas possible juridiquement actuellement pour une bibliothèque de donner à des particuliers les vieux ouvrages dont elle se sépare, mais elle peut les céder à des organisations d'intérêt général, et organiser des ventes à moindre prix pour les particuliers.

(liste non exhaustive) : *Oxfam*, *Emmaüs*, le *Secours populaire*, le *Secours catholique*... Le *WWF* affirme que les 150 structures *Emmaüs* ont collecté, en 2017, 11 500 tonnes d'imprimés. Plus localement, *L'Isle aux livres*, portée par l'association *La Tresse*, s'est installée dans une ancienne usine désaffectée à Saint-Médard-de-Mussidan, en Dordogne. Elle récupère d'anciens livres pour les proposer à la vente dans une librairie d'occasion alternative, qui emploie des personnes en insertion.

En dehors de ces démarches qui restent marchandes, et parfois numériques (7), se développe ces dernières années une multitude d'initiatives citoyennes et participatives pour donner une seconde vie aux livres, notamment les boîtes à livres. Plus ou moins hermétiques, ces coffrets, que l'on peut croiser sur une place ou au détour d'une rue en ville, permettent d'y déposer des livres ou de se servir ! Outil de partage anonyme et local, ils

participent à l'animation d'un quartier et permettent de belles découvertes. Le concept ne date pas d'hier, et d'aucuns ont déjà "abandonné" un livre à l'arrêt de bus avec le secret espoir qu'il trouve un-e lect-ric-e curieu-se. À Paris, des habitant-es ont créé en 2004 l'association *Circul'livre*, qui organise des rendez-vous mensuels pour partager gratuitement ses livres. Au-delà du partage, l'association, en proposant des points de rendez-vous, favorise aussi les liens du quartier. Bref, vous l'aurez compris, ce ne sont pas les solutions qui manquent pour partager vos livres !

Plutôt que de se jeter toujours sur la dernière rentrée littéraire, adopter une approche écologiste du livre consiste aussi à prendre le temps de la lecture... et des rencontres. ♦

### ➔ Contacts

♦ **Circul'livre** : <http://circul-livre.blogspot.com>, [circul.livre2020@gmail.com](mailto:circul.livre2020@gmail.com)

♦ **L'Isle aux livres**, 28 rue Henri-Fouillaret, 24400 Saint-Médard-de-Mussidan ; tél. : 05 53 80 06 53

6. "Le numérique et le papier : le bilan écologique de nos supports de lecture", Helen Tomlinson, 20 février 2013, <https://mondedulivre.hypotheses.org>

7. La librairie en ligne *Livresco-comptoir.fr* référence à la fois des livres écoconçus et des magazines ancrés dans la transition sociale et écologique.

› Texte : **Martha Gilson**



# La bibliodiversité comme horizon

Le marché français du livre est le cinquième au monde avec, en 2014, 422 millions d'exemplaires vendus, pour un chiffre d'affaires de près de 4 milliards d'euros. Quelles alternatives possibles pour sortir de ce système qui pousse à la consommation ?

Les mutations sociales et environnementales de l'organisation de la chaîne du livre ont des conséquences, des maisons d'éditions aux librairies, des contenus proposés à la façon dont le livre est fabriqué.

## **Le livre papier : une surproduction à questionner**

Le livre est un objet de plus en plus accessible, que ce soit par son prix ou les lieux de distribution, et il s'en produit toujours plus (1). De quoi se réjouir ? "Bien que le livre reste le premier bien culturel acheté par les Français en 2015, sa consommation est en baisse : le poids du livre dans les dépenses des Français n'a cessé de diminuer, passant de 25 % en 1968 à 14 % en 2015. Paradoxalement, la production annuelle de titres ne cesse d'augmenter depuis

1970 pour atteindre aujourd'hui presque 70 000 titres annuels" (2).

Cela est étroitement lié avec la politique commerciale des éditeurs. Elle favorise de plus en plus un renouvellement fréquent de leur offre, dans une logique de marché où la nouveauté est toujours recherchée, au détriment du temps de lire ou de l'intérêt de l'ouvrage. La production toujours accrue d'ouvrages n'est pas le reflet d'une demande croissante de lecture mais bien le fait d'un marché du livre qui pousse sans cesse au renouvellement.

Selon l'Ademe (2017), il y aurait plus de 1 milliard de livres en stock chez les distributeurs, soit l'équivalent de plus de 2 ans de vente. Le stock d'ouvrages détenus par la population est inconnu. Il est estimé par le WWF (en présupposant qu'aucun livre n'ait été jeté) à un total supérieur à 3 milliards 800 millions, soit au minimum 107 livres par personne

pour les Françaises acheteuses de livres. "Cette estimation montre bien que la quantité de livres accumulés par les particuliers devient significative, et posera — si cela n'est pas déjà le cas — la question de l'espace disponible pour le stockage."

## **L'édition : entre petits et grands**

Comme bien d'autres secteurs, l'édition s'est concentrée et industrialisée au 20<sup>e</sup> siècle. "L'intégration des maisons d'édition au sein de grands groupes internationaux plus ou moins spécialisés dans les médias et la communication, mais étrangers au monde de l'édition, s'est poursuivie dans les années 1990 et 2000. [...] L'édition française est aujourd'hui un oligopole à franges composé de trois cercles concentriques : 1) un cœur de trois acteurs avec, loin devant les deux autres, le leader français et huitième groupe mondial d'édition Hachette Livre (appartenant à Lagardère), suivi

1. *Bibliodiversité : manifeste pour une édition indépendante*, Susan Hawthorne, trad. par Agnès El Kaïm, Charles Léopold Mayer, 2016

2. *Un livre français – évolutions et impacts de l'édition en France*, Basic, 2017

d'Editis (appartenant à Grupo Planeta) et de Madrigall (qui détient Flammarion et Gallimard) ; 2) quelques grandes maisons ou groupes moyens (Actes Sud, Michel Lafon Publishing) ; 3) un très grand nombre de petites maisons d'édition évoluant en périphérie des deux premiers cercles." La majorité des maisons d'éditions se situent par ailleurs à Paris. Les plus gros groupes possèdent des canaux de distribution et des réseaux de librairies très importants. "C'est en supermarché, Relay et équivalents, que les groupes font du chiffre, et non chez les libraires de fonds (qui résistent aux livres jetables). En fait, les groupes pèsent surtout économiquement par le nombre des maisons accumulées ; et les plus gros, par la masse des éditeurs qu'ils distribuent (150 par Hachette, 400 par Editis, 700 par Madrigall)" (3).

Il n'empêche que l'édition indépendante, en France, est multiple et riche, permettant à de nombreuses autrices de faire entendre, à une moindre échelle, leur voix. Elle s'appuie sur un équilibre financier très précaire et a souvent recours au bénévolat, mais est parfois défendue par des librairies indépendantes et un lectorat sensible à la diversité et à la richesse des livres proposés. La précarité dans

3. "Le livre, une sacrée valeur", Thierry Discepolo, *Le Monde diplomatique*, juillet 2020



*"Les petits éditeurs indépendants ressemblent à ces plantes rares qui surgissent au milieu de pousses plus imposantes mais apportent quelque chose de différent : elles nourrissent le sol et enrichissent le monde environnant de leurs couleurs et de leurs senteurs."*

*Bibliodiversité : manifeste pour une édition indépendante, Susan Hawthorne, Charles Léopold Mayer, 2016*

l'édition s'étend aussi aux autrices et aux libraires. Très peu d'autrices vivent de leur plume en France.

### **L'importance d'espaces de production et de diffusion indépendants**

La centralisation du monde de l'édition et sa logique de marché entraînent une uniformisation du contenu des ouvrages, qui ne remettent pas en question l'imaginaire dominant. Le livre devient un produit marketing qu'il faut vendre en masse, un produit de consommation, un best-seller. "On nous en offre 'trois pour le prix de deux', on nous fait une remise, ou bien ils sont édités en

format XXL, consommant plus de ressources (les externalités de l'édition) lors de l'impression et de la distribution, déplore l'écrivaine Susan Hawthorne. [...] Il existe toutefois, en marge de cette industrie planétaire, des libraires et des éditeurs indépendants avec des modes de fonctionnement qui leur sont propres. Chacun d'eux est sensible à l'environnement qui l'entoure et connaît les problématiques sociales, politiques et culturelles locales. Une librairie située en centre-ville a une clientèle différente de celle installée en banlieue ou à la campagne. Ainsi, un libraire qui fournit des livres à un groupe multiculturel à large spectre ou à une entité sociale définie va





Boîte à livres à Barjols (Alpes-Maritimes).

proposer des titres destinés à répondre aux besoins des lecteurs locaux. Une grande surface, en revanche, proposera plus ou moins les mêmes ouvrages dans chacune de ses antennes." Le modèle de la librairie indépendante de quartier est mis à mal par les grandes surfaces mais aussi par la vente en ligne, "qui est passée de 2 % de parts de marché en 2002 à presque 18 % en 2013", selon l'étude de Basic. Le prix unique du livre, instauré par la loi Lang de 1981, préserve en partie ce secteur d'une concurrence trop déloyale.

### Garantir la pluralité des voix

Penser autrement le livre, c'est aussi se demander ce qu'il contient. L'Alliance internationale des éditeurs indépendants rappelle que "nous devons redoubler de vigilance mais aussi d'inventivité pour déjouer toute forme d'oppression de la parole. La lutte contre toutes les formes de censure (étatique, administrative, religieuse, économique et jusqu'à l'autocensure) est aujourd'hui encore un enjeu prioritaire. Le contrôle de la pensée ne passe pas par la seule censure. Dans un contexte de surinformation, de concentration des médias et de standardisation des contenus, il est essentiel de

veiller à ce que la liberté d'expression ne serve pas uniquement la voix des groupes ou des pouvoirs dominants. Nous, éditeurs indépendants, défendons le Fair speech (l'équité d'expression), pour faire entendre la pluralité des voix garante de la bibliodiversité" (4). L'écrivaine Susan Hawthorne insiste particulièrement sur les rapports impérialistes que perpétue le monde de l'édition : "La disponibilité des livres dans les langues locales et nationales est un problème que rencontrent les populations colonisées partout dans le monde. [...] En Afrique, les éditeurs indépendants se plaignent que leurs marchés deviennent de véritables dépotoirs à livres. Dans certains pays francophones comme le Gabon, le Cameroun, le Mali et le Niger, des livres en français — la langue officielle — envahissent le marché sous prétexte de fournir des supports de lecture aux malheureux enfants pauvres et à leurs écoles ; ces livres, écrits, produits et publiés en France, font l'objet

4. Alliance internationale des éditeurs indépendants, Déclaration internationale des éditeurs indépendants pour la protection et la promotion de la bibliodiversité, Paris, Alliance internationale des éditeurs indépendants, 2014, p. 7

de 'dons'. Or les éditeurs indépendants locaux ne peuvent pas se permettre d'offrir en nombre leurs livres gratuitement aux écoles et se retrouvent écartés d'un marché susceptible de représenter une importante source de revenus et d'assurer la survie des éditeurs du pays possédant un savoir local."

### Travailler ensemble à la bibliodiversité

La chaîne du livre est relativement cloisonnée : il est rare que des libraires soient en contact avec des forestiers, ou des éditeurs directement en contact avec le lectorat. C'est en décroissant ces univers et en amorçant une réflexion collective que beaucoup croient aujourd'hui en un possible modèle alternatif. Susan Hawthorne, éditrice féministe, a publié *Bibliodiversité : manifeste pour une édition indépendante*, traduit aux éditions Charles Léopold Mayer en 2016. Forgé dans les années 1990 par des éditeurs indépendants chiliens, le concept de "bibliodiversité" est ici repris de façon puissante pour penser une écologie de l'édition à même de lutter contre l'uniformisation, la concentration et la marchandisation des œuvres et des idées.

"Les écrivains et les producteurs s'apparentent aux habitants d'un écosystème. La bibliodiversité contribue à l'épanouissement de la culture et à la bonne santé du système écosocial."

Et, en pratique, plusieurs initiatives commencent à voir le jour en France. Depuis 2018, l'association *Normandie Livre & Lecture* souhaite fédérer des professionnelles du livre de sa région pour réfléchir à un écosystème plus juste, plus résilient et plus écologique. Elle s'adresse à l'ensemble des métiers du livre. Elle s'est inspirée de l'association *Mobilis*, pôle régional des acteurs du livre et de la lecture des Pays de la Loire, qui encourage tous les acteurs à mettre en commun leur expérience, leurs initiatives et à coopérer au développement de projets partagés, et des

ressources que commence à rassembler l'Association pour l'écologie du livre.

Il n'existe pas de modèle tout tracé mais des réflexions stimulantes. La prise en compte de l'écologie ne se limite pas à l'utilisation de papier ou au circuit court : elle englobe une vision plus large et plus riche, portée par la bibliodiversité. "Tout comme la biodiversité, la bibliodiversité n'est pas une simple question de profits. Elle permet avant tout de mettre en place une culture littéraire durable et substantielle. La littérature, écrite comme orale, donne naissance à la culture ainsi qu'à des films, des pièces de théâtre, des morceaux de musique, des œuvres d'art et de nombreuses autres formes d'expression culturelle. Comment imaginer un

monde sans contes de fées, sans poésie, sans chansons et sans toutes ces formes d'art qui puisent dans les histoires que les hommes content depuis des millénaires ?" (5). ♦

5. *Bibliodiversité : manifeste pour une édition indépendante*, op. cit.

## ➔ Contacts

♦ **Normandie livre & lecture**, Unicité, 14 rue Alfred-Kastler, CS 75438, 14054 Caen Cedex 4, tél. : 02 31 15 36 36, [www.normandielivre.fr/](http://www.normandielivre.fr/)

♦ **Mobilis**, Pôle régional de coopération des acteurs du livre et de la lecture en Pays de la Loire, 13 rue de Briord, 44000 Nantes, tél. : 02 40 84 06 45, [www.mobilis-paysdelaloire.fr](http://www.mobilis-paysdelaloire.fr)

# d'un **A** plus TITRE

4 QUAI DE LA PECHERIE 69001 LYON  
TEL 04 78 27 69 51  
OUVERT LUNDI DE 14 H A 19 H 30  
MARDI AU SAMEDI : 10 H 30 A 19 H 30  
& LE DIMANCHE DE 10 H A 18 H

**Si le LIVRE**  
avait été inventé  
**A P R E S**  
**L'ORDINATEUR**  
il aurait constitué  
une avancée  
**MAJEURE.**

Ses qualités sont en effet  
**REMARQUABLES :**

Légèreté, Disponibilité,  
faible coût, fonctionnement

**S A N S**  
consommation d'énergie,  
qualité d'affichage  
**OPTIMALE...**

COLOPHON TYPOGRAPHIE ©2004

## Le livre numérique : toujours un livre ?

Le livre est un objet à part. Il ne peut être réduit ni à son contenu, ni à un objet marchand. Il est un vecteur primordial de savoir et de culture. Depuis l'apparition du numérique, le débat est récurrent : le numérique signera-t-il la fin du livre papier ? L'opposition et la prétendue concurrence entre support papier et numérique est aussi vieille que l'apparition des ordinateurs. Toutefois, depuis quelques années, un nouveau venu a fait son apparition : le livre numérique (ou *e-book*). Disponible sur tablette, ordinateur ou liseuse, il est présenté par certain-es comme l'avenir du livre, mais aussi comme une alternative écologique. En 2017, le livre numérique représentait 8,2 % du marché, alors que beaucoup de maisons d'éditions font le choix de proposer en parallèle du livre papier un format *e-book*, moins cher à l'achat.

### Le livre électronique est-il plus écolo ?

La guerre des chiffres est féroce entre défenseur-es du numérique ou du papier, car il est difficile de connaître précisément le poids énergétique de toute la chaîne de production d'un livre ou d'une liseuse. Les constructeurs professionnels de liseuses s'abritent derrière le secret industriel, bien que l'on connaisse le coût environnemental de l'extraction de métaux et minéraux indispensables à l'électronique. D'après une étude *Ilop* réalisée en 2016, il faut quatre ans pour les gros lecteurs, et soixante pour les lecteurs occasionnels, pour amortir l'impact environnemental d'une liseuse électronique. Or il est bien rare que les utilisatrices gardent ce genre de support plus de deux ou trois ans (notamment à cause de l'obsolescence programmée). Pour la plupart des lectrices, le livre papier reste donc plus écolo que la liseuse.

Par ailleurs, peut-on réellement comparer un produit *low tech*, fait à partir de papier et de bois (matières renouvelables), avec un objet *high-tech* mobilisant des ressources finies dont l'extraction est très coûteuse ?

### Qu'est-ce qu'un livre ?

Au-delà de la question environnementale, lire sur un écran, une liseuse, est-ce l'équivalent de lire sur du papier ? La lecture est aussi un geste physique où interviennent le poids du livre, les pages cornées ou annotées, etc. Se saisir d'un livre aujourd'hui, c'est aussi prendre le temps de mettre de côté les écrans. On ne peut pas découvrir un livre numérique sur la table d'un bouquiniste ou d'une librairie indépendante. Jamais on ne laissera traîner une liseuse dans un train.

Martha Gilson

## Bonnes nouvelles de la Terre

### Adieu bitume, vive les cours d'école végétalisées



**I** L'année dernière, en fin d'année scolaire, on a eu des périodes de canicule assez compliquées à gérer. On a été obligé de rassembler tous les enfants dans le petit jardin. À cause de la chaleur, il était impossible de rester dans la cour de récréation qui était bitumée en noir", raconte Florent Bourcier, responsable éducation loisirs à l'école de l'Îlle, à Rennes (Ille-et-Vilaine).

La cour a été entièrement refaite durant l'été. Parcours de pierre, sols en copeaux de bois, nouveaux jeux, coins calmes pour discuter, sol drainant, végétation... Les élèves peuvent profiter d'activités et d'espaces différents. C'est le résultat d'un travail mené par les enseignant-es, les animat-rices, les équipes de la ville de Rennes, ainsi que par les enfants, également consulté-es.

Des cours de récréation végétalisées similaires commencent à voir le jour à Grenoble, Trappes, Strasbourg, Lyon, Lille,... Beaucoup s'inspirent des cours Oasis, issues de la stratégie de résilience de Paris, adoptée en 2017.

#### Les cours d'école classiques ne sont pas pensées pour les enfants

À Paris, les cours d'école couvrent plus de soixante-dix hectares. Verdir ces espaces apporte de la nature dans des lieux urbains qui en manquent cruellement, cela limite ainsi les îlots de chaleur, et fait circuler l'eau de pluie...

Par ailleurs, les cours traditionnelles ont comme gros défaut "de ne pas être pensées pour les enfants, mais pour que les adultes puissent les surveiller et les nettoyer facilement", constate Moïna Fauchier-Delavigne, qui a coécrit *L'enfance dans la nature* (éd. Fayard, 2019) et *Emmenez les enfants dehors* (éd. Robert Laffont, 2020). "Alors que certains élèves y passent trois heures par jour, avec la pause méridienne", complète Raphaëlle Thiollier.

"Elles sont très vides. Ce qui manque, ce sont des éléments pour que les enfants puissent jouer, imaginer, mais aussi être au calme", poursuit Moïna Fauchier-Delavigne. Encore trop peu de cours de récréation proposent des endroits où les enfants peuvent simplement discuter



avec un ou une camarade à l'abri des regards. "Pour confier un secret à une amie, ma fille va aux toilettes, comme beaucoup d'enfants. Ce n'est pas normal que ça soit le seul endroit où on peut être tranquille", regrette-t-elle.

Les enfants ont besoin de grimper, manipuler, construire, explorer, se cacher... Des activités difficilement envisageables dans un espace bétonné.

C'est un voyage d'études en Belgique en 2019 qui a convaincu les équipes impliquées dans la conception des nouvelles cours Oasis de proposer des espaces complètement différents. Là-bas, elles ont vu des cours d'école presque entièrement naturelles, avec de la végétation dense, des cachettes, du relief... Les pays d'Europe du Nord sont précurseurs dans ce domaine.

Les enseignant-es belges ont expliqué que ces cours de récréation ont beaucoup apaisé les élèves et fait baisser la violence.

Les cours végétalisées ont surtout le mérite de reconnecter les élèves avec la nature alors que les enfants – et les adultes – vont de moins en moins dehors.

Mathilde Sire et Quentin Vernault

## Médias

◆ **Défis Sud, les agricultures en débat**, édition 2020-2021, n°138, "La jeunesse parle de l'économie rurale".



Très jolie revue de SOS Faim, ONG active dans la lutte contre la faim et la pauvreté en Afrique et en Amérique

latine. Des analyses, des dossiers, des interviews, des débats sur des questions de fond relatives aux enjeux agricoles portées par des acteurs d'horizons différents, du Nord et du Sud.

◆ **Le Postillon**, n° 59, hiver 2021, 3 €. "Le cri de la cabine", c'est le titre d'un



article qui déclare la naissance d'une lutte, celle pour la réinstallation de 22 cabines téléphoniques à Grenoble. Une lutte que la revue entend porter, et que nous avons hâte

de suivre dans ses prochains numéros. Très belle ode à la déconnexion, que nous partageons.

◆ **La force de la non-violence**. Deux fois par mois, Célia Grincourt met en ligne sur <https://force-nonviolence.fr>

un podcast radiophonique sur le thème de la non-violence.



40 minutes pour prendre le temps d'approfondir la question, de lever les préjugés, de détailler des combats, des expériences et des idées, avec un acteur ou une actrice de la non-violence. On peut d'ores et déjà y retrouver des entretiens avec Yazid Kerfi, Priscilla Ludowski, HK, Ogarit Yunan, Jon Palais, Isabelle Filliozat, etc.

◆ **Symbioses**, n°129, premier trimestre 2021, "L'environnement (se met) en scène".

Le trimestriel porté par le Réseau IDée, Réseau d'Information et de Diffusion en éducation à l'environnement, consacre ce numéro à la culture, plus que jamais



indispensable en cette période de restrictions. Ce sont bien les arts vivants, critiques et émancipateurs qui sont présentés ici, à travers de nombreuses formes : théâtre, danse, marionnettes, mimes, etc. Autant de moyens d'expression pour parler de nature, de biodiversité, et de continuer à penser une transition écologique... et démocratique.

## Ardèche

### Retrouve Les Ami·es de Silence cet été !

Après des Rencontres 2020 "improvisées" à cause des réglementations sanitaires, *Les Ami·es de Silence* organisent leur rencontre cet été à la ferme de La Clémenterie, du 21 juillet au 4 août. Comment ça se passe ? Dans une ambiance joyeuse, on commence par monter notre cuisine, nos toilettes sèches, nos douches solaires, etc. (attention, pas de cuisine collective les 3 premiers jours, chacun·e apporte sa nourriture). Les 10 jours suivants sont occupés par des ateliers. Chacun·e peut proposer un atelier (ex : atelier poêle économe, permaculture, réflexion...). Les soirées sont animées par des veillées acoustiques, des chants, des contes, des bals, des cercles de parole, de l'astronomie, etc. Le camp est autogéré et tou·tes participent à son bon fonctionnement grâce à l'AG quotidienne, où les décisions sont prises au consensus. **Date et lieu:** Du 21 juillet au 4 août, à la ferme de La Clémenterie 07380 La Souche entre Langogne et Aubenas. **Apporter :** tente, vaisselle personnelle, pots de confiture et tisanes. **Chapiteaux, grande tente, petit outillage seront les bienvenus ainsi que vos instruments de musique.**

◆ **Infos et inscriptions :** Pascal Antonanzas 100 bis rue rue Victor Hugo 30160 Bessèges, tél. : 06 04 03 06 42 ou formulaire et charte sur le site : [www.amies.revuesilence.net](http://www.amies.revuesilence.net)

### Ricochets, un média face à la répression

*Ricochets* est un média drômois participatif en ligne et sur papier, qui revendique être "de contre-pouvoir et de libre-expression". Il est attaqué par la préfecture pour avoir publié sur son site une tribune anonyme affichant sa solidarité avec des actes de sabotages d'installations de la firme Orange à Crest et à Gigors-et-Lozeron. En effet, les 15 et 16 février 2021, des incendies volontaires ont généré des dégâts sur des équipements de répartiteurs téléphoniques dans ces deux localités, endommageant le réseau et générant des coupures d'Internet et de téléphone pendant quelques semaines pour 3 000 à 4 000 habitant·es. Le texte publié entendait contribuer au débat d'idées, affichait sa solidarité avec les responsables de ces actions, et affirmait son intérêt à voir ainsi "stopper le système techno-industriel capitaliste, la surveillance omniprésente, les algorithmes au pouvoir", etc. Le 10 mars, le préfet de la Drôme a déposé une plainte contre *Ricochets*, qui dénonce une atteinte à la liberté d'expression et appelle à le soutenir.

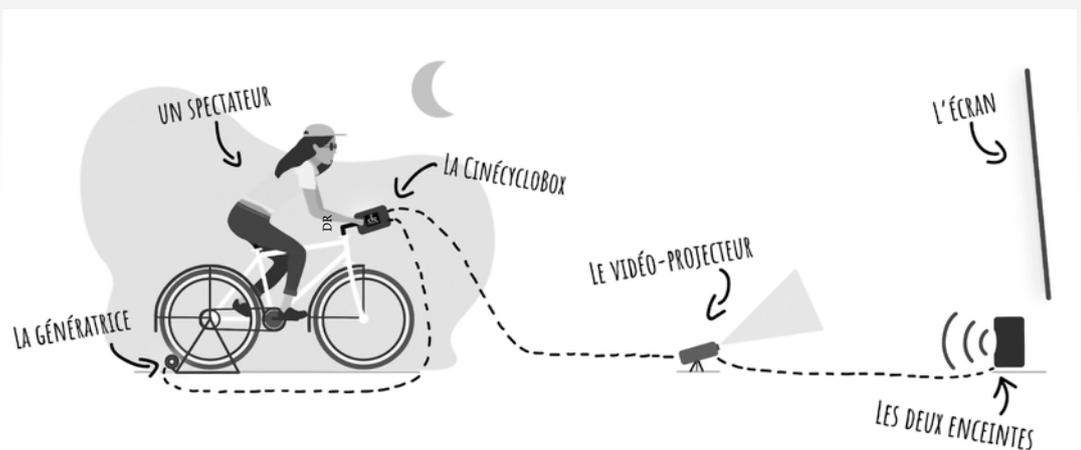
◆ <https://ricochets.cc>.

## Bas-Rhin

### Ma maison est en carton

À Strasbourg, Camille Renton-Epinette a lancé son entreprise de meubles fin 2019. L'artisane de 26 ans fabrique des meubles en carton, sur mesure, et la démarche est écolo et inspirante ! La fondatrice de *Ma maison est en carton* récupère gratuitement des cartons (et uniquement du carton) dans les magasins strasbourgeois. Et à partir de cet unique matériau, ce sont des commodes, des bibliothèques ou des tables qui prennent forme. Les modèles sont uniques, réalisés par Camille.

◆ <https://www.mamaisonestencarton.com>



## Côte-d'Or

### Cinécyclo : le cinéma itinérant à vélo

Créé en 2014 et basée à Dijon, l'association *Cinécyclo* mise tout sur l'énergie humaine et propose un cinéma itinérant à vélo, électriquement autonome. À la force des mollets, l'association organise des projections dans toute la France, en Équateur et au Sénégal. Le principe ? Un vélo sur lequel se relaient les spectat·rices pour alimenter le vidéoprojecteur et deux enceintes !

◆ <https://www.cinecyclo.com>

## Chroniques terriennes

### Petit Conseil

Faire confiance à la justice de son pays requiert parfois une bonne dose d'inconscience ou d'angélisme. En rejetant le recours d'Agir pour l'Environnement, de la Confédération paysanne et de Nature et Progrès déposé pour tenter d'obtenir la suspension de la réautorisation des insecticides néonicotinoïdes pour le traitement des semences de betteraves, le Conseil d'État a fait montre d'une indépendance toute relative à l'égard du lobby agrochimique.

Sur la foi de données parcellaires ou mensongères versées par le représentant du ministère de l'Agriculture, le juge des référés du Conseil d'État a ainsi considéré que la dérogation à l'interdiction des insecticides "tueurs d'abeilles" était justifiée par une menace indiscutable pesant sur la culture de betteraves à sucre.

Cette réautorisation repose sur une possibilité offerte par le droit européen de déroger à une interdiction, à la seule condition que l'utilisation de cet insecticide toxique soit limitée dans le temps et dans l'espace et qu'une menace grave et imminente soit clairement identifiée.

Or, le fameux puceron est très sensible à la température. Des froids polaires se sont abattus sur le nord de la France cet hiver et semblent avoir eu raison de ce pauvre puceron. La menace disparue, nous aurions pu croire que le ministère de l'Agriculture allait revenir sur sa décision de réautoriser un insecticide 5 000 à 8 000 fois plus toxique que le DDT, quant à lui interdit depuis la fin des années 1970.

Il n'en fut rien, contrairement aux Britanniques qui ont eu le courage de revenir sur une décision *écocidaire*. Pire, face au président du Conseil d'État, le ministère de l'Agriculture a produit une note de l'Institut national de la recherche agronomique (INRAE) apportant

la "preuve" que les données climatiques produites en décembre 2020 n'avaient pas évolué (ce qui est faux) et que la vague de froid constatée en février n'avait eu aucune incidence sur la menace d'une nouvelle attaque de pucerons (ce qui est également faux).

### Quand le lobby produit lui-même les données scientifiques !

À la lecture de cette note de l'INRAE qui a fortement influé sur la décision du Conseil d'État, l'avocat des associations a eu la surprise de constater que ce document avait été corédigé par l'organisme public et par l'Institut technique de la betterave, qui est la structure qui a constamment plaidé pour le grand retour des néonicotinoïdes !

Dans un jeu de rôle savamment orchestré, la plus haute juridiction administrative française a ainsi rejeté le recours des associations sur la foi de données coproduites par le lobby qui bénéficiera de la décision du Conseil d'État.

Ce jeu de dupe n'étonnera que celles et ceux qui accordent encore un quelconque crédit à ce genre d'institutions judiciaires, dont l'objet premier est d'assurer une cohérence d'ensemble à un système qui s'effondre. Après avoir rejeté le recours des ONG dénonçant l'attribution des fréquences 5G, récusé le bien-fondé des demandes des associations réclamant des périmètres sans pesticides réellement protecteurs des riverain-es, le Conseil d'État a donc validé le principe d'un retour des insecticides "tueurs d'abeilles". Il est d'usage de ne pas commenter une décision de justice. Nous ne la commenterons donc pas, mais nous n'en pensons pas moins, en espérant simplement que les petits soldats du *destructivisme* triomphant aient parfois le sommeil agité et la culpabilité pesante.

Stéphane Kerckhove

En partenariat avec : Agir pour l'environnement, 2 rue du Nord, 75018 Paris, [www.agirpourenvironnement.org](http://www.agirpourenvironnement.org).

### Haute-Garonne

## Contre la déforestation des Pyrénées

Mi-février 2021, environ 200 personnes habillées en arbres ont organisé un "die-in", place du Capitole à Toulouse, contre un projet de méga-scierie à Lannemezan dans les Hautes-Pyrénées. À l'initiative du collectif *Touche pas à ma forêt*, qui regroupe une quarantaine d'organisations syndicales, politiques et associatives, les activistes se sont transformé-es en arbres, paré-es de branches et autres feuillages, et se sont allongé-es à terre, comme mort-es, en écho au sort réservé aux forêts.



Manche

## Déployer des satellites depuis la Normandie ?

La société SpaceX, du milliardaire américain (et désormais homme le plus riche du monde) Elon Musk, veut installer à Saint-Senier-de-Beuvron, village normand, une station terrestre Starlink pour permettre une offre internet par satellites. SpaceX souhaite d'ici à 2025 projeter des milliers de satellites à basse altitude, en s'appuyant sur trois stations terrestres dans ce village de la Manche, à Gravelines dans le Nord et à Villevace-d'Ornon en Gironde. Outre les stations terrestres, l'entreprise veut en parallèle

installer des antennes relais, qui devraient permettre de récupérer les données et généraliser ainsi le haut débit dans le monde entier. L'ARCEP a donné son feu vert à la fin de l'année 2020, mais le conseil municipal et la population de Saint-Senier-de-Beuvron s'y opposent fermement. Les antennes relais sont neuf boules paraboliques de 2,30 m de diamètres posées sur des socles de 5 m<sup>2</sup> de béton. Aucune étude sur les risques sanitaires, sur l'impact sur la biodiversité...

## La biodiversité est en chute libre

En Europe, en seulement trente ans, depuis les années 1980, on observe une chute dramatique des espèces "d'oiseaux communs, tels la perdrix grise, l'alouette des champs ou l'étourneau, une diminution massive de leurs populations", selon la revue *Ecology Letters*. "Ce sont dites abondantes qui seraient les plus menacées de si cette tendance se poursuivait. (...) Par exemple, auraient déjà disparu et on compte une chute de la tourterelle". Il y a même 80 % à 90 % de déclin pour les perdrix depuis le milieu des années 1990 !



Macrovector

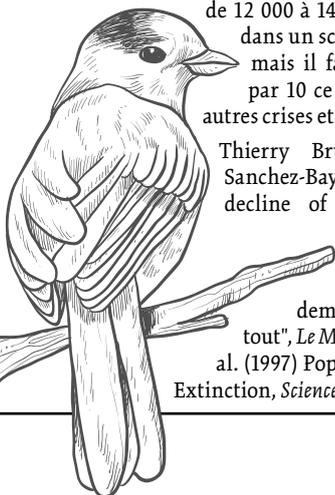
les espèces disparaître, 61 % des moineaux 77 % des effectifs chez

En ce qui concerne les insectes, dont dépendent les oiseaux pour se nourrir, en 27 ans, (entre 1992 et 2019), 76 % des insectes ont disparu en Europe, soit un déclin annuel de 6 % ! Or, 80 % des plantes sauvages dépendent des insectes pour la pollinisation et 60 % des oiseaux dépendent des insectes pour se nourrir, rapporte Martin Sorg, de l'IWWR (*Institute for Water and Wetland Research*).

41 % des espèces d'insectes étudiées sont en déclin, et 31 % sont menacées d'extinction (c'est-à-dire en déclin de plus de 30 % de la population initiale). La baisse annuelle de la biomasse d'insectes serait de 2,5 % par an dans le monde. Or, avec + 2 °C d'élévation de la température en 2100, la proportion d'espèces privées de plus de 50 % de leur territoire s'élève à 18 % pour les insectes, 16 % pour les plantes et 8 % pour les vertébrés. Avec seulement + 1,5 °C, elle chute à 6 % pour les insectes, 8 % pour les plantes et 4 % pour les vertébrés. Certain-es chercheu-ses prévoient l'extinction de 12 000 à 14 000 espèces vivantes avant 2100 dans un scénario optimiste (+ 1,5 à + 2,5°C), mais il faudrait probablement multiplier par 10 ce nombre si l'on tient compte des autres crises et des interactions entre les espèces.

Thierry Brugvin, sociologue (Sources : Sanchez-Bayoa Francisco &co., *Worldwide decline of the entomo fauna, Biological Conservation* Volume 232, avril 2019, pages 8-27 ; Le Hir Pierre, "Pour la biodiversité, un demi-degré de réchauffement change tout", *Le Monde*, 17 mai 2018 ; Hughes, J. B. et al. (1997) *Population Diversity: Its Extent and*

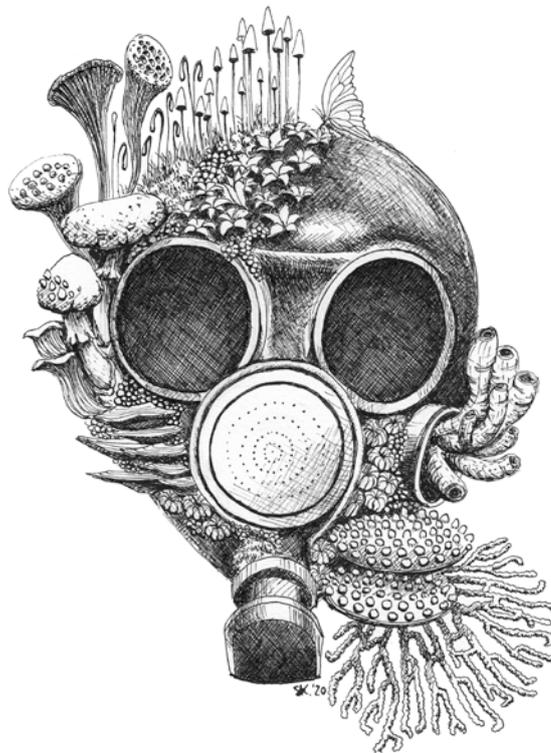
*Extinction, Science* n°278, p. 689- 692)



freepik

« SI VOUS PENSEZ VRAIMENT QUE NOTRE ENVIRONNEMENT EST MOINS IMPORTANT QUE NOTRE ECONOMIE, ESSAYEZ JUSTE D'ARRETER DE RESPIRER LE TEMPS DE COMPTER VOTRE ARGENT. »

Guy McPherson



#LOVEPLANET



## Afficher l'urgence environnementale

Extinction Rebellion a lancé en janvier 2021 #LovePlanet, une incitation à partager des affiches politiques et à les coller sur les murs de nos villages et de nos villes. Cette action a pour objectif d'éveiller les consciences sur la nécessité d'agir vite face aux catastrophes environnementales et à l'extinction de la biodiversité. L'action prend la forme d'une campagne de collage participative en France et au niveau international, à partir de visuels inédits mis à la disposition des passant-es par les street-artistes contacté-es, associés à des slogans rédigés par les associations environnementales partenaires.

Toutes les affiches sont librement téléchargeables sur leur site : <https://extinctionrebellion.fr>.

◆ Contact : [StreetArtRebellion@protonmail.com](mailto:StreetArtRebellion@protonmail.com)

## Montagnes de masques jetables !

La plupart des entreprises fournissent à leurs salarié-es des masques jetables (avec un côté bleu). Ces masques sont réalisés avec des fibres plastiques. Ils ont une durée de vie de 4 heures et il en faut donc 2 par journée de travail. Entre 2019 et 2020, la production mondiale de ces masques a été multipliée par 200. *Zero Waste France* a calculé que si tout le monde utilise correctement les masques jetables, cela représente 400 tonnes de déchets plastique par jour ! Et donc 150 000 tonnes par an ! Rien que pour la France.

*Zero Waste France* rappelle en février 2021 que le port de masques lavables est non seulement autorisé, mais même conseillé... mais cela suppose de pouvoir les laver et les entreprises ne sont pas équipées pour cela. À Bologne, en Italie, deux entreprises ont vu le jour qui collectent les masques dans l'agglomération, les lavent et les redistribuent. Début mars 2021, elles traitaient ainsi de 7 à 8 000 masques par jour. Une initiative à mettre en place un peu partout.

◆ *Zero Waste France*, 1 passage Emma-Calvé, 75012 Paris, [www.zerowaste-france.org](http://www.zerowaste-france.org)

# ENVIRONNEMENT

Saône-et-Loire

## Opposition au projet éolien d'Ozenay

Un projet d'implantation de 5 éoliennes est en cours au Col de Beaufer, sur la crête boisée surplombant Tournus à l'est et Ozenay à l'ouest. Selon ses opposant-es, le projet détruirait une bonne partie de la forêt d'Ozenay et de sa biodiversité. Les habitant-es s'inquiètent aussi de l'impact sur le plan esthétique, et d'une diminution du tourisme. Le parc éolien aurait un impact significatif sur la valeur foncière du bâti historique de la commune. L'association *EcologicAction 71*, qui s'oppose au projet, considère l'éolien comme l'une des énergies renouvelables complémentaires pour l'avenir, dans la mesure où son implantation aurait peu d'impact sur les populations et l'environnement et où il utiliserait des technologies de basse intensité carbone, peu dépendantes de minerais et de ressources naturelles limités et peu polluantes. Rappelons que la maîtrise locale de la production de l'énergie et de la consommation vers une sobriété générale semblent être la meilleure solution au problème de la production d'énergie à terme.

◆ *EcologicAction 71*, Tavaseau, 71250 Flacy, tél. : 06.48.12.96.48, [contact@ecologicaction71.fr](mailto:contact@ecologicaction71.fr), <https://ecologicaction71.fr>



# AGRICULTURE

Aude

## Des semences OGM illégales neutralisées... la police embarque les mauvaises personnes !

Le 4 mars 2021, une cinquantaine de membres du collectif des *Faucheurs Volontaires* ont pénétré dans un entrepôt de la coopérative *Arterris* à Castelnaudary, dans l'Aude. Leur objectif était de vérifier la présence de sacs de semences OGM issues de nouvelles techniques de modification génétique, et le cas échéant, de les neutraliser en application de la décision du Conseil d'État du 7 février 2020. En effet, à

cette date, la plus haute juridiction de France a décidé de se mettre en conformité avec la Cour de justice de l'Union européenne en considérant les nouvelles techniques de modification du génome comme des OGM, et donc soumises aux mêmes obligations. Le Conseil d'État donnait 6 mois à l'État français pour retirer ces plantes et leurs semences du marché et des cultures. Plus d'un an après, l'État, soumis docilement aux lobbies agrosemeenciers, n'a pas bougé. "On entend dire qu'il n'y a plus d'OGM cultivés en France. C'est faux. On est venu dire par cette action que les OGM, qui devraient être interdits, sont en fait en vente ici dans ce hall pour les agriculteurs qui veulent bien en semer. C'est en complète contradiction avec la législation européenne", a déclaré l'un des *Faucheurs volontaires*.

Lors de l'action, ce sont donc plusieurs centaines de sacs de semences OGM illégales de colza et de tournesol qui ont été éventrés. Les militant-es sont ensuite resté-es dans l'entrepôt dans l'attente des gendarmes, qui les ont évacués. Alors que l'État est dans l'illégalité depuis plus de 8 mois, c'est du côté du ministère de l'Agriculture qu'une action policière aurait logiquement dû se déployer.



mittanachompho



valadiziamak\_volha

Somme

## C'est la fin de la ferme des 1 000 vaches

La ferme-usine des 1 000 vaches, symbole de l'industrialisation de l'agriculture a cessé sa production laitière au 1er janvier 2021. L'exploitation n'a jamais obtenu l'autorisation d'héberger 1 000 vaches, et en 2020, une décision de la cour d'appel administrative de Douai lui imposait d'abaisser son cheptel à 500 vaches, assortie de sanctions journalières en cas de non-respect. Une victoire après plusieurs dizaine d'années de combats ! L'association *Novissen*, qui a porté l'opposition au projet, rappelle qu'elle a dénoncé ce genre de projet comme non viable dès le début. Il implique des investissements énormes qui ne peuvent être amortis que dans une course effrénée à la production, sans tenir compte du bien-être animal – les animaux ne sortent jamais et sont soumis à des cadences infernales – et des effets collatéraux sur le dérèglement climatique : bilan carbone désastreux, production de GES dont le méthane, import de soja OGM d'Amérique du sud... Par cette victoire, l'association *Novissen* espère donner courage à toutes les luttes en cours pour une véritable transition agricole, pour un élevage respectueux des animaux, de l'environnement, des éleveur-es et des consommateur-es.

◆ Contact : *Novissen*, 385 rue du Levant 80132 Drucat, <http://novissen.com>

## La victoire d'un apiculteur contre BASF

En avril 2018, en Haute-Garonne, Nicolas Puech, apiculteur, voit 24 de ses 75 ruches décimées suite à l'épandage sur un champ de blé voisin du fongicide *Voxan*, de la firme agrochimique *BASF*. Une expertise vétérinaire réalisée quelques jours plus tard fait clairement le lien entre la mort de ces 2 millions d'abeilles et l'épandage de pesticides. En juin 2020, le tribunal de Foix reconnaît lui aussi le lien et condamne *BASF* à verser 3 700 euros de dommages et intérêts à l'apiculteur. Entre temps, fin 2019, le *Voxan* est interdit à la vente en France. *BASF* attaque alors l'apiculteur et son assureur en "tierce opposition", action déclarée irrecevable par le tribunal de Foix le 9 février 2021. *BASF* annonce vouloir faire appel. Pourquoi la firme milliardaire s'acharne-t-elle pour quelques centaines d'euros ? Certainement à cause des cas innombrables d'empoisonnements d'abeilles pour lesquels elle pourrait être potentiellement attaquée devant la justice, ce qu'elle veut à tout prix éviter.



DR

## Voler ou manger, il va falloir choisir

Il y a quelques années, un vif débat a eu lieu autour de la question des agrocarburants : de nombreuses initiatives avaient été prises pour introduire des "biocarburants" dans les réservoirs des voitures. Ces nouveaux carburants sont produits à partir de végétaux... et c'est ainsi qu'une partie de la production de maïs a été engloutie dans les réservoirs des voitures, provoquant des fluctuations de prix et des révoltes de la faim dans certains pays. Des institutions comme l'Union européenne ont alors fait marche arrière, visant plutôt à faire passer les véhicules à l'électricité... ce qui engendre d'autres problèmes.

Allons-nous conserver notre capacité à nous nourrir ? Pas si sûr. Car il reste la question de l'avion. Pour voler, un avion doit être le plus léger possible. Et l'électricité n'est pas possible car le poids des batteries serait beaucoup trop important. D'où la superbe idée des pétroliers : relancer la filière des agrocarburants cette fois-ci pour les avions. C'est ainsi que Total envisage de reconverter le site de Grandpuits (Seine-et-Marne) pour une production annuelle de carburants de 400 000 tonnes. De combien de carburants avons-nous besoin ? La seule compagnie KLM a estimé ses besoins (avant la crise du Covid) à 75 000 tonnes par an. L'aviation consomme 7,8 % de la consommation finale de pétrole, soit environ 300 millions de tonnes.

## Loi "Climat et résilience" : les pollueurs gagnent encore du temps

Au moment du lancement de la Convention citoyenne sur le climat, en avril 2019, Emmanuel Macron déclarait : "Ce qui sortira de cette convention, je m'y engage, sera soumis sans filtre soit au vote du Parlement, soit à référendum, soit à application réglementaire directe". La Convention citoyenne devait déterminer des mesures qui permettent de diminuer les émissions de gaz à effet de serre de 40 % d'ici 2030 (par rapport à 1990). À l'annonce des 149 propositions faites, premier recul : le président mettait un veto sur trois propositions. Puis au fil des jours, certaines propositions étaient rejetées. Finalement, lorsque le projet de loi "climat et résilience" arrive devant le Parlement le 8 mars 2021, seules 46 propositions sont encore visibles. Mais pour la plupart modifiées. Seules 10 sont reprises selon la formulation initiale, 17 ont été tronquées, 10 voient leur périmètre d'application réduit, 8 sont reprises mais avec des dates d'application lointaines. Les dix mesures qui restent sont celles qui sont le moins perturbantes comme "la généralisation de l'éducation à l'environnement et au développement durable" ou "avoir une alimentation saine et durable dans la restauration collective". Dans les propositions tronquées, on trouve ce qui concerne la publicité : il ne reste que l'interdiction des avions publicitaires et la possibilité de mettre localement en place des mesures pour limiter la publicité. Le 23 février 2021, le Haut conseil pour le climat avait déjà alerté sur l'insuffisance de la loi, notamment parce que les rares mesures intéressantes sont repoussées à des dates d'application lointaines... ce qui les rend inefficaces pour avoir des résultats d'ici 2030. La loi, encore amendée et amoindrie par les parlementaires influencés par les lobbies ne permettra donc pas d'atteindre les objectifs annoncés... d'autant que pour qu'une loi serve à quelque chose, il faut des décrets d'application, des budgets... ce qui n'a pas encore été mis en place.



## Marches pour le climat

Le 28 mars 2021, à la veille du début de l'examen de la Loi Climat, plus de 180 rassemblements ont eu lieu en France, à l'appel de 684 organisations, pour exiger des mesures plus ambitieuses. Plus de 100 000 personnes sont descendues dans la rue pour le climat, dans un esprit festif et revendicatif.

## EN BREF !

♦ **77 jours.** Depuis le 17 mars 2021, la France vit à crédit du climat. En 77 jours seulement, le pays a émis la totalité des gaz à effet de serre qu'il ne devrait pas dépasser en un an pour atteindre la neutralité carbone d'ici 2050. Cet objectif signifie qu'à partir de 2050, la France ne devrait rejeter dans l'atmosphère que 80 mégatonnes de CO<sub>2</sub> par an. Et bien on en est loin.

## En Europe, seul-es les plus pauvres réduisent leurs émissions de CO<sub>2</sub>

Un rapport d'Oxfam publié en décembre 2020, et basé sur des recherches de l'Institut de l'environnement de Stockholm, révèle qu'en Europe, seul-es les citoyen-nes à revenu faible ou moyen ont diminué leurs émissions de CO<sub>2</sub> entre 1990 et 2015, tandis que les plus riches les ont augmentées... Non seulement les plus riches polluent plus que les autres (27 % des émissions européennes pour les 10 % les

plus riches) mais ils polluent de plus en plus. Entre 1990 et 2015, la moitié la plus pauvre de la population européenne a réduit ses émissions de 24 %, et les revenus moyens, de 13 %. En revanche les émissions de CO<sub>2</sub> ont augmenté de 3 % chez les 10 % les plus riches et de 5 % chez les 1 % les plus riches. Pour maintenir le réchauffement planétaire en-dessous de 1,5° C, il faudrait que les plus pauvres réduisent leur émissions de

moitié d'ici 2030 (ils sont en assez bonne voie), et que les 10 % les plus riches les divisent par 10 (par 50 pour les 1 % les plus riches !). On se trompe donc du tout au tout quand on continue à pointer les plus modestes comme étant les moins écologiques. Ce sont bien les riches qui détruisent la planète.

♦ Oxfam France, 62 bis, avenue Parmentier, 75011 Paris, [www.oxfamfrance.org](http://www.oxfamfrance.org)

## Les limites du gigantisme éolien

Selon l'association européenne *WindEurope*, qui regroupe fabricants, instituts de recherche, fournisseurs de composants et associations nationales d'une cinquantaine de pays, la puissance des éoliennes installées augmente en moyenne de 16 % par an depuis 2014. Jusqu'à maintenant, la principale difficulté technique était de trouver comment faire des pales de plus en plus longues qui résistent à la pression exercée à leur bout : plus la pale est longue, plus le bout est soumis à une vitesse phénoménale. Mais un autre problème se pose désormais : les plus grosses éoliennes ont actuellement un axe de rotation à 165 m du sol. Or il faut fixer les pales sur le rotor à cette hauteur, ce qui demande des grues spécialisées. La plupart des grues utilisées actuellement sont fabriquées en Allemagne, et une nouvelle limite se dessine : comment assurer la rigidité de ces grues sur des longueurs pareilles. Autre limite : pour l'installation des éoliennes en mer, il faut aussi des bateaux très spécialisés. Ces bateaux ont la possibilité de se stabiliser en descendant des mâts capables d'aller chercher le sol en fond de mer. Les éoliennes devenant plus hautes, il faut des bateaux de plus en plus grands et les constructeurs de ces navires hésitent à en construire, car ceux construits dans les années 2000 sont déjà obsolètes du fait de la course au gigantisme. Un bateau de ce genre coûte entre 400 et 500 millions d'euros.

## Des immeubles sans chauffage ni climatisation

Pour concevoir des bâtiments dits à énergie positive, deux directions complémentaires : l'une consiste à produire suffisamment d'énergie à l'aide de solaire thermique, de photopiles, voire d'éoliennes, pour compenser les besoins de la construction. Et de l'autre côté, on cherche à économiser au maximum par l'isolation. Les besoins de chauffage, très limités du fait de la bonne isolation, sont satisfaits par des apports solaires (façade sud comportant la majorité des fenêtres), des habitant-es (une personne dégage de la chaleur, en moyenne 80 watts), et de la cuisine (cuisinière) des sanitaires (eau chaude) et de tous

les appareils électriques (quelques watts chacun). Cela permet d'avoir des bâtiments sans chauffage ni climatisation. L'agence autrichienne *Baumschlager Erbele* a mis au point une norme 2226 qui garantit une température intérieure entre 22 et 26°C. Pour obtenir cela, l'agence a adopté un type de mur avec des briques porteuses de 38 cm d'épaisseur doublées de briques isolantes de la même épaisseur. Les enduits sont à la chaux, ce qui permet de fixer du carbone. (source : *Chroniques-architecture.com*, 17 novembre 2020). *Silence* a présenté un immeuble de ce genre à Saint-Étienne, dans le n°469 de l'été 2018.

# NUCLÉAIRE

## Belgique : sortie du nucléaire

Le 20 novembre 2020, le gouvernement belge a signé un accord avec *Engie* prévoyant la fermeture des 7 réacteurs nucléaires d'ici 2025 : *Doel 3* en 2022, *Tihange 2* en 2023, les cinq autres en 2025. Le débat sur la sortie du nucléaire avait débuté après l'accident de Tchernobyl en 1986. En 1999, une coalition au pouvoir (socialistes, verts et libéraux) avait fixé l'arrêt des réacteurs en 2015. Mais un gouvernement de droite avait signé une prolongation de 10 ans... qui n'a pas été remise en question ensuite. *Engie* a annoncé son retrait total du domaine nucléaire.

## Fukushima

◆ **Ce qui reste dangereux dix ans après.** Les réacteurs 4, 5 et 6 ne sont plus dangereux. Dans le réacteur n°3, *Tepco* pense finir de vider la piscine de stockage du combustible avant l'été 2021. C'est en cours depuis avril 2019. Il reste à trouver comment sortir ensuite le cœur du réacteur fondu, soit 364 tonnes de produits très radioactifs. *Tepco* estime que ce serait possible d'ici 2032. Dans le réacteur n°2, le toit a résisté, maintenant une radioactivité interne intense, empêchant une personne d'y pénétrer. La piscine contient 615 barres de combustible et rien n'a encore été fait. *Tepco* espère pouvoir intervenir à partir de 2024. Le cœur du réacteur contient 237 tonnes de produits radioactifs. *Tepco* ne donne pas encore de date pour intervenir : tous les essais avec des robots ont pour le moment échoué. Pour le réacteur n°1, *Tepco* avance au mieux 2027 pour finir de sortir le combustible de la piscine. Quant aux 279 tonnes du cœur, aucune date n'est avancée...

Si un séisme provoquait la chute d'une de ces piscines, le nuage radioactif pourrait être plus intense qu'en 2011. En 2013, lors du vote pour l'attribution des jeux Olympiques au Japon, le président du pays avait promis que la catastrophe de Fukushima serait terminée en 2020. Comme on peut le voir, c'est totalement faux.

◆ **Combien va coûter l'accident ?** Officiellement, une étude du gouvernement, datant de 2016, annonce un coût de 175 milliards d'euros. Mais cette étude a été remise en cause par le *Japan Center for Economic Research*, qui en 2019, a fait une estimation à 648 milliards d'euros. La principale différence entre les deux études provient de la gestion dans le temps des déchets radioactifs, non pris en compte dans la première étude. Ce chiffre est sans doute plus réaliste quand on sait qu'à Tchernobyl, dont l'accident a eu lieu 25 ans plus tôt, on a dépassé les 1 000 milliards d'euros.

## Seine-Maritime

## Paluel : les poissons ne participent pas à l'exercice

CENTRALE DE PALUEL  
UN INCIDENT SURVIENT EN PLEINE  
DÉMONSTRATION DE SÉCURITÉ



Le 20 janvier 2021, des journalistes ont été invités à suivre un exercice de la *Force d'action rapide du nucléaire (FARN)* à la centrale de Paluel (Seine-Maritime). La FARN est composée de 300 agents d'EDF mobilisables en cas d'accident majeur pour assurer l'électricité et le refroidissement des matières fissiles en cas de perte de contrôle d'un réacteur. Grand spectacle : un hélicoptère dépose devant les journalistes un groupe électrogène, un véhicule avec un bras

articulé dégage les débris provoqués par l'accident fictif, un tuyau est installé pour alimenter en eau un système de refroidissement... Et *TF1*, *Les Echos*, *L'AFP* et d'autres grands médias de s'enthousiasmer devant une telle démonstration de savoir-faire. On est bien meilleur que les Japonais (Fukushima 2011), les Russes (Tchernobyl 1986) ou les États-Uniens (Three Mile Island, 1979) !

Mais aucun.e journaliste ne parle de l'incident qui a provoqué un fort ralentissement de la centrale au même moment. Car évidemment personne ne leur en a parlé. Pourtant, un rapport d'EDF annonce le soir même que la production de trois réacteurs a été diminuée du fait de l'aspiration par les pompes de refroidissement d'un banc de poissons qui est passé un peu trop près. Alors que la FARN est sur les lieux avec les journalistes, une équipe de sous-traitant-es est discrètement arrivée sur place au même moment pour nettoyer les conduits.

Le communiqué de presse annonçant l'incident a été publié le mercredi 20 au soir, alors que les journalistes sont repartis à 14h... et que les poissons sont entrés dans les tuyaux le mardi 19 au soir.

EDF, c'est la transparence ! Promis.

## Appel aux soulèvements de la Terre

Fin janvier 2021, des personnes de toute la France se sont retrouvées sur le terrain de la Zad de Notre-Dame-des-Landes, autour de constats communs et de la volonté d'agir face à l'accaparement des terres par l'agro-industrie, à l'artificialisation galopante et aux industries qui s'en nourrissent.

De là est né "**Soulèvements de la Terre**", un "Appel à reprendre les terres et bloquer les industries qui les dévorent". Cet Appel a été signé par des fermes, organisations syndicales et paysannes, territoires en luttés, groupes engagés dans le combat climatique... mais aussi par des aut-rices, chercheu-ses, philosophes, agronomes, sociologues.

**En voici quelques extraits :**

"Nous sommes des habitant-es en lutte attaché-es à leur territoire. Nous avons vu débouler les aménageurs avec leurs mallettes bourrées de projets nuisibles. Nous nous sommes organisé-es pour défendre nos quartiers et nos villages, nos champs et nos forêts, nos bocages, nos rivières et nos espèces compagnes menacées. Des recours juridiques à l'action directe, nous avons arraché des victoires locales. Face aux bétonneurs, nos résistances partout se multiplient.

Nous sommes des jeunes révolté-es qui ont grandi avec la catastrophe écologique en fond d'écran et la précarité comme seul horizon. (...) Nous sommes des paysan-nés. La France n'en compte presque plus. (...) Nous luttons tous les jours pour produire une nourriture saine à la fois financièrement accessible et garantissant une juste rémunération de notre travail.

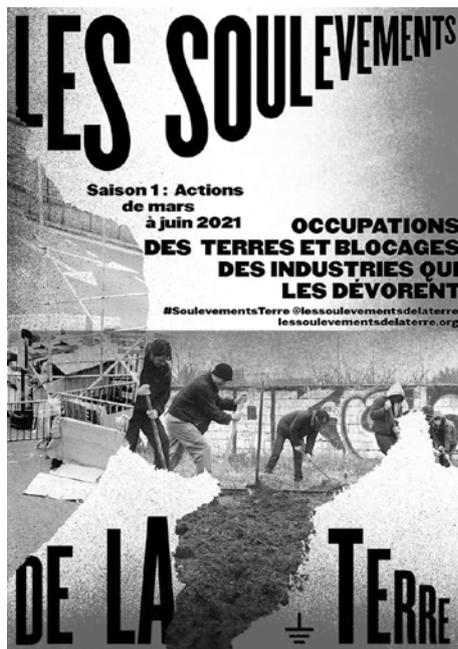
Parce que tout porte à croire que c'est maintenant ou jamais, nous avons décidé d'agir ensemble.

Depuis longtemps, l'économie nous a séparé-es de la terre pour en faire un marché. Erreur fatale qui nous mène droit au désastre. La terre n'est pas du capital. C'est le vivant, le paysage et les saisons. C'est le monde que nous habitons en passe d'être englouti par la voracité extractiviste.

(...) Quoi qu'on puisse en penser ou en attendre, l'État laisse le champ libre au ravage marchand de la terre. Il organise le contournement des régulations foncières et environnementales qu'il a lui même instituées.

(...) Nos luttes comme nos alternatives sont absolument nécessaires, mais séparées les unes des autres, elles sont impuissantes. Syndicalisme paysan, mouvements citoyens, activistes écologiques, agitations autonomes, luttes locales contre des projets nuisibles, ne parviennent, seuls, à renverser la situation. Il est nécessaire d'unir nos forces (...).

(...) L'incertitude produite par la crise sanitaire ne doit pas nous empêcher de nous projeter et de nous organiser sur le long terme. Nous voulons faire advenir des soulèvements pour la défense de la terre comme bien commun (...).



Cela commence par trois gestes :

1 - Pour faire cesser le ravage, nous appelons à enclencher le frein d'urgence, à concentrer nos forces pour cibler, bloquer et démanteler trois des industries toxiques qui dévorent la terre : celles du béton, des pesticides et des engrais de synthèse. Nous nous retrouverons en juin et à l'automne pour des grosses actions de blocage d'industrie.

2 - Remettre la terre entre nos mains et l'arracher des griffes des accapareurs exige que nous soyons chaque jour plus nombreux à remettre les mains dans la terre. Des centres urbains jusqu'aux confins des périphéries, nous appelons à des reprises de terres, par l'installation paysanne, le rachat en commun et l'occupation. Nous nous retrouverons dès ce printemps pour des actions d'occupations de terres contre l'artificialisation.

3 - Pour restituer aux habitant-es et aux paysan-nés de chaque localité le pouvoir de décider de l'attribution, l'usage et la destination des terres, nous appelons à s'introduire en masse, chaises en main, dans les diverses institutions et lieux de pouvoir où se décide sans nous le devenir de

la Terre. Nous ne pouvons laisser plus longtemps ce pouvoir entre les mains de la FNSEA et de l'agro-industrie, des aménageurs et des bétonneurs. Nous nous retrouverons à partir de la rentrée prochaine pour occuper ces lieux de décision.

La première saison des soulèvements de la terre sera marquée par une première vague d'occupations de terres et de blocages contre le bétonnage :

- ◆ les 22 et 23 mai au Pertuis en Haute-Loire : paysans expropriés vs construction d'une déviation routière
- ◆ les 19-20-21 juin à Saint-Colomban en Loire-Atlantique : défense du bocage menacé par les carrières de sable et le maraîchage industriel
- ◆ à partir du 29 juin, en Île-de-France et en Normandie : semaine d'actions de blocages d'envergure et simultanées ciblant l'industrie de la construction et du Grand Paris
- ◆ Les 3-4 juillet, un grand rassemblement festif aura lieu pour célébrer la fin de la saison 1 sur des terres à défendre en Île-de-France .

La seconde saison des soulèvements de la Terre s'ouvrira en septembre par une marche populaire jusqu'aux portes du ministère de l'Agriculture et de l'alimentation à Paris. Elle sera prolongée tout au long de l'automne et de l'hiver.

◆ Contact : <https://lessoulevementsdelaterre.org>  
[lessoulevementsdelaterre@riseup.net](mailto:lessoulevementsdelaterre@riseup.net)

◆ On peut retrouver l'Appel dans son intégralité sur le site <https://transire.hypotheses.org>

## Face au Covid-19, une "société de croissance sans croissance"

Le Covid-19 n'a pas entraîné une décroissance choisie, maîtrisée et désirable, loin de là, même si les émissions humaines de gaz à effet de serre ont été réduites par les restrictions qu'il a générées. "Si nos idées cheminent, cette année 2020 fut surtout un cauchemar", estime le collectif Un projet de décroissance : "société de croissance sans croissance, restrictions contre

toute formes de convivialité pour protéger le travail et le productivisme, explosion des inégalités et du mal-être, le tout avec dérives autoritaires et main-mise du techno-scientisme sur nos vies...". Pour le collectif, un espoir est possible, mais nous sommes à un carrefour. "Bien plus que d'un vaccin et de gestes barrières, c'est d'un nouveau contrat social dont nous avons besoin, basé sur un nouvel

imaginaire. Dans les mois qui viennent, il faudra choisir. Soit persévérer dans le productivisme et le consumérisme sans limites, et en contrepartie, accepter de construire, quoi qu'il en coûte, une société de la peur, aseptisée, vulnérable, infantilisée, dépendante de la technique. Ou alors construire des sociétés de la sobriété, de la mesure et de l'acceptation, qui redonnent du sens et des limites ; et

ainsi s'ouvrir à des sociétés autonomes et libres de se fixer ses propres règles, conviviales et en capacité de maîtriser les choix techniques, chaleureuses et basées sur l'attention portée à tou-tes, la confiance et la responsabilité."

◆ Un projet de décroissance, <http://www.projet-decroissance.net>

Brésil

## Raoni convoque Bolsonaro devant la Cour pénale internationale

Le cacique indigène kayapo Raoni Metuktire, l'un des représentants les plus écoutés des défenseurs indigènes de la forêt amazonienne, a déposé le 22 janvier 2021 une plainte contre le président brésilien d'extrême-droite Jair Bolsonaro devant la procureure de la Cour pénale internationale (CPI) de La Haye. Il l'accuse de crime contre l'humanité, de meurtres, d'extermination et de mise en esclavage des autochtones de l'Amazonie. Le pillage de l'Amazonie, le déplacement des peuples vivant sur place, les assassinats d'indigènes sont notamment dénoncés. Cependant le dossier présenté aura des difficultés à aboutir dans la mesure où les crimes d'ethnocide et d'écocide ne sont pas encore reconnus par la CPI... mais cela dépendra des interprétations de la procureure. Cette plainte a au minimum pour ambition d'alerter la communauté internationale sur le drame qui se joue en Amazonie.



Israël-Palestine

## Les projets routiers pérennisent la colonisation

2020 a constitué un sommet dans les investissements publics israéliens pour les routes et infrastructures en Cisjordanie, selon une étude de l'ONG israélienne *Breaking the silence*. Plusieurs routes larges entourées de hauts murs ont été construites pour relier les colonies d'occupation israélienne au reste du pays, sur des terres confisquées aux Palestiniens. Ces routes uniquement accessibles aux véhicules immatriculés en Israël, facilitent les trajets quotidiens des colons et leur implantation croissante, tout en fragmentant encore plus les territoires palestiniens. Elles contribuent à normaliser et à pérenniser de fait la colonisation, et à empêcher tout retour en arrière même au cas où des évolutions politiques souhaitaient un jour y mettre un frein. Le journal *Le Monde* parle de "colonisation par les routes".

Rhône

## Au tambour ! Protéger les femmes

Premier lieu non-mixte dédié au bien-être des femmes victimes de précarité, d'isolement et de violences sur la Métropole de Lyon, le local a ouvert ses portes en juillet 2020. Il propose des permanences l'après-midi pour les accueillir. Sur place, on peut se procurer des produits d'hygiène, prendre une douche, avoir accès à des vêtements, mais aussi participer à des ateliers théâtre ou , yoga, ou des rendez-vous esthétique. L'accueil se veut inclusif, elles peuvent participer au fonctionnement et aux activités du local. Alors que 40 % des personnes sans-abris sont des femmes en France, elles sont particulièrement invisibilisées dans l'espace public, mais aussi dans les prises en charge proposées. Pour y remédier, *Au Tambour* propose un lieu qui offre sécurité et sérénité, avoir le temps de prendre soin de soi.

♦ *Au Tambour !*, 95 rue Crillon, 69006 Lyon, <http://autambour.fr>

## Les femmes encore à la rue

Depuis l'année dernière, le débat sur la place "des grands hommes" dans l'espace public, a pris de l'ampleur.

En septembre 2020, alors que de plus en plus de collectifs protestaient face au silence du gouvernement sur cette question, le président de la république a lancé un appel pour identifier de nouvelles figures à distinguer. Un comité scientifique d'une vingtaine de personnes dirigé par l'historien Pascal Blanchard a

présenté une liste de 318 noms, validée par le Président de la République en mars 2021.

Cette liste révélée par *Le HuffPost*, ne compte que 67 femmes, majoritairement du monde des arts ou de la culture. Si le nom des rues représentent l'image que l'on se fait de la société, bien du travail reste encore à faire.

(Source : [www.lesnouvellesnews.fr](http://www.lesnouvellesnews.fr))

Hauts-de-France

## Nina et Simones, un bus contre les violences conjugales

À Cambrai, Armentières, Bavay et dans de nombreuses localités du Nord et de l'Aisne, le bus *Nina et Simones* est passé et s'est arrêté le temps d'une permanence. Il propose un espace d'accueil, d'information et de conseil gratuit, anonyme, confidentiel et sans rendez-vous pour les femmes. Pour parler vie de couple, sexualités, genre, violences, égalité, relations femmes-hommes, droits et insertion. L'initiative est née durant le premier confinement, au printemps 2020, face à la hausse des violences conjugales. Il est piloté par des membres d'associations féministes et notamment Solidarité Femmes Accueil, et il est financé par l'État.

♦ [www.solfja.fr](http://www.solfja.fr), [contact@solfja.fr](mailto:contact@solfja.fr)





## Occupations des théâtres : s'organiser pour la suite

Alors qu'en pleine pandémie, le gouvernement relance une réforme de l'allocation chômage qui ne fera que précariser les personnes déjà les plus en difficulté, et qu'aucune piste sérieuse n'est avancée pour redonner corps à des événements culturels et soutenir un secteur fragilisé, ce sont les occupations de théâtres et autres lieux culturels qui ont fleuri en France début mars 2021. Les professionnel·les du spectacle ont donc sorti duvets et thermos pour recréer du lien et un lieu de lutte dans leurs anciens lieux de travail. Ils et elles ont vite été rejointes par divers corps de métiers, car la dégradation des prestations chômage touche tous les secteurs. Alors que plus de 80 lieux étaient occupés à la fin mars en France, les actions se multipliaient, entre tractages, banderoles, manifestations et autres interpellations devant les pôles emploi. La réforme du "salaire journalier de référence" risque de diminuer l'allocation de 1,15 million d'allocataires (de 17 % en moyenne). La convergence des luttes est réelle, la jeunesse rencontre dans cette mobilisation d'ancien·nes syndicalistes, des personnes de la culture échangent avec des ouvriers de l'énergie sur le droit du travail, etc. Une brèche réjouissante alors qu'il est plus qu'urgent d'organiser de réelles solidarités de terrain.

## Les mobilisations contre la dématérialisation des guichets s'amplifient

Fin mars 2021, à Rennes comme à Lyon, des rassemblements étaient organisés contre la dématérialisation des guichets de la préfecture. Les associations dénoncent des pratiques préfectorales silencieuses et invisibles, mettant de nombreuses personnes étrangères (familles, jeunes, etc.) dans des impasses administratives. En dématérialisant les prises de rendez-vous sans prévoir ni offrir d'autres possibilités d'accès aux guichets, certaines préfectures ont quasiment fermé les portes à l'octroi d'un titre de séjour et à la régularisation, seule voie d'accès à une vie normale pour des personnes présentes qui vivent, travaillent, étudient en France. Et ces pratiques ont été aggravées sous prétexte de gestion de la crise sanitaire. Certes, il n'y a plus de files d'attente, mais seul·e derrière un écran, il est parfois très difficile de réussir à faire sa demande de titre de séjours et cela renforce encore les inégalités. Ces pratiques préfectorales sont contraires à la loi, qui prévoit la mise en œuvre de différentes formes d'accès au séjour et garantit à chacune et à chacun la possibilité de pouvoir déposer son



dossier, recevoir un récépissé de dépôt, faire l'objet d'une décision, elle-même susceptible de recours. Dans de nombreux départements, ces pratiques sont dénoncées et font l'objet de requêtes devant les tribunaux administratifs. Le tribunal administratif de Rouen a jugé, le 18 février 2021, illégale l'organisation d'une préfecture qui imposait aux personnes étrangères de déposer en ligne leur demande de titre de séjour. Depuis, les associations se mobilisent dans de nombreux autres départements.

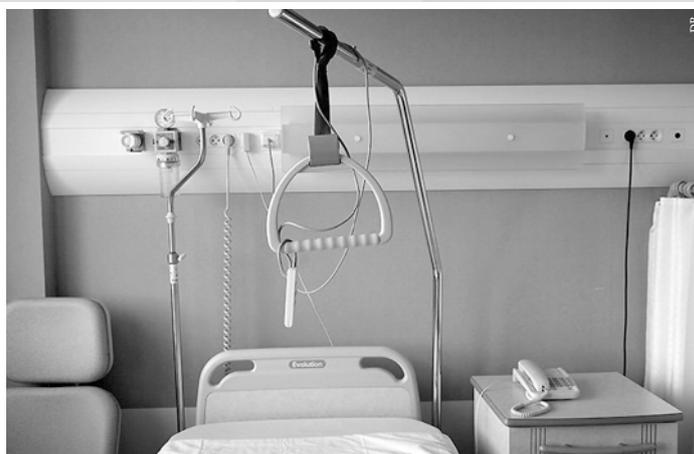
◆ Plus d'infos : <https://aguichetsfermes.lacimade.org>

# SANTÉ

## Pendant le Covid, les suppressions de lits continuent

Le 20 mars 2021, pour le premier anniversaire du premier confinement, des syndicalistes de FO, CGT, CFTC, ont publié un inventaire partiel des services fermés depuis un an en milieu hospitalier :

- ◆ **Centre Hospitalier d'Aix-en-Provence** : 50 lits de chirurgie et 15 de rhumatologie.
- ◆ **CHU de Reims** : programme adopté en mai 2020 pour la fermeture de 184 lits.
- ◆ **CHU de Caen** : programme adopté pour la fermeture de 299 lits, compensé partiellement par 59 places d'hospitalisation de jour.
- ◆ **CHU de Nancy** : 78 lits fermés depuis mars 2020 et 204 postes supprimés dans le cadre d'un plan prévoyant la suppression de 179 lits et 598 postes d'ici 2024.
- ◆ **CHU de Tours** : fermeture de 360 lits programmée d'ici 2026.
- ◆ **Hôpitaux de Paris** : fusion programmée des hôpitaux Bichat (18e) et Beaujon (Clichy), ceci après la fermeture du Val de Grâce et de l'Hôtel-Dieu pour, au total, supprimer 400 lits et 1000 postes de travail.
- ◆ **CHU de Grenoble** : 33 lits de réanimation et 37 lits de soins critiques supprimés.



- ◆ **Hôpital Édouard-Herriot de Lyon** : 59 lits de chirurgie, 15 lits de gériatrie, 47 lits de médecine supprimés en un an.
- ◆ **CHS du Vinatier de Lyon** : 151 lits fermés en un an.

Que faut-il comprendre des déclarations d'Emmanuel Macron : "La santé des Français qui à nos yeux n'a pas de prix" ? On peut sérieusement se demander si l'engorgement actuel des hôpitaux vient des reprises de la pandémie ou de la suppression des lits.



## Quand des plastifiants menacent le cerveau de nos enfants

On savait depuis plusieurs années que certains pesticides menaçaient le bon développement des capacités cognitives des enfants (1). Mais de plus en plus d'études scientifiques paraissent qui montrent que de nombreux autres composés chimiques sont suspectés de produire des effets similaires. C'est le cas de deux études parues en cette année 2021 et qui concernent des composés utilisés dans des matières plastiques.

La première (2), réalisée par une équipe suédo-étasunienne, nous montre que le bisphénol A (le fameux BPA (3), composant majeur des plastiques durs 'polycarbonates', mais aussi deux autres bisphénols (le S et le F) contaminent plus de 90% des femmes suivies par l'étude. Mais la découverte majeure de l'étude est que l'exposition prénatale au Bisphénol F est associée à une baisse de quotient intellectuel (QI) chez les enfants de sept ans ayant été exposés *in utero* (l'exposition *in utero* étant caractérisée par l'analyse des urines des mères prélevées durant la grossesse). Problème : ce bisphénol F fait partie des substances alternatives possibles au BPA dans certains produits de consommation, ce qui pose la question de la substitution

d'une substance dangereuse... par une autre qui l'est également mais est moins bien étudiée !

### Ne pas remplacer une substance toxique par une autre !

La seconde étude (4), réalisée par une équipe de spécialistes étasuniens des effets des substances chimiques toxiques sur le neuro-développement, se base sur l'examen d'une littérature scientifique abondante pour montrer que l'exposition périnatale à d'autres plastifiants, les orthophtalates, peut nuire au développement du cerveau, augmenter les risques de troubles de l'apprentissage, de l'attention et du comportement pendant l'enfance. Les auteurs prolongent ce constat en soulignant l'omniprésence de ces composés dans notre environnement et en plaidant pour une régulation très stricte dans l'immédiat et leur élimination à terme. Là encore ils mettent en garde contre la substitution d'un phtalate... par un autre !

On le voit, les connaissances s'accroissent pour montrer que de nombreuses substances plastifiantes sont des perturbateurs endocriniens et peuvent agir de manière dramatique sur le bon fonctionnement du cerveau de nos enfants. Nous devons en avoir conscience dans nos choix quotidiens, mais surtout les autorités doivent tout faire pour mieux évaluer et rapidement bannir ces substances de nos environnements. Il en va de la santé de nos enfants !

François Veillerette

1. *Seven-Year Neurodevelopmental Scores and Prenatal Exposure to Chlorpyrifos, a Common Agricultural Pesticide* Virginia Rauh et al. *Environ Health Perspect* 119:1196-1201 (2011), sur <https://ehp.niehs.nih.gov>
2. *Prenatal exposure to bisphenols and cognitive function in children at 7 years of age in the Swedish SELMA study.* *Environment International*, Bornehag et al. Volume 150, May 2021, 106433, sur <https://www.sciencedirect.com>
3. Le BPA est un perturbateur endocrinien bien connu en France pour avoir été interdit dans les contenants alimentaires en 2012 par la 'loi Bapt'.

4. *Neurotoxicity of Ortho-Phthalates: Recommendations for Critical Policy Reforms to Protect Brain Development in Children* Engel et al. *Am J Public Health*, 2021, sur <https://ajph.aphapublications.org>

En partenariat avec : [www.generations-futures.fr](http://www.generations-futures.fr)

### INÉGALITÉS VACCINALES

DANS LES  
PAYS RICHES :

VOUS AVEZ LE CHOIX ENTIER,  
PFIZER, ASTRA ZENECA,  
MODERNA, SINOVAL...



DANS LES  
PAYS PAUVRES :

VOUS AVEZ LE CHOIX ENTIER,  
MOURIR, DÉCÉDER,  
TRÉPASSER, CLAMSER...



LASSERRE.

## Se faire vacciner, entre risque personnel et risque collectif

Le professeur Jacques Testart, biologiste, exprime sur le site du Criigen, Comité de recherche et d'information indépendantes sur le génie génétique, ses questionnements par rapport à une stratégie de vaccination généralisée face au Covid-19. À un niveau individuel, le risque que la vaccination entraîne une mutation du virus est très faible. "Le risque que l'organisme d'une personne vaccinée soit le siège d'une recombinaison virale défavorable est infime." Par contre, selon lui, le fait que des centaines de millions de personnes dans le monde se fassent vacciner "fait qu'il est très probable que cela arrive quelque part, et qu'un virus bien plus virulent se dissémine dans les populations, vaccinées ou non." "Alors l'argument responsabilisant 'Si tu ne te fais pas vacciner, tu fais courir un risque aux autres' se retourne, en faisant de chaque vacciné un nouveau foyer potentiel ! Se vacciner, à coup sûr bénéfique pour soi, peut être irresponsable pour l'espèce."

Que faire alors ? Dans la mesure où ce sont essentiellement des vaccins utilisant des techniques OGM qui sont facteurs de risques de virus recombinants, il faudrait attendre l'arrivée de vaccins "classiques" pour limiter ces risques collectifs. Mais, à l'inverse de cela, l'Union européenne a émis un règlement (2020/1043) permettant à tout essai clinique de médicaments contenant des OGM, ou consistant en de tels organismes destinés à traiter ou à prévenir le Covid-19, d'échapper aux évaluations préalables sur la santé et l'environnement. Les vaccins Astra Zeneca, J&J et Spoutnik V font, entre autres, appel à des technologies OGM. Une innovation dont on découvrira en direct les risques à l'échelle collective.

♦ Criigen, 66, rue Cornet, 86000 Poitiers, [criigen.org](http://criigen.org).

## ■ Agriculture bio

### PYRÉNÉES-ORIENTALES RENCONTRES DE L'AGROÉCOLOGIE EN MÉDITERRANÉE

20-23 mai

À Elne. Le pourtour méditerranéen est un espace fragilisé. Le changement climatique inquiète. On remarque que l'ensemble du monde agricole dans cette zone souffre des mêmes maux. Des productrices constatent : "l'agroécologie améliore les revenus, la santé des sols et l'environnement". Des ateliers comme "la porte du désert", "le carbone source de vie", "l'arbre génie végétal", "agroécologie et élevage, maraîchage, viticulture, céréaliculture", des projections-débats (*La puissance de l'arbre, il était une forêt*), un marché paysan, etc.

• *Organisé par Arbre et paysage 66*, tél. 06 95 30 64 93.

## ■ Décroissance, transition

### ILLE-ET-VILAINE CHANTIER PARTICIPATIF

15 mars-fin juin

L'association *La Guette, terre et partage* a lancé un chantier en permaculture et écologie, pour creuser un puits et réaliser des petits habitats légers individuels. Camping. Pas de drogues ni alcool sur le terrain. Instruments de musique bienvenus.

• *Téléphoner au 02 99 07 87 83 en laissant un message.*

## ■ Énergie

### MEUSE

#### BURE : OCCUPATION CONTRE LA POUBELLE NUCLÉAIRE

Les opposant-es à Cigéo, le projet de l'Andra de construction d'un site d'enfouissement de déchets nucléaires en Meuse, se mobilisent depuis des années sur la commune de Bure et ses alentours, et se retrouvent à la Maison de la résistance pour organiser la lutte. Tout soutien est le bienvenu !

• *www.bureburebure.info, sauvoislaforet@riseup.net*, tél. : 03 29 45 41 77.

## ■ Fêtes, foires, salons

### FRANCE FÊTE DE LA NATURE

19-23 mai

Pour sa 15<sup>e</sup> édition, la *Fête de la Nature* invite chacun-e à présenter son approche de la nature qu'il ou elle chérit et préserve. Thème : "À travers mille et un regards". Tantôt sauvage ou domestique, extraordinaire ou ordinaire, menacée ou protégée, boudée à certaines époques puis magnifiée, façonnée sous l'action de la main de l'être humain ou laissée à elle-même... la vision de la nature est plurielle. La *Fête de la Nature* se déroule chaque année au mois de mai, à une date la plus proche du 22 mai, date de la journée internationale de la biodiversité. À cette occasion, des milliers de manifestations sont organisées par les associations de conservation et d'éducation à la nature, les collectivités locales, les établissements scolaires, les entreprises, les particuliers... sur tout le territoire français, en métropole et en Outre-mer, dans les villes comme à la campagne.

• *Association Fête de la Nature*, 215 bis boulevard Saint-Germain, 75007 Paris, <https://fetedelanature.com>

## ■ Politique & société

### PAS-DE-CALAIS SALON DU LIVRE D'EXPRESSION POPULAIRE ET DE CRITIQUE SOCIALE

1-2 mai

Dans une dizaine de lieux à Arras et dans le bassin minier, au pied d'immeubles, etc. Thème de cette 20<sup>e</sup> édition : *Nos mondes sauvages*. Interroger la notion de sauvagerie et son actualité. Lectures, concerts (*HK, Trotsky Nautique*), interventions zoomorphes, danse, clowneries, expositions de rue, diffusion de textes sur sachets de pain, etc.

• *Organisé par Colères du présent*, 11 place de l'Ancien Rivage, 62000 Arras, tél. : 03 21 15 35 87, [www.coleresdupresent.com](http://www.coleresdupresent.com)



## Lyon Fête du numéro 500 de Silence

22 mai

À la Maison des Rancy. Au programme, une matinée d'ateliers pour découvrir Silence et un après-midi festif : concerts, bière locale, animations écolo et militantes seront au rendez-vous !

• *Maison des Rancy*, 249 rue Vendôme, 69003 Lyon.

• *Pour s'inscrire à l'événement ou proposer un coup de main :* [marion.bichet@revuesilence.net](mailto:marion.bichet@revuesilence.net)

## ■ HAUTE-SAVOIE RASSEMBLEMENT DES GLIÈRES 28-30 mai

Cet événement est organisé par l'association *Citoyens résistants d'hier et d'aujourd'hui (CRHA)*. Le rassemblement débutera le vendredi par une soirée théâtre/débat. La journée du samedi à Thorens-Glières sera consacrée aux conférences/débats, aux films/débats, aux expositions et au Forum des résistances où Silence sera présent sur un stand. Enfin, le dimanche, sur le plateau des Glières, résonneront les *Paroles des résistances d'hier et d'aujourd'hui*.

• *Plus d'infos :* <https://www.citoyens-resistants.fr>

## ■ Silence

### LYON : EXPÉDITION DE SILENCE 20-21 mai

Dans nos locaux. Le jeudi de 9h à 18h, le vendredi de 9h à 12h. Sur inscription et dans le respect des gestes barrières.



# ANNONCES

Gratuites : Les annonces de *Silence* sont gratuites pour les abonné-es (le premier abonnement est à 22 € pour six mois). Elles sont également gratuites pour les offres d'emplois. Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou joindre un chèque correspondant à un abonnement. Taille des annonces. Nous vous demandons de faire le plus concis possible. Au delà de 500 signes, nous nous réservons le droit de faire des coupes. **Délais : Pour passer une annonce dans le numéro de juin 2021, il faut qu'elle soit parvenue à la revue au plus tard le mardi 27 avril. Pour passer une annonce dans le numéro d'été 2021, au plus tard le mardi 1<sup>er</sup> juin, etc.** Adresse réelle : Nous vous demandons d'indiquer au minimum une adresse postale et/ou un numéro de téléphone fixe. Domiciliées : *Silence* accepte les annonces domiciliées à la revue contre une participation de 5 € en chèque. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe. Écrire sur cette enveloppe au crayon les références de l'annonce, puis mettre cette enveloppe dans une autre et envoyer le tout à la revue. Sélection : *Silence* se réserve le droit de ne pas publier les annonces qui lui déplaisent.

## ■ Vivre ensemble

■ **France.** H 43 ans souhaite rejoindre ou co-créer lieu de vie (colocation ou autre) en campagne pour partager potager, compost, toilettes sèches, végétarisme, non fumeur, sans alcool, sans voiture, sans téléphone portable ni box internet. *Contact : shivan@lilo.org*

■ **France.** Je suis sur le point de vendre mon chalet dans le Lot-et-Garonne. Je pensais acheter une maison ailleurs, mais finalement je me dis : à quoi bon être de nouveau propriétaire ? Je n'ai pas d'enfants, je n'ai plus mes parents. J'ai 60 ans et je serai donc bientôt à la retraite. Pourquoi ne pas plutôt louer quelque chose, une petite maison, seul ou en colocation, dans une région boisée ou montagneuse de préférence, contre un loyer, ou bien contre une aide quelconque, à définir ensemble. Ou bien rejoindre une communauté... L'important pour moi est d'être près de la nature, au calme, mais dans un endroit riche d'initiatives auxquelles je puisse participer : permaculture, écoconstruction, activités culturelles... *Laurent Fabre*, tél. : 06 19 04 20 39, [laurenzofabre@hotmail.fr](mailto:laurenzofabre@hotmail.fr)

■ **Loire.** Recherchons personnes intéressées pour partager grande maison de 400 m<sup>2</sup> dont 2 duplex entièrement rénovés, sur terrain de 2 500 m<sup>2</sup> dans le village de Sail-sous-Couzan entre Lyon et Clermont. Accès à un duplex qui se libère ainsi qu'aux parties communes (jardin, buanderie, chambres...) par rachat de parts sociales de la SCI à hauteur de 130 000 euros. *Contact : agnesbony42@gmail.com* ou tél. : 06 37 21 78 07.

## ■ Se retrouver

■ **Ille-et-Vilaine.** L'association *La Guette, terre et partage* vous invite au *Festival du vivant*, autogéré, en participation libre du 1<sup>er</sup> au 9 mai et à la fête de la tendresse les 19 et 20 juin, de même autogérée. Vos idées, votre imagination, vos compétences sont attendues. Tél. : 02 99 07 87 83, *Lieu-dit La Guette*, 35380 Paimpont.

## ■ Faire ensemble

■ **Ille-et-Vilaine.** Je cherche des personnes désireuses de s'investir dans le lieu que j'ai démarré il y a 20 ans afin qu'il puisse perdurer

au-delà de mon dernier voyage. Il va devenir la propriété d'une fondation à laquelle je fais don du lieu. Il y a de nombreuses façons de s'y investir : accueil, animations sur toutes les alternatives, entretien du terrain, permaculture et autoconstruction, accompagnement de porteurs de projet en milieu rural... et aussi investissement financier car il faut un capital de 15 000 € pour déclarer la fondation. Il y a beaucoup à réaliser pour l'hébergement. Je cherche aussi une équipe relais dans chaque département breton pour faire connaître et diffuser *Silence*. Tél. : 02 99 07 87 83. *Lieu-dit La Guette*, 35380 Paimpont.

## ■ Acheter

■ **Hauts-de-Seine.** Offre de location d'une ancienne ferme avec 2 ha de terrain, four à pain, dépendance, verger. Prix de location modique. Région des milles étangs. *Contact : tél. : 07 81 67 33 93.*

› Propos recueillis par : **Astrid Pollo**

# Madre Terra, une AMAP italienne créatrice de liens

Après que la première AMAP a été créée en France à Aubagne en avril 2001, le développement des AMAP a été très rapide. Aujourd'hui, elles sont présentes dans de nombreuses régions en France et sont en train de se développer aussi en Italie : deux existent déjà en Lombardie. Rencontre avec l'AMAP Madre Terra où les adhérentes sont au cœur du projet associatif.

Les AMAP en Italie sont considérées comme une évolution des GAS, groupes d'achat solidaire. Il existe actuellement environ 1 000 GAS officiels, mais en réalité il y en a beaucoup plus. Pour comprendre le fonctionnement des AMAP italiennes, nous sommes allées à la rencontre de la seconde AMAP créée en Italie, *Madre Terra*, qui se trouve à Milan. Jeune AMAP fondée en 2020 par Pier, Paolo, Dante et Vincenzo, elle contribue à créer du lien grâce au partage d'un projet commun, la préservation de l'environnement et un lien constant avec les habitant-es.

## **Silence : Comment est né le projet de création de cette AMAP ?**

**Dante :** Au départ, nous étions un groupe d'achat solidaire (GAS). Ces groupes sont une expérience de consommation critique née en Italie dans les années 1990, à travers lesquels les citoyens s'organisent pour acheter ensemble directement aux producteurs selon des critères de respect des personnes et de l'environnement et préférant les petits producteurs locaux avec un projet lié au territoire. Nous avons en parallèle étudié la structure des AMAP françaises, pour développer par la suite notre propre identité.

**Paolo :** Nous vivons tous dans le même quartier de Milan, cela a permis de penser ensemble le projet : raccourcir la chaîne de production, libérer le



coût de la matière première du coût du marché et essayer de créer une rencontre entre les besoins du producteur et du consommateur.

**Pier :** Il faut encore faire un pas en arrière pour comprendre la naissance de cette initiative. Le mouvement des GAS existe depuis plus de vingt ans et à Milan, nous avons toujours essayé de valoriser l'agriculture dans cette zone qui était auparavant malmenée tant du point de vue des routes et des bâtiments que du point de vue agricole

avec les pesticides. Pour cette raison, avec quelques agriculteurs sensibilisés, nous avons commencé à nous pencher sur la question d'une agriculture de proximité. Ils étaient trois au départ, et maintenant nous travaillons avec une trentaine d'agriculteurs.

## **Silence : Qu'est-ce qui caractérise l'AMAP Madre Terra ?**

**Paolo :** Ce qui nous caractérise c'est la volonté de créer une communauté, la collaboration entre producteurs et adhérents. Nous avons créé un questionnaire pour toutes les familles adhérentes, pour comprendre leur goût et décider quels légumes seraient plantés. Toutes les décisions sont prises ensemble, horizontalement. Ça veut dire que les adhérents ont le pouvoir de décider, au sein de l'association, quels produits cultiver.

**Pier :** À mon avis, ce qui différencie l'AMAP *Madre Terra* des AMAP françaises, c'est justement cette communication directe avec les familles adhérentes, contrairement à la réalité française dans laquelle le producteur a tendance à décider quoi semer. Je pense aussi qu'en France les agriculteurs peuvent avoir des relations avec plusieurs groupements d'achats et donc plus d'acheteurs de référence. Notre AMAP au contraire demande aux agriculteurs de ne pas fonctionner avec d'autres structures.



Rencontre des adhérentes de l'AMAP Madre Terra.

### **Silence : En quoi votre AMAP porte-t-elle un projet social ?**

**Dante :** Notre vision est différente parce que nous nous sommes rencontrés au sein d'une autre association qui s'appelle *Une maison aussi pour toi*, qui s'occupe de personnes qui arrivent de l'étranger sans famille ni maison. L'AMAP Madre Terra permet à certaines de ces personnes d'avoir un travail et donc une perspective future. Cet aspect social est précisément ce qui nous caractérise.

**Vincenzo :** Les adhérents signent un contrat annuel pour avoir un panier de fruits et légumes chaque semaine, ce qui permet d'équilibrer le budget. De cette manière, le producteur est couvert en cas d'événements climatiques qui peuvent ruiner la récolte et le consommateur bénéficie de légumes de qualité à bas prix.

### **Silence : comment fonctionnez-vous en pratique ?**

**Pier :** En pratique, chaque semaine, le mardi, il y a l'échange des paniers,

mais notre objectif est d'aller plus loin, en fait nous voudrions éliminer la différence de statut entre producteur et consommateur et créer une communauté. Ça veut dire que l'adhérent qui vient retirer son panier va aussi prendre le temps de contribuer aux travaux sur le terrain en tant que bénévole.

**Vincenzo :** Les adhérents ont la possibilité de participer à l'activité agricole et de vérifier personnellement l'avancement de la production des produits, et de voir comment les légumes sont cultivés.

### **Silence : Pourquoi le consommateur devrait-il choisir de s'investir dans cette AMAP ?**

**Paolo :** Je pense que c'est tout d'abord l'idée de créer une réalité sociale égale et humaine, ça c'est le sens de créer une communauté. De cette manière il y a la possibilité de créer des liens sociaux et de permettre de rapprocher la ville de la simplicité de la nature, de comprendre ce qui se cache derrière le travail de ce que

l'on consomme. L'autre objectif est de construire un mode de production et de distribution différent de la grande distribution qui impose des coûts et des modes de distribution aberrants. Nous faisons au contraire la promotion d'un retour des petits paysans avec des produits de qualité et dans le respect de ceux qui travaillent la terre. Améliorer non seulement le produit, mais surtout le travail de ceux qui fabriquent matériellement ces produits. ♦

### ➔ Contact

♦ AMAP Madre Terra, cascina S. Alberto, strada della Bazzanella

› Texte : **Murray Nelson**

Retraité, impliqué depuis longtemps dans la défense d'un monde rural solidaire, référent ferme à Terre de Liens, administrateur de Relier.

Ces textes sont issus de sa contribution à l'Agora des Colibris sur le thème de l'installation en milieu rural.

# Des solutions pour l'installation

**Le mois dernier, nous avons attiré l'attention des lecteurs et lectrices sur les freins à l'installation que rencontrent les jeunes (et moins jeunes) agricultrices potentielles. Prix excessif du foncier, surface moyenne des exploitations trop importante, etc. Et nous avons souligné que ces mêmes difficultés ont d'autres répercussions sur l'économie et surtout sur l'environnement.**

Il existe cependant des solutions, applicables quand on a affaire soit à une collectivité territoriale qui comprend les enjeux et qui a le courage d'envisager une autre politique, soit quand les citoyen·nes ont envie de soutenir les initiatives et d'encourager une production alimentaire de qualité et de proximité. Nous présentons brièvement ci-après quelques-unes de ces solutions déjà mises en œuvre à divers endroits.

## Des structures citoyennes de soutien

Le mouvement *Terre de Liens* sensibilise aux enjeux de l'accès au foncier agricole depuis 2003. Il s'est doté d'outils financiers dans l'objectif d'acquérir des fermes avec de l'argent citoyen et de les sortir de la spéculation. Ce faisant il facilite l'installation de fermi·ères qui, autrement, ne pourraient pas accéder à la terre. Les citoyen·nes peuvent faire des dons, des prêts, des legs à *Terre*

*de Liens*, pour financer l'achat de ces fermes, qui sont ensuite louées à un prix raisonnable, avec comme seules contreparties d'avoir un projet qui tienne la route et de s'engager dans un processus d'agriculture biologique. Si des dizaines de fermes (1) ont ainsi été achetées et louées, un peu partout en France, il est évident que ce modèle reste pour l'instant marginal par rapport à celui de l'agriculture "classique". Il ne peut malheureusement pas contourner l'obstacle du "prix du foncier excessif", mais un de ses mérites est de soutenir la pratique d'une agriculture en lien avec le territoire.

En Belgique, un mouvement similaire existe, appelé *Terre en Vue*. Sa spécificité, selon la loi belge, est qu'il peut récupérer des terres qui sont cultivées de manière non-compatible avec *Natura 2000*, pour ensuite les re-distribuer par un système d'appels à projets.

En Grande-Bretagne, si le foncier agricole est relativement bien protégé, les prix astronomiques empêchent l'installation de "petites fermes" (en 2020, seulement 4 % du foncier a changé de mains). La construction de bâtiments isolés (y compris pour usage des agriculturices) est également presque impossible. Il s'y est donc créé l'*Ecological Land Cooperative*, qui achète des fermes, les subdivise, et obtient des permis de construire

La Talvère, dans le Lot, a bénéficié d'une collecte de fonds citoyens pour s'implanter.



1. En date de juillet 2020 : 223 fermes acquises et 6 400 ha préservés.

groupés pour ensuite vendre ou louer les lots de taille raisonnable à de nouveaux et nouvelles paysannes.

Dans une autre perspective en France, on peut citer le *Réseau National des Espaces-Test Agricoles (Reneta)*. Il gère des espaces conçus pour tester la capacité et la volonté de mener à bien un projet agricole dans un environnement sécurisé et surtout accompagne et met en réseau des porteurs·ses de projets agricoles (2). Le *Reneta* favorise ainsi des installations plus solides et mieux vécues pour les personnes qui font le choix de concrétiser après la période de test.

### Des installations aidées par des collectivités

L'article 125-1 du Code Rural permet de reprendre en gestion des terres laissées à l'abandon depuis au moins 6 ans. Le(s) pétitionnaire(s) saisissent la municipalité, qui doit engager une démarche auprès du Conseil Départemental et du Préfet. À terme le ou la pétitionnaire devient gestionnaire, mais non propriétaire des biens en question, avec un statut de fermière (bail agricole) tant que le ou la propriétaire ou ses ayant-droits sont en vie. La propriété peut lui être cédée si celui-ci vient à décéder sans laisser d'héritière. Plus rapide que la procédure concernant les "biens vacants sans maître", celle-ci est néanmoins assez longue (6 ans dans le cas de Moélan-sur-Mer, dans le Finistère) et demande une forte conviction de l'équipe municipale à cause des lourdeurs administratives. L'incertitude quant à l'avenir des terres empêche de fait certains types d'exploitation, comme l'arboriculture.

Ailleurs, la commune achète des terres et crée une régie municipale, avec embauche d'un·e maraîch·ère, pour approvisionner les cantines locales. C'est la procédure engagée par Mouans-Sartoux dans les Alpes-Maritimes où l'agriculteur est salarié, fonctionnaire territorial, et peut être aidé par d'autres employé·es municipales en fonction des saisons.

Plusieurs communes, ayant plus de souplesse budgétaire que les particulières de façon générale, ont acheté du foncier pour faciliter l'installation de nouvelles activités. L'article L411-15



Les 3 bergers cherchent à acquérir 3,5 ha pour s'installer en s'entraïdant sur la commune d'Hargimont (Belgique) avec l'aide de *Terre en vue*.

du Code Rural précise que priorité doit alors être donnée aux personnes bénéficiant de la DJA (Dotation Jeune Agriculteur). L'implication des collectivités locales est cependant plus fréquente pour des activités non-agricoles, par exemple la création de tiers-lieux.

Dans le Livradois-Forez, c'est le Parc Naturel Régional qui a mis en place une politique agricole comprenant un volet d'aide à l'accès au foncier pour des installations agricoles respectueuses de l'environnement.

### Des installations groupées avec financement collectif

Il existe plusieurs formules pour aider une installation de plusieurs personnes sur une ferme.

Le *Fonds de dotation* fonctionne comme une association, mais collecte des financements collectifs pour acheter des terres. Les personnes qui s'installent sont souvent les créatrices du fonds de dotation et ont donc l'usage prioritaire des biens (précisé dans les statuts). Mais en cours de route, et

surtout lors de leur départ du projet, elles en cèdent l'usage à d'autres. La gestion est simplifiée par rapport aux installations collectives en société, et le "modèle" peut changer en cours de route avec la disparition de certaines des activités ou la création d'activités nouvelles.

Il existe plusieurs exemples de lieux bénéficiant d'une collecte de fonds citoyens, comme le village Ecoravie, ou la Talvère à Clayrac dans le Lot. Ecoravie est un éco-lieu (membre du réseau des Oasis), du genre habitat participatif, situé dans la Drôme. Il n'a pas été conçu spécifiquement pour accueillir des activités agricoles, mais celles-ci font l'objet (comme la construction elle-même) de chantiers collectifs, pour les habitant·es mais aussi pour les personnes extérieures. L'objectif de la Talvère, dans le Lot, est de "*favoriser une vie rurale pérenne : grâce à un lieu mis en commun pour se réapproprier, expérimenter, libérer des envies de paysans, de culture, d'arts, d'artisanat, d'habitat, de conscience et de transformation sociale,...*". La *Foncière Antidote*

2. *Reneta, Réseau national des espaces-test agricoles*, Maison des Agriculteurs, Mas de Saporta - Bât. B, 34875 Lattes, tél.: 04 67 06 23 66, reneta.fr.



RadisKale, cooperative de 7 productrices sur 1,5 hectares urbains à Anderlecht (Belgique) via *Terre en vue*.

joue parfois ce rôle de collecte de fonds citoyens, autant pour des tiers-lieux que pour des projets agricoles.

Dans le même esprit, en Grande-Bretagne, plusieurs fermes ont été "sauvées" par la formule des "Community Farms". Le principe en est simple : comme bien d'autres projets dans d'autres domaines, l'actionnariat est constitué de citoyen·nes voulant "donner un coup de pouce". Ainsi, *Fordhall Farm* a maintenant, selon l'expression de sa directrice (et créatrice), 8 000 patron·nes au lieu d'un·e seul·e (avec un Conseil de Gestion – composé de 14 bénévoles – comme n'importe quelle société). Sur la *Wye Community Farm*, le collectif n'est pas propriétaire des terres, mais en détient le bail avec le propriétaire public, une université. On pourrait creuser de telles formules en France, dans les cas où des propriétaires publics ont besoin de fermi·ères pour entretenir les terres et réaliser une production alimentaire.

### Des installations aidées par plusieurs acteurs

Parfois, c'est une concertation entre plusieurs acteurs qui permet de surmonter les obstacles à l'installation. En voici deux exemples :

- ◆ À Bourgoin-Jailleu, dans l'Isère, la municipalité achète le bâtiment d'exploitation et demande à la SAFER de mettre les terres "en réserve" le temps que *Terre de Liens* puisse s'organiser pour les acheter. Cette mise en réserve est financée par la Région.
- ◆ À l'île d'Yeu, en Vendée, un accord entre la municipalité et la SAFER lui permet d'être informée des ventes à venir et de préempter (à son prix) si le prix de vente annoncé est considéré – par son comité spécifique – comme spéculatif. La municipalité subventionne également le défrichement de terres en contrepartie d'un engagement du propriétaire de les louer à un·e exploitant·e agricole.

### Il faut aller plus loin

Si nous comptons tou·tes sur une agriculture productive pour nous nourrir, nous devons complètement la repenser pour éviter qu'elle ne soit entièrement contrôlée par les tenant·es d'un modèle industriel fortement dépendant du capital. Il s'agit là de justice sociale, et on peut noter que l'installation de jeunes – ou moins jeunes mais surtout de nouvelles et nouveaux paysans – dans de bonnes conditions peut

## ➔ Contacts

- ◆ **Terre de liens**, 25 Quai André Reynier, 26400 Crest, tél. : 09 70 20 31 00, <https://terredeliens.org>
- ◆ **Terre en Vue**, Chaussée de Wavre 37, 5030 Gembloux (Belgique), tél. : (0032) (0)4 96 68 28 02, <https://terre-en-vue.be>
- ◆ **Ecological Land Cooperative**, Unit 204, Brighton Eco Centre, 39-41 Surrey St, Brighton BN1 3PB, Royaume-Uni, <https://ecologicaland.coop>
- ◆ **Foncière Antidote**, <https://latalvere.org>, <https://lespassageres.org>, [contact@lafonciereantidote.org](mailto:contact@lafonciereantidote.org)

## ➔ Pour aller plus loin

- ◆ "Les freins à l'installation agricole", *Silence* n° 498, avril 2021
- ◆ "Terres collectives", dossier de *Silence* n°396 de décembre 2011 en partenariat avec *Terre de liens*.
- ◆ "Les sans-terre en Europe : une affaire de jeunes", "Accéder à la terre : un parcours du combattant ?" et "Reclaim the fields", *Silence* n°405, octobre 2012.
- ◆ "Le Champ des possibles", un espace-test pour les futures Amap, *Silence* n°447, été 2016.
- ◆ "Lutter pour l'accès à la terre en France et en Suisse", *Silence* n°491, septembre 2020.

en même temps contribuer à répondre aux exigences de la nécessaire lutte contre le réchauffement climatique.

Les exemples cités ici peuvent constituer une réponse partielle aux freins évoqués dans l'article précédent. Mais il faut continuer à se battre sur les deux questions majeures de fond, pour :

- ◆ obtenir un statut spécifique pour le foncier agricole, permettant de mettre fin à la spéculation ;
- ◆ peser sur les institutions agricoles (SAFER, Chambres d'Agriculture, etc.) pour ralentir, voire inverser, la tendance à l'agrandissement des exploitations et aider les installations collectives.

Tout ceci, bien entendu, en maintenant voire en développant les actions de soutien déjà mises en place par les membres du collectif *InPACT* (3), sur des questions comme la transmission. ◆

3. *InPACT* : Collectif Initiatives Pour une Agriculture Citoyenne et Territoriale. Ce collectif regroupe notamment le Réseau Civam, la *Fadear*, l'*Ardear*, *Reneta*, etc.

# Tempête sur le Hameau des Buis

L'écovillage *Hameau des Buis*, en Ardèche, a été construit au voisinage d'une ferme-école des enfants entre 2002 et 2011. Une vingtaine de maisons de toute beauté où malheureusement s'est développé un important conflit entre les initiatrices et les habitantes.

Depuis 1997, Sophie Rabhi est éleveuse de chèvres sur la ferme de ses parents Michèle et Pierre Rabhi à Lablachère (Ardèche). A la naissance de son premier enfant, elle s'interroge sur la pédagogie développée dans les écoles et souhaite alors créer sa propre activité éducative. Elle réfléchit à associer les deux. C'est ainsi que naît, en 1999, une ferme pédagogique dans la ferme familiale.

## L'éducation par l'autonomie

Cette ferme-école est gérée par l'association la *Ferme des enfants*. La pédagogie s'appuie sur les activités de la ferme pour rendre les enfants le plus autonome possible. Les enfants prennent soin de quelques chèvres, poules, cochons et ânesses... Progressivement, le nombre d'élèves va aller en grandissant pour atteindre 70 en 2011, date à laquelle une suite est proposée avec l'ouverture d'un collège qui accueille une quinzaine d'enfants la première année. Des familles déménagent pour venir s'installer dans le voisinage et pouvoir y scolariser leurs enfants.

L'école est hors-contrat avec l'État. Ce sont donc les parents qui doivent payer l'intégralité des frais. Pour limiter ces derniers au maximum et éviter la barrière de l'argent, en lien avec un parent d'élève, Sophie Rabhi se lance dans un autre projet : construire un éco-village autour de la ferme pédagogique avec l'idée de développer une dynamique intergénérationnelle. Les seniors seraient invités à participer aux ateliers et à soutenir financièrement.



Panneau à l'entrée présentant les deux initiatives : ferme des enfants et habitat partagé.

## Un écovillage en soutien à la ferme pédagogique

Entre 2001 et 2003, ce projet d'éco-village est présenté dans les réseaux alternatifs. Laurent Bouquet s'investit dans ce projet et devient le compagnon de Sophie Rabhi. Ils trouvent une parcelle constructible d'un hectare sur une crête, à deux kilomètres de la ferme familiale. Il y a par ailleurs 5 hectares de terres en zone naturelle que la mairie accepte de convertir en terres agricoles pour la ferme. Le projet prévoit, sous forme de *Société civile* de construire un hameau d'une vingtaine de maisons écologiques (1 200 m<sup>2</sup> habitables). Des bénévoles vont venir de partout pour participer au chantier qui dure plusieurs années : 1 500 personnes s'y

investissent avec le statut d'adhérentes à l'association la *Ferme des enfants*. Initialement, les futures locataires sont des personnes à la retraite ou proches de la retraite. Il n'y a pas eu d'autre sélection que la capacité financière : l'idée était qu'une partie des loyers doit permettre de dégager des ressources pour le projet pédagogique.

Différentes sortes de réunions sont mises en place : relationnel entre les personnes, recherche des matériaux les plus écologiques, des techniques les plus économes en "énergie grise" (1). Cela se concrétise par une valorisation de matières premières locales.

1. L'énergie qu'il faut dépenser pour construire un objet et que l'on distingue de l'énergie que va consommer cet objet.



Le hameau comprend 16 maisons individuelles très rapprochées.



Petit immeuble collectif, avec 4 T3 pour les familles avec enfants.

Les maisons sont en ossature bois et isolation terre-paille. Les toits sont végétalisés. De grandes baies orientées au sud permettent de bénéficier des apports solaires en hiver, une avancée du toit permet de se protéger du soleil de l'été. Les maisons sont très rapprochées comme dans un village ardéchois, seuls des sentiers permettent de circuler entre les maisons, les voitures restant sur un parking de l'autre côté de la route. Le chauffage est au bois. En 2008, la *Ferme des enfants* s'installe sur place bénéficiant du prêt, par la *Société civile*, d'un ancien mas déjà présent sur le terrain, entièrement rénové. Ce mas est complété par deux yourtes et une "cabane de la colère" pour les enfants.

Sophie et Laurent habitent également sur place dans une yourte. L'ensemble du hameau est terminé en 2011 (2). Il y a 16 maisons qui vont du T1 au T3 et un petit immeuble collectif avec quatre T3 pour des familles, la seule construction qui ne soit pas de plain-pied.

### Un montage financier complexe

Pour financer tout cela, les personnes qui voulaient venir ont eu l'obligation de participer à la constitution du capital de la *Société civile immobilière*. Au départ, la *Ferme des enfants* apporte 52 000 €, principalement des dons reçus

2. Plus de détails dans l'article de Bastien Yverneau paru dans *Silence* n°397, janvier 2012.

pour le projet. Sophie Rabhi et Laurent Bouquet sont cogérants. Les futur-es locataires doivent apporter le prix de base de leur logement et 30 500 € pour l'achat du terrain (coût total : 450 000 €) et la mise en place des parties communes. Ainsi, un T3 nécessite un apport de 125 000 € (94 500 € + 30 500 €). Du fait de ces montants, cela a fait venir des personnes assez aisées.

En 2008, alors que les travaux sont bien engagés, et malgré le bénévolat, il s'avère que les dépassements de budgets sont nombreux... Le choix a été fait d'utiliser des techniques innovantes dans le domaine écologique. Il n'y a alors pas de réglementation pour les maisons en paille, les toilettes sèches, les enduits de terre sont peu connus des artisans... Ils doivent négocier avec leur premier architecte qui veut viser seulement une démarche HQE (3) avec des matériaux industriels. Le deuxième architecte ferme son bureau après avoir fait les démarches pour le permis de construire et devient un an salarié du Hameau pour pouvoir continuer à encadrer le chantier. Auprès des bénévoles, il y a jusqu'à 13 salarié-es sur le site.

Le budget final se monte à 3,9 millions d'euros. Les habitant-es apportent 2,3 millions d'euros. Pour compléter les besoins, un emprunt de 800 000 € a été fait auprès de *Michel Valentin Finances* (4). Un appel est lancé par la *Société civile* pour des prêts relais, Sophie Rabhi se portant garante. Une cinquantaine de personnes prêtent alors au total 780 000 € soit un emprunt total de 1,58 million d'euros.

Durant le chantier, il y a des départs, des décès. Il faut accueillir de nouveaux futur-es habitant-es. En 2008, il est décidé d'ouvrir le village aux non-retraité-es. L'idée que les loyers financent en partie l'école est reportée en donnant la priorité aux remboursements des emprunts. Parmi les plus jeunes, certain-es créent leur activité sur place : élevage de chèvres, paysan-boulangier, maraîchage...

3. HQE : Haute qualité environnementale, label conçu par les grands bétonneurs pour atteindre un minimum de qualité notamment dans le domaine de l'énergie, mais qui n'a pas grand-chose à voir avec l'écologie.  
4. Michel Valentin, riche héritier, proche de Pierre Rabhi, a financé également *Les Amanins*, près de Crest dans la Drôme, un centre agro-écologique qui dispose également d'une école alternative. Il est décédé en 2012. Voir [www.lesamanins.com](http://www.lesamanins.com)

## Querelles de pouvoirs

Au départ, les décisions se font au consensus... mais ce n'est pas officiellement comme cela que fonctionne une société civile (5).

Il faut jongler avec plusieurs niveaux de décisions: l'argent, les relations, l'habitat. Cela s'est avéré difficile, malgré de nombreux recours à des méthodes de fonctionnement comme la communication non-violente, la sociocratie, l'holocratie, le choix par consentement, le consensus... Pour Laurent Bouquet *"distinguer la personne, le porteur de projet, l'habitant... Ce n'est pas évident"*. Contrairement à une copropriété classique, il y a une charge affective importante. Pour Sophie Rabhi *"Au départ, la carte postale plaisait à tout le monde... mais beaucoup ne connaissent pas le fonctionnement d'une entreprise"*. Du côté collectif des Habitant-es, on parle aussi de carte postale... en disant que la réalité s'avère un peu différente de ce qui est présenté, notamment parce que Laurent Bouquet et Sophie Rabhi, voulant rester moteurs du projet, prennent toutes les responsabilités: direction de la ferme-école, du projet pédagogique et gérance de la *Société civile*.

Pour Sophie *"tant qu'il fallait ramer, tout le monde a ramé, tout le monde était généreux. Les problèmes ont commencé après l'emménagement des habitants dans leurs maisons"*.

En 2014, le groupe des habitant-es demande aux fondateurs un partage de la gérance. Celle-ci est donc scindée en 7 rôles distincts et complémentaires

5. Cela fonctionne normalement selon le pourcentage du capital de chacun-e. Lorsqu'un-e habitant-e veut partir, il doit vendre non seulement ses parts de société, mais aussi "vendre" son emprunt bancaire.



Sophie Rabhi, fondatrice de la Ferme des enfants et du Hameau des buis.

occupés par des habitant-es. Mais ce changement n'a jamais été officialisée au *Registre du Commerce et des Sociétés*.

Les prêtreu-ses bienveillant-es patientent autant que possible, mais en 2017, les demandes de remboursement vont au-delà des capacités de la *Société civile*. Un emprunt sur 20 ans est alors pris auprès de *Triodos*, une banque alternative. Le déroulé de cette opération amplifie le conflit entre les fondateurs et certain-es habitant-es qui revendiquent leurs parts de pouvoir sur le projet global. En dernier recours, il est tenté de voter au sein de la *société civile* de manière classique, à la majorité. Mais c'est là que ça coince. Pour avoir légalement des bénévoles sur le chantier, il fallait que la *Ferme des enfants*, seule association au sein de la *Société civile*, soit majoritaire. Les habitant-es confiant-es, ont alors cédé leurs

parts à *La Ferme des enfants* qui s'est alors retrouvée avec la quasi-totalité des parts. La situation devient explosive quand les habitant-es demandent à récupérer leurs parts pour disposer d'un pouvoir proportionnel à leurs apports.

## Tout s'envenime

À partir de 2018, la situation devient d'une grande complexité pour un regard extérieur. Épuisée par le conflit, Sophie Rabhi démissionne un temps de ses responsabilités. Des résident-es proposent que le *Hameau des Buis* devienne une coopérative d'habitant-es. Initialement, l'école y trouvait sa place. Pour la *Ferme des Enfants*, c'est perçu comme une exclusion. La *Ferme des enfants* se voit obligée de restituer 94 % des parts de la *Société civile* à l'association des habitant-es. L'ambiance fortement dégradée bascule sur le plan judiciaire. ♦

## Boîte noire

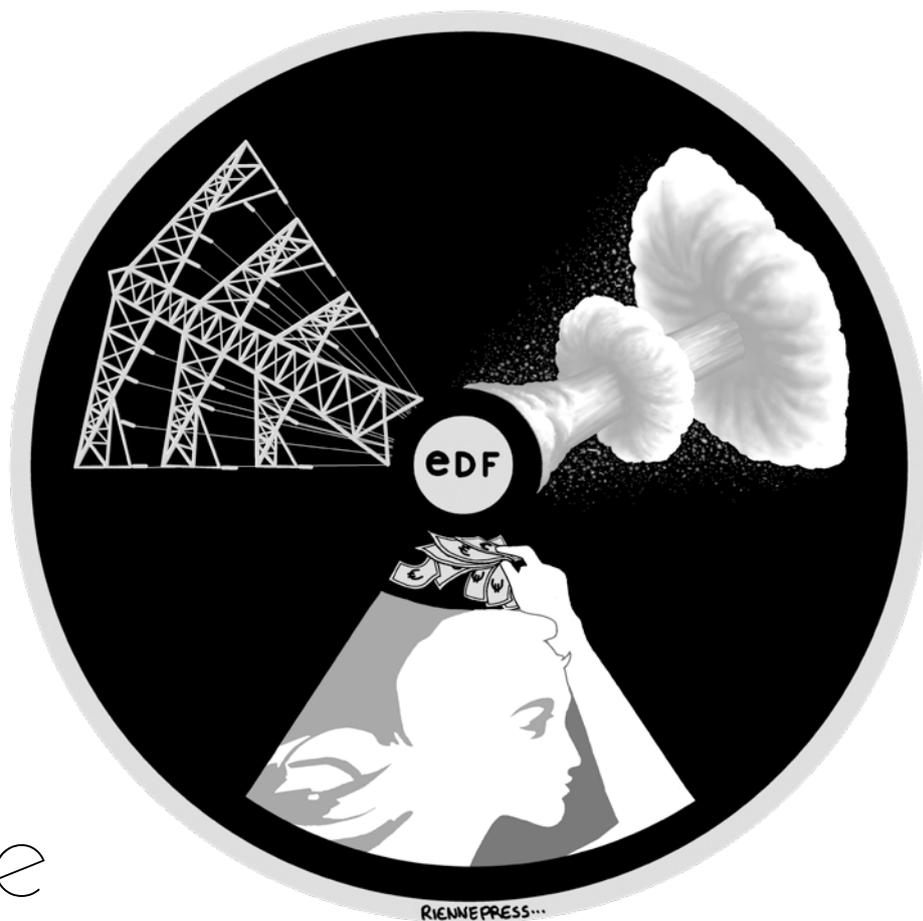
Nous passons faire un reportage en juillet 2020. Conscients de la difficulté de parler d'un conflit en cours, nous prenons l'engagement de faire relire l'article par chacun-e avant publication. L'article est rédigé en septembre. Deux relectures sont alors faites. Si Sophie et Laurent répondent assez vite, le collectif des habitant-es met plus de temps à répondre du fait des discussions collectives. Début décembre, après une troisième correction, seuls Sophie et Laurent répondent. Nous oublions un peu l'article et nous ne relançons le collectif des habitant-es que début février. La réponse est alors *"nous sommes dans un processus de construction sur lequel nous voulons communiquer, et nous sommes convaincus que creuser dans les blessures est toxique pour tout le monde"*. Nous décidons alors de passer l'article tel quel. Nous passons un dernier appel téléphonique avant de boucler l'article et Sophie Rabhi nous apprend que la *Ferme des enfants* a reçu son avis d'expulsion le 12 mars 2021. Si une séparation des structures semble faire partie de la solution, tout règlement à l'amiable semble aujourd'hui impossible.

## ➔ Pour aller plus loin

- ♦ site du Hameau des Buis : [hameaundesbuis.org](http://hameaundesbuis.org)
- ♦ site proche de la Ferme des Enfants : [hameaundesbuis.com](http://hameaundesbuis.com)
- ♦ Hameau des Buis, tél : 06 65 05 97 99
- ♦ Ferme des enfants : [la-ferme-des-enfants.com](http://la-ferme-des-enfants.com), tél : 04 75 89 34 39
- ♦ Livre de Sophie Rabhi et Laurent Bouquet sur leur vision du conflit : *Démasquer les mécanismes de la violence dans le collectif*, éd. Université vivante, 2020, 150 p., 12 €

› Texte : **Michel Bernard**

# Hercule ou pas, à EDF, on défend d'abord le nucléaire



Depuis 2018, les syndicats d'EDF dénoncent le projet Hercule qui prévoit une séparation d'EDF en trois structures. Mais cette réforme ne change rien aux critiques que les écologistes font à EDF.

EDF est née en 1946 d'un regroupement de multiples compagnies électriques. Mais contrairement à ce que l'on croit, EDF n'a jamais été en situation de monopole pour la production et la distribution d'électricité. Ainsi, la compagnie GEG, *Gaz et électricité de Grenoble*, née vers 1900, est restée indépendante, la SNCF a été très longtemps propriétaire de barrages hydroélectriques et a produit son électricité jusqu'en 1991... En 1946, la France a seulement créé un service public, EDF étant alors totalement propriété de l'État.

L'Europe néolibérale décide en 2003 (Directive 2003/54) de diversifier le secteur de l'énergie, estimant qu'une plus grande concurrence permet d'avoir une production moins chère.

La France adopte en 2004 une loi qui met fin à l'impossibilité de créer de nouvelles compagnies d'électricité. *Enercoop* voit le jour l'année suivante, comme une bonne douzaine d'autres initiatives. Si *Enercoop* est

née clairement dans le milieu antinucléaire, ce n'est pas la seule compagnie à ne fournir que de l'électricité garantie sans nucléaire : GEG ou la *Compagnie Nationale du Rhône* ne produisent de l'électricité qu'avec des barrages.

L'apparition de nouvelles entreprises entraîne peu à peu une érosion du nombre de client·es d'EDF. Et cela va en s'accroissant : en 2020, le directeur d'EDF a annoncé perdre 80 000 client·es par mois. Si les prix de l'électricité chutent, c'est uniquement dans le milieu industriel où les quantités consommées permettent de négocier à la baisse. Pour les particuliers, la tendance reste à la hausse.

## **EDF, producteur d'énergie nucléaire**

EDF reste le seul producteur d'énergie nucléaire... avec un contrôle très important de l'État (83,6 % du capital aujourd'hui). Sans la présence des financements de l'État, le

développement du nucléaire aurait été stoppé et personne ne parlerait de l'EPR, en construction depuis 20 ans. Aux États-Unis, aucune aide n'a été accordée au secteur nucléaire : après le lancement de près de 200 réacteurs dans le pays, le lancement de nouveaux réacteurs s'arrête dès 1973 quand les prix de production s'avèrent trop élevés pour être rentables.

Pourquoi l'État aide-t-il à maintenir une filière nucléaire ? Parce que nous avons besoin de matière fossile pour alimenter la force de frappe nucléaire. Le nucléaire dit "civil" alimente le nucléaire dit "militaire". En France, il faut un minimum de quatre réacteurs pour assurer le combustible nécessaire aux bombes. Et c'est donc sans surprise que l'on construit encore des réacteurs en Chine, en Russie, au Royaume-Uni et en France, pays ayant tous la bombe atomique (1).

1. Aux États-Unis, l'armée a ses propres réacteurs nucléaires.

## Le projet Hercule

Mais le nucléaire est tellement déficitaire et la concurrence des renouvelables tellement forte (2) qu'EDF, depuis une vingtaine d'années, n'arrive plus à équilibrer ses comptes. Ce déficit chronique, que l'État endetté a du mal à combler, entraîne une chute des valeurs en bourse d'EDF... ce qui amplifie le déficit. Les financiers préfèrent les renouvelables.

C'est là que l'Europe intervient en dénonçant les aides de l'État qui faussent le prix de l'électricité provenant d'EDF. Depuis 2018, il est demandé à la France de mettre en place une situation de "concurrence non faussée". Et ce n'est pas qu'une question de libéralisme : étant donné qu'à l'exception du Royaume-Uni (3) et de la France, les autres pays européens ont presque tous renoncé au nucléaire (14 pays n'ont même jamais eu de centrales), les opposant·es à cette énergie (comme l'Autriche, très active) utilisent l'argument économique pour faire plier la France.

Si en France, EDF n'a pas véritablement développé les énergies renouvelables de peur de voir la population demander la fermeture des réacteurs nucléaires, elle a énormément investi dans l'éolien et le solaire à l'étranger. Et c'est très rentable, contrairement au nucléaire. D'où la proposition de Jean-Bernard Lévy de couper EDF en trois : "EDF Bleu" qui regrouperait le nucléaire et la gestion du réseau (RTE); "EDF Vert" qui comprendrait le service commercial, le réseau de distribution Enedis et les énergies renouvelables; et un secteur "EDF Azur" pour les barrages hydroélectriques. Le premier secteur qui ne peut pas être rentable serait détenu à 100 % par l'État; l'EDF Vert, qui est le plus rentable, serait ouvert à la bourse à hauteur de 30 à 35 %. EDF Azur resterait pour le moment sous le contrôle de l'État, mais l'Europe demande la mise en concurrence pour le renouvellement des concessions de ces barrages.

2. Certaines centrales solaires annoncent des coûts de production de l'électricité 10 fois plus bas que pour l'EPR. Et les prix baissent sans cesse. Record début 2021 : 11,2 € le MWh pour une centrale au Portugal. Le deuxième prix le plus bas est de 11,6 € le MWh pour une centrale solaire construite à Abu Dhabi... par EDF!

3. Qui n'est plus concernée depuis le Brexit.



Le 30 septembre 2017, inauguration du parc éolien d'Avessac en Loire-Atlantique.



Dans les Pyrénées-Orientales, un groupe de citoyen·nes a lancé le projet de Conflent Énergies en 2012 et réalise une grappe de 6 toitures photovoltaïque.

## Le prix bidon de l'électricité nucléaire

Le discours d'EDF a toujours été que le prix de l'électricité d'origine nucléaire est bas. Et que c'est encore mieux avec de vieux réacteurs puisque l'amortissement a déjà été fait. Mais, en 2011, l'Arenh, Accès régulé de l'électricité nucléaire historique a été mis en place. Il permet aux nouvelles entreprises d'acheter l'électricité nucléaire au prix de 42 € par mégawattheure, prix de revient estimé par EDF. Ce prix s'est avéré une catastrophe pour EDF. En effet, il existe une bourse de l'électricité en Europe où le prix de l'électricité fluctue en fonction de l'offre et de la demande. Lorsque le prix de cette

bourse baisse en dessous de 42 €, les compagnies achètent sur le marché libre; lorsqu'il dépasse ce prix, elles achètent à EDF (4). Pour qu'EDF s'y retrouve, il faudrait que le prix de revient du mégawatt heure nucléaire soit effectivement inférieur à 42 €, ce qui n'est pas le cas (5). Et donc EDF vend à perte et s'endette... (6)

4. Le prix sur le marché européen fluctue énormément (de négatif à parfois plus de 1 000 €, négatif quand il y a trop de production, 1 000 € et plus lorsque nous sommes en déficit de production).

5. EDF demande maintenant que le prix de vente soit rehaussé autour de 53 € par MWh.

6. Début 2021, la dette d'EDF est de 41 milliards d'euros.



Des syndicalistes défilant à Paris contre le projet Hercule, en septembre 2019.

## Le discours syndical

La CGT-énergie reste profondément pro-nucléaire (7) et est très largement majoritaire chez EDF. Lorsque l'on parle de l'opposition des syndicats au projet Hercule, il s'agit d'abord de ce syndicat. Le syndicat dénonce avec justesse une privatisation qui, comme pour *la Poste* ou *France-Télécom*, aura de lourdes conséquences sur la qualité de travail du personnel. Il dénonce aussi le risque d'une perte d'investissement et d'entretien du réseau (actuellement géré par *Enedis* et *RTE*) : là aussi, il a raison; ce qui s'est passé dans le domaine de la distribution de l'eau l'a montré. Il dénonce le risque d'une hausse des prix de l'électricité. C'est discutable : si on continue à produire essentiellement de l'électricité d'origine nucléaire, il y aura une hausse; mais si on bascule vers les renouvelables, il y aura une baisse (8).

7. La CGT, elle, évolue : de nombreux groupes CGT ont pris position contre le nucléaire à cause des dangers, des déchets, des conditions de travail ("viande à reme" pour la sous-traitance), du coût, de l'emploi (plus une énergie est centralisée, moins elle crée d'emplois), mais également du colonialisme (tout l'uranium provient de l'étranger).

8. Ce qui écologiquement parlant n'est pas une bonne nouvelle, car plus le prix de l'énergie baisse, plus on en consomme et donc plus on détruit les autres ressources. Voir dossier du n° 437, septembre 2015, "Énergies renouvelables, un virage à prendre".

Il dénonce le démantèlement du service public : voici bien un sujet qui fait débat! À la création d'*Enercoop*, une partie de la mouvance écologiste n'a pas voulu soutenir le projet justement en disant que l'électricité devait rester un "bien commun". Le débat se complexifie quand on compare la situation avec ce qui se passe dans nombre d'autres pays où l'électricité (et l'énergie en général) est gérée non pas par une seule compagnie nationale, mais par des compagnies locales, intercommunales, régionales... (9). Il y a une confusion entre "bien commun" et centralisation/étatisation.

## Décentraliser la gestion de l'énergie ?

En tant qu'écologiste, libertaire, décroissant... quelle doit être notre position dans la lutte contre le projet Hercule? Nous sommes entraînés dans un mauvais débat. Si nous parlons de nos besoins, c'est-à-dire avoir de l'énergie que l'on utilise avec intelligence, les systèmes les plus efficaces sont de loin les régies qui se mettent en place au niveau intercommunal. En cherchant à économiser en premier, puis à utiliser l'énergie de la manière la

9. L'Italie, avec l'*ENEL*, fonctionne un peu comme la France. Dans les autres pays, c'est beaucoup plus décentralisé.

plus efficace, et en jouant sur les complémentarités, les communes ou les communautés de communes peuvent, comme cela a été expérimenté avec succès dans des pays comme le Danemark, les Pays-Bas ou l'Allemagne, mettre en place des plans énergétiques à très faible consommation, valorisant au mieux les ressources locales. Cela ne passe pas par la généralisation de l'électricité nucléaire, contrairement à ce que le discours de l'État et d'*EDF* essaie de nous faire croire. On revient alors à des démarches intelligentes comme étudiées par l'association *Négawatt* (10). On retrouve l'objectif d'un plan de descente énergétique, finalité des groupes de transition. Nous sommes dans une autre logique : *EDF* ne doit pas être alors divisée en trois compagnies internationales, mais en de multiples compagnies locales. ♦

10. La première version du scénario *Négawatt* a vu le jour en 2004, au moment même où se créaient de nouvelles compagnies de vente d'électricité. On peut relire le dossier du n° 309, avril 2004, "Objectif Négawatt".

## Sauver un noyer centenaire

Bonjour. Poète et nouvelliste, j'ai hérité de la vieille ferme de mon grand-père dans un village en Alsace. Les terres qui lui appartenaient ont été vendues par d'autres héritiers, il ne reste que ce noyer centenaire qui jouxte ma propriété et qui ne m'appartient plus... Des constructions immobilières sont en cours ! Je voudrais sauver ce noyer ! Aussi voici une photographie prise par mon mari le photographe Claude Menninger et mon poème "Requiem pour un noyer". Je ne sais pas si une publication pourrait le sauver, mais au moins, il existerait encore dans les mémoires !



## Requiem pour un noyer

planté par mon ancêtre dans le *Himmelreich* ou Royaume des cieux à Kunheim

sans doute est-ce la dernière année  
que je contemple ce noyer  
dont les plus hautes branches  
se ramifient à celles de mon enfance

bientôt il ne veillera plus  
sur l'ombre des disparus  
et la cohorte de mes aïeux  
rejoindra celle du royaume des cieux

abattu ce noyer qui s'arrime  
aux stances de ma rime  
brûlera le bois de ma peine  
dans le feu de mon poème

décapité cet immense noyer  
restera dans mon âme planté  
tel l'indéracinable vigile  
d'un temps à jamais immobile

**Françoise Urban-Menninger**  
Kunheim, le 31 décembre 2020



## Soif de renouveau

Tout d'abord, un très grand MERCI pour l'ensemble des 10 numéros reçus pour l'année 2020 ainsi que le numéro de février 2021. C'est une vraie bouffée d'oxygène que de lire votre revue. C'est un travail d'excellente qualité avec des dossiers pertinents et très bien documentés. Avec vous, pas de discours loufoque ni de monologues incompréhensibles que nous rabâchent, à longueur de journée, les médias de masse, qui nous endorment, nous laissent impuissants et remplis de rage ! Depuis que la bibliothèque de Clamart a arrêté l'abonnement à *Silence*, j'ai demandé à celle de Sèvres d'y reprendre le flambeau. Ils m'ont répondu favorablement, il n'y a plus qu'à attendre le 1er numéro ! Autour de moi, j'essaie de diffuser au maximum votre revue en recherchant des personnes actives et engagées. Beaucoup de gens ont du mal à perdre leurs habitudes, happés par la vie quotidienne et par leurs tendances consuméristes. C'est donc une nouvelle démarche qui s'impose : volonté de changement, soif de renouveau, retour à la sobriété et à l'économie circulaire et au développement durable ! Très bonne journée et bravo pour votre action.

**Manivanh**

## Bâtiments à énergie positive, quelques précisions

Je me permets de vous contacter concernant l'article "Hikari à Lyon : le mythe des Bepos" écrit par Michel Bernard et Manon Salé dans le n° 494 du mois de décembre 2020. Ayant moi-même travaillé pendant un moment sur la réalisation de la nouvelle réglementation environnementale de 2020 des bâtiments, je voudrais apporter quelques précisions. Premièrement, il s'agit d'une réglementation environnementale et non thermique donc il s'agit de la RE2020 et non de la RT2020. Cette



nouvelle réglementation se différencie des réglementations précédentes dites thermiques, car elle prend en compte les performances environnementales des bâtiments liées aux émissions de gaz à effet de serre, d'où son appellation "environnementale" et non "thermique" (RE2020). Deuxièmement, votre article affirme que "selon la RT2020 toutes les nouvelles constructions devront être des Bepos". Cette affirmation est incorrecte, car le bilan Bepos [Bâtiments à énergie

positive] n'est pas retenu dans la RE2020. La RE2020 a pour objectif de : 1) donner la priorité à la sobriété énergétique et à la décarbonation de l'énergie ; 2) diminuer l'impact carbone de la construction des bâtiments ; 3) en garantir la fraîcheur en cas de forte chaleur. Ainsi, la RE2020 ne vise pas à ce que tous les bâtiments de demain soient des Bepos. J'espère que ces précisions corrigeront votre première version de l'article et je reste à votre disposition pour toute information.

**Nada Bendahmane**  
Isère

## Instruction familiale = confinement

Suite à l'article intitulé "L'instruction en famille menacée" paru dans *Silence* de janvier 2021 (n° 495), je tiens à réagir. En effet, j'ai suivi mon instruction primaire avec ma mère. Je tiens à exprimer mon mal-vécu de cette expérience. Travailler seul dans une pièce ne peut être qu'ennuyeux, ma mère étant peu disponible pour accompagner mon travail. Tandis qu'en classe il y a une toute une vie et une stimulation entre les élèves.

Par un tel confinement, on manque de contacts humains avec les enfants de notre âge, on manque d'ouverture ! Rien que le fait de se rendre à l'école fait sortir. Côté d'autres élèves nous donne l'occasion de nous rendre compte qu'il y a d'autres modes de vie sociaux et familiaux que le nôtre. Si pour mes 5 frères et sœurs, plus rapprochés entre eux (5 enfants en 8 ans) que moi qui étais le dernier, 5 ans à la traîne, l'instruction en famille pouvait s'apparenter à une classe unique, ils ont tous été malgré tout de mon avis pour condamner cette expérience d'instruction familiale.

Enfin, dans le désir des parents de vouloir être les seuls auteurs de l'éducation de leurs enfants, n'y a-t-il pas une volonté excessive de possession ?

**Jean-François Le Dizès**  
Isère



## Silence quitte Facebook

L'annonce par *Silence* de sa décision de fermer sa page sur le réseau numérique *Facebook* a suscité de nombreuses réactions des usag-ères de ce réseau.

"*Domage, cela aidait à mieux vous faire connaître, surtout en cette période où ne peut plus voir personne*", regrette Laurence. "*Il faut utiliser les médias "ennemis" pour se faire valoir, pour se faire connaître. S'en passer, c'est comme espérer que vous nous contactiez par télégramme. Une erreur*", ajoute Albert.

Mais la plupart des réactions saluent la cohérence de ce choix. "*Bravo à vous de lutter car vous vous dégagez d'une sacrée pollution !*", encourage Gaëlle. "*Bienvenue au club !*", s'exclame Jean-Pierre, qui regrette que "*malheureusement, nombreux sont encore les groupes, collectifs militants ou non, qui, bien qu'ils aient toute ma sympathie ou dont je fasse partie, n'ont pas encore fait le pas ni même envisagé de le faire. Je compte bien leur lire votre déclaration.*" "*Bravo pour votre choix logique ! Facebook me pose beaucoup de questionnements éthiques aussi*", témoigne Géraldine. "*Je comprends le dilemme moral qui vous anime et qui nous tarabuste toutes et tous un peu plus chaque jour*", renchérit Stéphane. "*C'est en cohérence avec vos valeurs et ça fait plaisir de les voir incarner*", ajoute Mélina.

"*Abonnons les bibliothèques !*" propose Lolo. "*Votre décision de sortir de Facebook m'encourage à passer à l'acte : je m'abonne !*", ajoute Caroline.

"*Avez-vous envisagé d'utiliser un réseau social avec des dynamiques plus vertueuses comme MeWe, Diaspora, Mastodon ou autre ?*", demande Rino. Parallèlement à *Facebook*, *Silence* était sur *Diaspora*. Mais le choix a été fait de se déloger de l'ensemble de ces réseaux numériques, très chronophages également, pour centrer notre politique de communication sur d'autres plans. Les articles, dossiers et projets communs avec des partenaires militants, les stands et les événements, le développement des points de dépôt, les coéditions de livres et d'affiches, faire vivre notre site internet et notre lettre d'information électronique mensuelle, etc., seront les chantiers de ces temps à venir. Sans oublier la bouche à oreille dont vous êtes les acteurs et actrices principales !

"*Avez-vous un guide d'affichage ou une plaquette commune à imprimer et afficher dans nos commerces ? Et en été on souhaiterait mettre en vente et lecture quelques exemplaires, en espérant de pouvoir accueillir le public*", nous demande la *Microbrasserie béglaise*. Oui, nous développons des outils pour faire connaître *Silence* : dépliants, marque-pages, affichettes, grandes affiches, etc., pour diffuser la revue et créer un lien social direct à un niveau local. Le jeu de l'oie des alternatives est également un bon support d'ateliers conviviaux. Contactez la revue qui se fera un plaisir de vous envoyer du matériel pour cela. Car la création de liens directs, c'est cela qui nous anime.

## Crèches

À propos du fait divers de l'enfant brûlée au troisième degré lors de sa sieste à la crèche [une enfant a eu une brûlure à la main car son lit était situé près d'un radiateur brûlant qu'elle a touché à travers les barreaux en dormant, le 8 février 2021 à Offranville, ndlr] et parce qu'il me semble important d'approfondir les choses.

Je suis très triste pour cette enfant qui s'est retrouvée dans une détresse physique et affective très importante, je suis très triste aussi pour les professionnel-les qui doivent culpabiliser à mort, et je suis très triste enfin pour les parents qui se retrouvent très démunis et/ou en colère.

En même temps, ayant fait des remplacements en crèche et micro-crèches associatives et privées, j'ai pu faire plusieurs constats :

- les locaux sont souvent exigus (cela peut être un vrai casse-tête d'organiser des lits dans des dortoirs en fonction des m2 disponibles, de l'âge des enfants, des types/tailles de lits et des moments de sieste différents),
- les équipements sont parfois défectueux et c'est parfois long d'attendre leur remplacement ou leur réparation,
- le taux d'encadrement est souvent insuffisant par rapport aux besoins élémentaires et très variés des très jeunes enfants (on peut être seulement 2 adultes pour 11 enfants de 3 mois à 2 ans avec aussi le rangement et le ménage de la cuisine et du coin repas à faire, il ne reste alors qu'un-e professionnel-le pour 11 !).

Bref, je constate souvent des situations de surcharge de travail pour les professionnel-les et d'abandon pour les enfants. Les professionnel-les, dans leur contrat de travail, ayant souvent une clause de confidentialité (je ne me souviens plus du terme exact) ne peuvent pas s'en ouvrir aux parents sous peine de risquer de perdre leur travail.

Ces crèches devant au moins être rentables, au plus être rémunératrices, je crains que les conditions d'accueil pour les enfants et de travail pour les professionnel-les ne restent chroniquement problématiques ; et pour le dire plus franchement, je suis écœurée de cette maltraitance banalisée.

**Delphine B.**

## Nous avons également reçu...

### Essais

■ **Demain l'écologie ! Utopies et anticipations environnementales** (recueil), préface *Natacha Vas-Deyres*, éd. *publie.net*, 2020, 116 p., 13 €. Dès le 19<sup>e</sup> siècle, nombre d'auteurs pressentaient les catastrophes écologiques auxquelles nous conduirait l'accélération du développement industriel, le réchauffement du globe, la commercialisation et le gaspillage des ressources naturelles (y compris l'eau et l'air), la mort de la terre. Ici nous sont présentés des récits d'anticipation (écofictions), des extraits d'essais, un texte de chanson. Le texte le plus ancien remonte à 1812. C'est troublant !

■ **Petit traité de sobriété énergétique**, *Barbara Nicoloso*, éd. *Charles Leopold Mayer*, 2021, 200 p., 10 €. L'objectif de sobriété nous amène à nous réinterroger sur notre rapport à l'énergie, à la croissance, à la richesse à la qualité de vie. Quels sont les leviers d'actions dont disposent l'État et les collectivités ? La transition pour y parvenir se doit d'associer les pouvoirs publics, les entreprises et les citoyen-nes dans des mutations sociales, économiques et culturelles.

■ **Je chemine avec Susan George**, *Sophie Lhuillier*, éd. *Seuil*, 2020, 132 p., 12 €. Ces entretiens avec elle permettent de retracer

le parcours de Susan George, de son enfance dans la bourgeoisie étasunienne dans les années 1930-1940 aux études et au mariage en France, de l'engagement contre la guerre du Vietnam aux recherches sur les causes politiques de la faim dans le monde, de l'engagement contre la dette à la co-création d'Attac notamment. Ses livres auront marqué des générations pour aider à comprendre les mécanismes de la mondialisation libérale qui génèrent les inégalités mondiales et la misère. Le survol un peu rapide d'un parcours d'engagement, qui s'adresse également aux adolescent-es.

■ **Se libérer du consumérisme**, *Michel Maxime Egger*, éd. *Jouvence*, 2019, 192 p., 16,90 €. Aujourd'hui, l'enjeu ne consiste pas uniquement à apporter des corrections au système et à réduire les impacts de la société de consommation. En complément des actions politiques, il s'agit de réorienter nos désirs. Un chemin vers la sobriété heureuse. Dialogue entre traditions spirituelles et urgences de notre temps.

■ **Échec aux feux de forêt**, *Christian Pinaudeau*, éd. *L'Harmattan*, 2020, 340 p., 29 €. Actif dans les milieux forestiers depuis longtemps, l'auteur remet en cause la politique actuelle qui consiste à lutter contre les feux de forêt une fois qu'ils

sont déclarés alors que, selon lui, une politique axée sur la prévention via des méthodes de sylviculture adaptées serait beaucoup plus efficace et a déjà fait ses preuves.

### Roman

■ **Le peuple du grand chariot**, *William Lindsay Gresham*, éd. *Le Passager clandestin*, 2021, 64 p., 5 €. Reprise d'une nouvelle de 1953 où l'auteur envisage qu'après une guerre atomique, seuls les gitans seront capables de vivre correctement. Ils deviennent alors les rois et passent dans ce qui reste de villages pour apprendre aux gens des gestes de base. Écrit à l'époque de la guerre froide, cela pourrait aussi s'appliquer après un effondrement de nos sociétés.

### B.D.

■ **Blanc autour**, *Wilfrid Lupano et Stéphane Fert*, éd. *Dargaud*, 2021, 20 €. En 1832, à Canterbury, petite ville du Connecticut (États-Unis), Prudence Crandall décide d'accueillir une élève noire. Les parents blancs retirent alors leurs filles.

Que cela ne tienne, ce sera une école pour jeunes filles noires. Cela provoque la rage des blancs qui vont tout faire pour obtenir la fermeture de l'école. Inspiré d'une histoire vraie qui montre que le racisme n'était pas que dans les États du sud.

### Jeunesse

■ **Ornithorama**, *Lisa Voisard*, éd. *Helvetiq*, 2020, 208 p., 25 €. Dès 9 ans. Dans un style de dessin très sobre, une présentation des principaux oiseaux que l'on peut rencontrer à la campagne, en forêt, en ville. Des explications simples à chaque page (espérance de vie, taille, ce qui permet d'identifier l'oiseau, différence mâle/femelle, etc. Pour les plus jeunes (à partir de 8 ans) et pour les plus grands.

■ **Une si jolie terre**, *Satoe Tone*, éd. *Balivernes*, 2020, 32 p., 14 €. Dès 3 ans. Une famille de 84 pingouins se retrouve à la dérive sur un morceau de banquise à cause du changement climatique. Où pourra-t-elle aller vivre ? Les océans sont trop pollués, les plaines désertifiées, etc. Un cri d'alerte pour continuer à habiter la planète. Très joliment illustré.

Les livres présentés ici ne sont pas vendus par *Silence*. Vous pouvez les trouver ou les commander dans n'importe quelle librairie.

Préférez quand c'est possible, les librairies indépendantes.

## Essais

**Simone Weil & l'expérience de la nécessité**

Geneviève Azam et Francine Valon

Décédée à seulement 34 ans, Simone Weil, philosophe, est une précurseuse d'Ivan Illich. Trente ans plus tôt, dès les années 1930, elle avait compris que la machine ne libère pas, mais rend esclave en nous faisant perdre nos savoir-faire. Elle avait aussi compris ce que sont les contre-productivités et les limites de la production. Elle prônait de développer la coopération, la décentralisation (Illich dirait les outils conviviaux), l'amitié, la beauté pour lutter contre la fuite en avant du techno-capitalisme. Une réédition qui intègre ce qui se passe actuellement avec les restrictions liées au Covid et les tentatives de relancer la machine économique. FV

Éd. *Le Passager clandestin*, 2020 [2016], 128 p., 10 €

**La photo numérique, une force néo-libérale**

André Rouillé

Le passage de la photo argentique à la photo numérique est-il une simple évolution technique ? Que non !, répond l'auteur qui montre avec pertinence tous les changements que cela accompagne. Si la photo argentique, arrivant après le dessin et la sculpture, a marqué le passage à l'ère industrielle, la photo numérique, elle accompagne le passage à une société d'interconnexion et de contrôle mondialisé, une ère de l'individualisme où nous sommes avant tout des consommateurs potentiels. La photo par smartphone, les réseaux sociaux, tout cela est entièrement contrôlé et récupéré. Savez-vous qu'en postant une photo sur Instagram, vous lui en donnez la totale propriété ? C'est indiqué dans les conditions d'utilisation que personne ne lit. De même Facebook vous incite à partager vos photos... pour mieux connaître vos relations. Mais bien difficile aujourd'hui d'échapper à cela, car le propre de ces techniques est d'être extrêmement addictives. Derrière le passage au numérique, se trouve un changement de société où le pouvoir n'est plus dans les États, mais dans les multinationales. Pas toujours facile à lire, mais hautement instructif. MB

Éd. *L'Échappée*, 2020, 224 p., 17 €

**Villes ouvertes, villes accueillantes**

Cyrille Hanappe et Élise Al Neimi

Et si on se décidait à accueillir les migrant-es, plutôt que de multiplier les obstacles administratifs ou physiques ? Les aut-rices, chercheu-ses dans le domaine de l'architecture, se penchent sur les initiatives qui se sont développées à l'étranger et en France, en faveur de l'accueil inconditionnel. Ils présentent aussi des travaux envisagés autour de cette problématique, faisant ressortir les critères à prendre en compte, les erreurs à ne pas faire, les conditions favorables à cet accueil... et tout ceci en respectant les trois piliers du développement durable : le social, l'écologie et l'économique. C'est parfois un peu trop poussé dans l'analyse théorique, mais c'est d'une grande richesse pour les personnes, élues ou citoyennes, qui souhaitent faire avancer ce dossier dans le sens d'une plus grande humanité. FV

Éd. *Charles Léopold Mayer*, 2020, 164 p., 10 €

**L'homme au péril de lui-même**

Jean-Pierre Tertrais

Une histoire magistrale de la rupture entre l'humain et la nature, du néolithique à nos jours, en forme de réquisitoire ! C'est documenté, synthétique, concis et très enlevé. L'essentiel est bien entendu consacré au dernier demi-siècle au cours duquel les avertissements concernant les effets délétères de l'artificialisation des conditions et des milieux de vie se multiplient et connaissent une accélération. Sur la lancée actuelle, ils nous mènent au scénario le plus probable, celui de l'effondrement total. Mais lorsqu'on imagine ce que cette société pourrait être, qu'on repère le foisonnement des alternatives en développement partout sur la planète, on se prend à rêver, "l'avenir n'étant pas ce qui va arriver, mais ce que nous allons en faire". MD

Éd. *Libertaires*, 2020, 123 p., 13 €

**L'homme et la nature**

Peter Wohlleben

L'auteur du best-seller *La vie secrète des arbres* poursuit sa réflexion en commentant les nombreuses découvertes scientifiques, souvent déconcertantes, concernant les arbres. Avec une belle écriture, il sait nous faire aller à la rencontre de ses réflexions et critique vertement les pratiques forestières actuelles (dictées par l'argent et non par le soin à notre environnement) et en particulier la tendance actuelle à faire des centrales thermiques au bois, sous prétexte que cela serait neutre en CO<sub>2</sub> (ce qui est faux). Il appelle à un plus grand respect de la végétation, nous présentant le doyen du végétal : un arbre suédois qui va bientôt fêter ses 10 000 ans. Prendre conscience de la vie des plantes, c'est nous inciter à les protéger. Et pour cela, Peter Wohlleben est un excellent narrateur. MB

Traduction *Lise Deschamps*, éd. *Les Arènes*, 2020, 290 p., 21 €

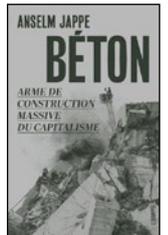
**Béton**

Arme de construction massive du capitalisme

Anselm Jappe

À travers une histoire de matériaux nous apprenons que le béton était déjà utilisé par les Romains dans certaines de leur construction dont le Colisée à Rome. Mais, dès la fin du 19<sup>e</sup> siècle, c'est une autre technologie qui voit le jour : le béton armé. Ce nouvel outil de construction sera lentement développé avant de prendre le dessus sur toute autre technique après la Deuxième Guerre mondiale. Pour l'auteur l'effondrement du viaduc Morandi à Gênes en août 2018 est le déclencheur de cette enquête qui mêle histoire et politique, économie et capitalisme. Cet accident est la conséquence d'une gestion calamiteuse et d'une obsolescence programmée. Il s'agit de dénoncer les travers de ce matériau et de son utilisation à outrance, homogénéisant par là même tous les lieux, tout en rappelant les desseins fausement socialistes de son utilisation dans un contexte d'urbanisme méprisant et d'architecture totalitaire. JP

Éd. *L'Échappée*, 2020, 208 p., 14 €

**Adaptation radicale**

Jem Bendell

L'article publié par le chercheur britannique Jem Bendell dans une revue scientifique en 2018 a été le déclencheur du mouvement *Extinction Rebellion*. L'auteur y exprime sa conviction qu'un bouleversement social et écologique radical ne pourra être évité de notre vivant et dès les années à venir, et que la question n'est plus de savoir comment éviter cela mais comment s'adapter pour faire preuve de compassion et de coopération dans les pires circonstances. Il y développe les "4 R" que sont la résilience, le renoncement, la restauration et la réconciliation. D'autres textes de l'auteur ainsi que des réponses et controverses sont publiés à la suite, posant des questions importantes ("dire la vérité" est-il paralysant ?) de manière dynamique et accessible. Renoncer à notre mode de vie ne signifie par renoncer à être humains et solidaires jusqu'au bout. GG

Éd. *Les liens qui libèrent*, trad. *Élise Roy*, 2020, 270 p., 19,5€.

**Urgence ! Il faut sauver les océans**

Paul Watson

En 2016, après la COP21, Watson (fondateur de *Sea Shepherd*) a déjà lancé un manifeste "Urgence, si l'océan meurt, nous mourons". Il récidive ici, témoignant inlassablement des dégâts, répondant aux sceptiques au sujet des extinctions de masse qui, oui, ont déjà eu lieu. La cause perdue contre le changement climatique est peut-être une opportunité de trouver des solutions. La survie de l'humanité implique l'adoption d'un style de vie qui prend en compte la finitude des ressources. Nous sommes dotés des compétences et de l'intelligence nécessaire pour contrer de manière radicale le problème que nous avons créé. Il recense les avancées au sein des institutions politiques, des associations internationales et du grand public. À vrai dire, nous n'avons pas le choix. MD

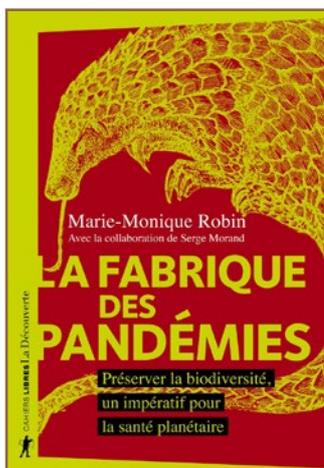
Éd. *Glénat*, trad. de l'anglais *L. Schaller*, 2020, 128 p., 9,90 €



## Le livre du mois

### La fabrique des pandémies

Marie-Monique Robin



Le 28 janvier 2020, le *New York Times* a publié un article intitulé : "C'est nous qui avons fait l'épidémie du coronavirus". Intriguée, Marie-Monique Robin a recherché les scientifiques qui étaient à l'origine de cette affirmation et découvert Serge Morand. Coïncidence, lui-même cherchait un-e réalisat-riche capable de réunir dans un film des entretiens inédits avec 62 scientifiques issus des 5 continents, expliquant

le lien entre la crise de la biodiversité et la crise sanitaire. Les contraintes actuelles font que cette fois le film suivra le livre. Un ouvrage clair, prenant et pédagogique dans lequel des scientifiques de toutes disciplines s'expriment librement, à l'écart des précautions oratoires d'usage. La plupart considèrent cette pandémie comme un ultime coup de semonce. Seule une politique qui respecterait la capacité de charge du système Terre et une distribution égalitaire des biens essentiels pourrait nous sauver. Et non des solutions technologiques énergivores ! MD

Éd. *La Découverte*, préface et collaboration, Serge Morand, 2021, 327 p., 20 €

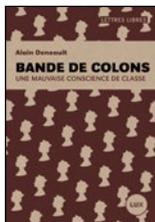
### Bande de colons

#### Une mauvaise conscience de classe

Alain Deneault

Pour l'auteur, le Canada reste une colonie divisée entre les colonisateurs (grandes entreprises et multinationales), les colons (les classes moyennes agentes exécutives des premières) et les colonisés (les peuples autochtones). Dans un pays multiculturel comme le Canada, le Québécois est effectivement un "colon", au sens colonial du terme, et non pas un "colonisé" même s'il est arrivé à la recherche d'un job en bas de l'échelle. Idem pour les Canadiens anglais. Ce pays reste un comptoir aux mains d'une poignée d'oligarques et de familles enrichis grâce au prolétariat et à la classe moyenne, ceux des sables bitumineux de l'Alberta comme ceux de la raffinerie Irving de Saint-Jean au Nouveau-Brunswick. Les vrais colonisés sont les originaires du pays, parqués et marginalisés. MD

Éd. *Lux*, 2020, 215 p., 14 €

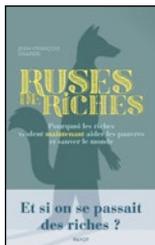


### Ruses de riches

#### Pourquoi les riches veulent maintenant aider les pauvres et sauver le monde

Jean-François Draperi

Les entreprises capitalistes cherchent toujours à conquérir de nouveaux marchés. Depuis les années 1970, elles ont du mal à dégager de nouveaux bénéfices. D'où l'idée qu'il y a sûrement de la richesse à extraire de l'économie des pauvres. Ainsi naît le business social : des entreprises qui viennent concurrencer le milieu habituel de la solidarité. Au lieu des Amap, associations, vient se positionner La Ruhe qui dit oui, une entreprise purement capitaliste. En concurrence avec les associations de soins, le groupe SOS fonctionne comme une multinationale. Le micro-crédit renforce cette tendance, tout comme le statut d'auto-entrepreneur. À l'arrivée, les riches sont plus riches, les pauvres plus pauvres. Reste à



étudier comment bloquer cette évolution. L'auteur propose la relocalisation, la sobriété, les monnaies locales et rappelle qu'il faut travailler avec les petites entreprises, l'artisanat, l'agriculture... Ils représentent la très grande majorité de ce qui est nécessaire pour répondre à nos besoins. Ouvrage dense, pas toujours facile de lecture, mais qui démonte un phénomène gravissime. Reste à écrire la suite : les alternatives possibles et les outils de la résistance. MB

Éd. *Payot*, 2020, 330 p., 19 €

### À gauche en sortant de l'hypermarché

Clémentine Autain

L'hypermarché est le reflet de notre monde capitaliste. Conçu en lien avec l'invasion de la voiture et l'étalement urbain, il est le temple du gaspillage, de la surconsommation, de l'exploitation et de l'exaspération des inégalités sociales. Avec une écriture brillante, Clémentine Autain, députée *France insoumise*, nous entraîne dans ce symbole du monde d'avant, rappelant comment beaucoup ont découvert avec la crise du Covid-19, le travail des "premiers de corvées". Pour la députée, la politique qu'elle porte fait avec justesse le lien entre l'écologie et le social, "fin du mois et fin du monde" et ouvre des pistes pour que l'on sorte enfin de ces structures de domination pour revenir à l'humain, au commerce local, aux produits durables, etc. Beau plaidoyer. FV

Éd. *Grasset*, 2020, 160 p., 15 €

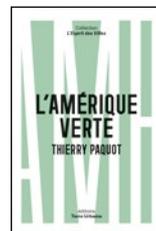


### L'Amérique verte

Thierry Paquot

Le sous-titre est "portraits d'amoureux de la nature". Il faudrait compléter : aux États-Unis (ce qui n'est pas l'Amérique) et avant la naissance de l'écologie. Thierry Paquot présente des penseur-ses des 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> siècles : Ralf Waldo Emerson, Margaret Fuller, Henry David Thoreau, Andrew Jackson Downing, Calvert Vaux, Frederick Law Olmsted, John Muir, John Burroughs, Gifford Pinchot, Patrick Geddes, George Perkins Marsh, Aldo Leopold, Benton Mackaye, Lewis Monford. Toutes ces personnes débattent de la protection de la nature et de la place de l'humain. Ils sont à l'origine de grandes associations nées au 19<sup>e</sup> siècle. Dans sa riche promenade bibliographique en fin d'ouvrage, Thierry Paquot cite avec justesse de très nombreuses autres racines de l'écologie : lutte des consommateurs (Ralf Nader), mouvement hippie, écologie sociale (Murray Bookchin), écoféminisme, écologie profonde, biorégionalisme... De quoi écrire la suite ! MB

Éd. *Terre humaine*, 2020, 250 p., 20 €



### Bandes dessinées

#### Un homme comme une autre

Stéphane Betbéder, Federico Pietronon

Les perturbateurs endocriniens sont partout. On en trouve des traces dans le sang des nouveau-nés. Yann, père de famille divorcé, créatif, va en connaître les effets : il se féminise de plus en plus. Il a peur que sa fille Aïda ne le reconnaisse plus et décide de se cacher d'elle. Cette politique-fiction explore les conséquences que pourrait avoir sur la société la perte de son côté masculin à travers cette transformation progressive, pas si loin de la réalité. Même les militant-es LGBTI+ sont déroutés par ce changement de genre non désiré. Mais Yann refuse d'aller sur le terrain militant. Très bien dessiné. Cette transformation induit tout un tas de conséquences, nous informant au passage des multiples dangers de ces perturbateurs. Encore un peu plus de pollution et on y sera peut-être dans pas si longtemps... FV

Éd. *Quadrants/Soleil*, 2020, 192 p., 23 €



### Les Terrestres

Raphaëlle Macaron et Noël Mamère

La société va-t-elle s'effondrer ? L'éditeur a fait se rencontrer Noël Mamère, ancien élu Vert, et la dessinatrice d'origine libanaise Raphaëlle Macaron. Le premier fait voyager la seconde à la découverte de lieux alternatifs où l'on parle de fin du pétrole, d'effondrement, de transition, de résilience... Raphaëlle est dubitative, mais assez vite, elle commence à faire



des cauchemars. C'est que pour elle, l'effondrement, c'est la guerre au Liban. Fin du monde ou fin d'un monde ? Le dialogue entre l'artiste et le politique fonctionne bien, cela devrait permettre à des non convaincu-es de prendre conscience des limites écologiques actuelles, mais aussi des incertitudes sur l'avenir, et des pistes que proposent les écolos. MB

Éd. du Faubourg, 2020, 140 p., 20 €

## PermaComix

### Vivre en permaculture, mode d'emploi

La permaculture consiste à vivre en collaborant au mieux avec la nature, en évitant de trop prélever et de trop produire de déchets. C'est un mode d'emploi pour une vie plus écologique. Sous forme de reportages dessinés, une présentation de différentes démarches : une formation sur le terrain, une fête des alternatives dans le cadre d'une ville en transition, une ferme gérée par un collectif, pour finir par un habitat groupé intergénérationnel. Plein de bonnes remarques et de bonnes idées. Il y a quand même un peu trop d'optimisme : les bacs des Incroyables comestibles ne vont pas nourrir grand monde, l'éolienne que l'on voit bricolée dans une ferme ne doit pas produire grand-chose, la communication non violente ne fonctionne pas toujours... Cela manque donc d'un recul critique. MB

Éd. Rue de l'Échiquier, 2020, 160 p., 20 €



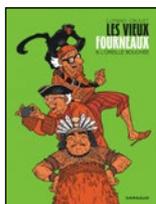
## L'Oreille bouchée

### Les Vieux Fourneaux T.6

Wilfrid Lupano, Cauvet Paul

Le trio de vieillards se retrouve cette fois en Guyane pour un séjour mystérieux. Au milieu d'une faune exubérante, et sous des pluies diluviennes, ils visitent le site retenu pour "La montagne d'or", un gigantesque projet d'extraction de l'or que les autochtones ont bien l'intention de ne pas laisser s'installer. Tout en rigolade, un nouveau scénario bien tourné pour dénoncer les grandes fortunes et quelques idées pour faciliter le "ruissellement". Humour et engagement écologique, la série indispensable dans tous les foyers. Bravo ! MB

Éd. Dargaud, 2020, 56 p., 13 €



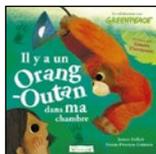
## Jeunes

### Il y a un orang-outan dans ma chambre

James Sellick, Frann Preston-Gannon

Dès 3 ans. La narratrice de cet album trouve un jour un orang-outan dans sa chambre. Elle lui demande pourquoi il est venu chez elle et il lui explique que les forêts où il vit en Indonésie sont sauvagement détruites par les industriels de l'huile de palme. Celle-ci décide alors d'agir pour faire connaître sa situation autour d'elle. Chocolat, chips, shampoings, dentifrices, etc., sont très souvent gorgés de cette huile de palme qui dévaste des biotopes précieux et expulse des peuples de leur lieu de vie. Parmi les pistes évoquées pour agir : en parler autour de soi et écrire aux patrons des entreprises polluantes. Mais l'album oublie le plus important : ne plus consommer de produits à base d'huile de palme et boycotter ces entreprises. Sinon ce discours risque de ne servir qu'à neutraliser la contestation en l'orientant vers des actions insignifiantes. GG

Éd. Gründ, trad. Marie Brun, 2020, 36p., 13,50 €

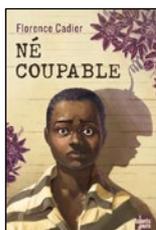


## Né coupable

Florence Cadier

Dès 6 ans. L'histoire vraie du plus jeune condamné à mort des États-Unis. En 1944, George Stinney, 14 ans, est dans le jardin de ses parents, avec sa sœur, quand passent deux petites filles à vélo qui lui demandent un renseignement. Quelques heures plus tard, les jeunes filles sont retrouvées mortes dans la forêt voisine. Il est le dernier à les avoir vues, ce qui suffit au shérif pour l'accuser de meurtre. Interrogé sans relâche, il finira par signer des aveux... qui le mèneront à la mort. Pourquoi une justice aussi expéditive ? On est dans un État du sud et l'adolescent est noir. Sa couleur suffit à en faire un coupable. Sa sœur obtiendra réparation seulement 70 ans plus tard. Une histoire révoltante écrite avec beaucoup de talent. FV

Éd. Talents hauts / Amnesty international, 2020, 152 p., 14 €



## Romans

### Impossible

Erri De Luca

Un ancien condamné des brigades rouges, aujourd'hui âgé, se retrouve interrogé par un juge. Alors qu'il se promenait en montagne, il a appelé les secours après avoir découvert un corps dans un précipice. Problème : le mort est celui qui l'avait dénoncé 40 ans avant. A-t-il commis un homicide ? Le livre alterne dialogue entre le magistrat et l'accusé et lettres de celui-ci à une amie. L'interrogatoire dérive tout doucement sur des considérations philosophiques, chaque élément de l'enquête apportant de nouvelles réflexions sur le sens de la vie, les formes de domination, le désir de vengeance ou non, le pardon, l'amitié... et pourquoi on aime à grimper en haut des montagnes. Un dialogue des plus savoureux. MB

Traduction de Danièle Valin, éd. Gallimard, 2020, 180 p., 16,50 €



### Bandits & Brigands

Émilien Bernard, Thomas Giraud,  
Sarah Haidar, Linda Lê, Patrick Pécherot,  
Serge Quadruppani, Sébastien Rutés,  
Jean-Luc Sahagian

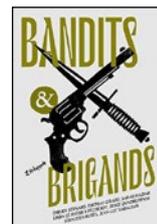
À l'aune des légendes humaines, une classe particulière traverse les siècles, ornée d'un couvre-chef révolutionnaire et populaire. Il s'agit de brigands et bandits de grand chemin, souvent regroupés sous le vocable de Robin des bois local/national.

Fort du principe posé par Éric Hobsbawm, historien, comme quoi "Le brigand au grand cœur n'est pas au départ un criminel. Il commence sa carrière de hors-la-loi parce qu'il est victime d'une injustice", la dizaine d'auteur-es regroupée pour ce recueil de nouvelles tente de donner vie, à travers un récit imaginaire, à tout autant de justiciers.

Chacun-e son style littéraire pour des hors-la-loi de diverses origines, de l'Inde à l'Australie, en passant par l'Écosse, la Kabylie, la France ou encore le Chili et l'Italie.

Il est fait honneur à ceux et celles qui, de par leur révolte contre un ordre établi, rééquilibraient les comptes et terrorisaient les puissants. Ces vengeurs, rendaient ainsi justice au peuple en lui donnant force et espoir pour une prochaine révolution. C'est du moins les souvenirs que la culture populaire en a gardés. JP

Éd. L'Échappée, 2020, 272 p., 19 €



## Films

### Désobéissant.e.s !

Adèle Flaux et Alizée Chiappini

Face à l'urgence climatique, une frange importante de la jeunesse a fait le choix de la désobéissance civile et de l'action. En germe depuis la COP21, une internationale informelle du climat relie différents mouvements européens : Ende Gelände, Alternatiba, ANV-COP21, Extinction Rebellion. Le récit en immersion de cette mobilisation sans précédent est narré par la chanteuse Camélia Jordana. Un film passionnant, fait d'alternance entre le rappel des actions menées depuis 2018 et les temps de réflexion (questions de conscience sur l'engagement politique, maintien de la ligne non violente), ainsi qu'entre les témoignages (discussions au sein des familles de ces jeunes militant-es) et l'analyse sans concession qui est faite des résultats. De plus, on assiste à l'ouverture du débat sur les stratégies à venir. MD

France, 2020, 1 h 15 min production YAMI 2 Christophe Nick et ARTE





□ **Désobéissance civile ! - format 60x84cm - 7 €\***  
Face à des lois injustes, à des régimes oppressifs ou sourds aux exigences vitales des peuples, la résistance est légitime. De la marche du sel de Gandhi à la lutte des paysans du Larzac, des mouvements antipub et anti-OGM aux campagnes pour le climat d'ANV-COP 21, cette affiche donne également à voir de nombreuses actions moins connues, et la diversité des formes de la désobéissance civile. Autant de sources d'inspiration pour continuer à agir aujourd'hui !

□ **100 dates qui construisent nos luttes féministes aujourd'hui - format 60x84cm - 7 €\***

Un joyeux panorama qui cherche à donner voix à la variété des approches du féminisme, avec un regard résolument subjectif. Loin d'un inventaire historique, ces dates ont été retenues parce qu'elles nous touchent ou nous inspirent. Chacun-e pourra compléter à sa guise en fonction de ses aspirations et sensibilités propres. Réalisée en collaboration avec plusieurs groupes et organisations féministes.



□ **Manuel de transition, 212 p. - 20 €\*\*\***  
Ce manuel est un peu la "bible de la transition". Rob Hopkins y raconte son parcours, d'abord dans la permaculture, et puis dans ce qui deviendra le concept de transition. Après plusieurs chapitres consacrés au pic pétrolier et à la crise climatique, l'ouvrage s'attache à comprendre la psychologie du changement et à exploiter la vision positive de l'évolution de la société.

□ **L'insolente. Dialogues avec Pinar Selek, 224 p. - 20 €\*\*\***  
Pinar Selek est une femme aux mille vies. Écrivaine, sociologue, militante... Féministe, écologiste, antimilitariste... Oui, mais bien plus que cela ! Des rues d'Istanbul à son exil en France, ce livre retrace de manière vivante l'incroyable parcours de cette femme à l'énergie contagieuse. Pinar Selek a dénoncé tant le génocide des Arméniennes que la situation faite aux Kurdes et le service militaire, ce qui lui vaut la persécution sans limites de la justice turque. Un récit inspirant !



Frais de port affiches et livres :

\* : 2€ de 1 à 3 ex., 4€ de 4 à 9 ex., offerts à partir de 10 ex.

\*\* : 2,5€ de 1 à 4 ex., offerts à partir de 5 ex.

\*\*\* : 5€ de 1 à 2 ex., 9€ de 3 à 9 ex., offerts à partir de 10 ex.

# SILENCE, C'EST VOUS AUSSI...

**Venez nous voir les 20 et 21 mai !**

Vous pouvez venir discuter avec nous lors des expéditions de la revue. Depuis la crise sanitaire du Covid-19, nous avons dû réinventer la manière de vous accueillir lors de cette mise sous pli, pour respecter les gestes barrières. Pour connaître les horaires exacts de l'expédition, et les modalités d'inscription, n'hésitez pas à nous contacter ! **Prochaines expéditions (sous réserve) : 17 et 18 juin, 19 et 20 août, etc.**

**Pour passer une info...**

Les prochaines réunions du comité de rédaction se tiendront à 9h30 les **mercredi 21 avril** (pour le numéro de juin), **26 mai** (pour le numéro d'été), **23 juin** (pour le numéro de septembre), etc. N'hésitez pas à proposer des articles au comité de rédaction, *Silence* est une revue participative ! Vous pouvez aussi proposer des informations destinées aux pages brèves jusqu'au mardi qui suit le comité de rédaction. Pour envoyer des annonces pour le numéro de juin, vous avez jusqu'au 27 avril ; puis jusqu'au 1<sup>er</sup> juin pour le numéro d'été, etc. *N'oubliez pas d'indiquer des coordonnées, de préférence avec une adresse postale et pas de numéro de téléphone portable.*

**Silence est une revue participative qui existe aussi grâce à vous. Vous pouvez être au choix (multiple) :**

**Réd'acteur :** en écrivant des textes sur les alternatives que vous connaissez autour de chez vous ou que vous avez découvertes en chemin. Vous pouvez soit nous envoyer des informations dessus soit écrire un article avec quelques photos.

**Stand'acteur :** votre implication dans la visibilité et la diffusion de la revue est essentielle pour l'association. Tenir un stand y contribue ; alors si ça vous tente, à l'occasion d'un événement autour de chez vous (festival, salon, ciné-débat...), contactez l'équipe de *Silence*.

**Relai local :** il s'agit de représenter la revue localement et régulièrement, en tenant des stands, en organisant des débats ou des rencontres, en trouvant de nouveaux dépositaires ou abonné-es... en fonction de vos envies !

**Don'acteur :** *Silence* est une revue sans pub, sans subvention, et cela lui garantit sa liberté de ton. Pour conforter notre indépendance financière et éditoriale, vos soutiens sont les bienvenus. Il est à noter que l'association ne délivre pas de reçus fiscaux.

**Plus d'infos sur : [www.revuesilence.net](http://www.revuesilence.net)  
rubrique : Comment participer**

**Votre abonnement gratuit ?**

Si vous trouvez cinq nouvelles abonné-es au tarif Découverte, votre abonnement vous est offert pour un an. Envoyez-nous leurs adresses (ainsi que la vôtre) et un chèque de 5 x 22 = 110 € (pour la France).

## Rejoignez un relai local

• **Alsace - Strasbourg.** Georges Yoram Federmann, tél. : 03 88 25 12 30, federmanja@gmail.com

• **Allier.** Jean-Paul Pellet, jeanpaulpellet@orange.fr, tél. : 04 70 49 23 67 (soir).

• **Territoire de Belfort.** Étienne Mangin, etienne.mangin@laposte.net, tél. : 03 84 58 18 84

• **Bretagne.** Alexis Robert, La Guette en Beauvais, 35380 Paimpont, tél. : 02 99 07 87 83

• **Drôme.** Patricia et Michel Aubart, obarm@laposte.net, tél. : 06 84 51 26 30

• **Est-Puy-de-Dôme.** Jean-Marc Pineau, 63300 Thiers, pineau.jeanmarc@wanadoo.fr

• **Gard.** Antonanzas Pascal, 100 bis rue Victor Hugo, 30160 Besseges, mploiko36@gmail.com, tél. : 06 04 03 06 42

• **Gironde.** Groupe Silence 33, Tél. : 06 68 33 32 40, silence33@ouvaton.org

• **Haute-Vienne.** Brigitte Laugier, 25 rue du Petit Fort, 87300 Bellac, brig.bellac@gmail.com, tél. : 05 55 76 31 70

• **Hérault.** Valérie Cabanne, tél. : 06 72 61 33 07, cabvalerie@yahoo.fr ; Elisa Soursac, elisa@mailz.org, 4 impasse des Camélias, 34070 Montpellier, tél. : 09 79 10 81 85

• **Ile de France (Val de Marne, Hauts de Seine et Essonne).** Agenda Collaboratif de la Vallée de la Bièvre, alternatives.valdebievre@gmail.com, <https://agendavalleeelabievre.jimdofree.com/> Céline, tél. : 06 60 54 76 47

• **Loire-Atlantique.** Décroissance 44, tél. : 06 11 78 27 27, Emmanuel Savouret, contact@decroissance44.org

• **Lyon.** Ciné-club écocitoyen, cineclubsilence69@gmail.com, tél. : 04 26 63 28 99

• **Mayenne.** Ingrid de Rom, Les Petits Pins, 53480 Saint-Léger, tél. : 02 43 01 21 03

• **Nord-Isère.** Céline Bartette, tél. : 06 63 13 42 99, celine.bartette.adaliis@bbox.fr

• **Saône-et-Loire.** Annabelle à Chalon sur Saône, tél. : 03 85 93 57 54, silence71@orange.fr

• **Seine-et-Marne.** Association Bio vivre en Brie, Mairie, Avenue Daniel Simon, 77750 St-Cyr-sur-Morin, biovivreennbrie@gmail.com



# La Triennale Internationale de l’Affiche Politique

La Triennale de l’Affiche Politique est un concours international ouvert aux graphistes professionnelles et aux étudiant-es d’écoles d’arts plastiques. Ces affiches questionnent tous les aspects de la vie en société : droits de l’humain, rapports Nord-Sud, faim dans le monde, chute du communisme, minorités, migrations, racisme et fascisme, clandestinité, exode, environnement, sida, sans-abris, pauvreté, violence à l’égard des femmes, maltraitance...

Ces affiches sont des témoins de l’Histoire immédiate et traduisent l’état du monde. Elles dénoncent, accusent, en un mot, en un trait, parfois une phrase, elles traduisent les préoccupations des citoyen-nés.

> Exposition accessible du 06 février au 19 décembre 2021,  
**Mons Memorial Museum**, Boulevard Dolez, 51 – 7000 Mons, Belgique.  
Réservation via [www.visitmons.be](http://www.visitmons.be) ou au +32 (0) 65/33.55.80.

Mario FUENTES - Equateur

**DECRESCENDO**



Li MINGLIANG - Chine

**CRISE EUROPÉENNE DES RÉFUGIÉS**

Le drapeau européen a été remplacé par des mains tendues appelant à l'aide, symbole de la situation des réfugié-es et des pays européens.



Peter JAVORIK - Slovaquie

**TAISEZ-VOUS ! LA VOIX  
DE LA DÉMOCRATIE EN PÉRIL**

Le journaliste de 27 ans Jan Kuciak et sa fiancée Martina Kusiak ont été retrouvés morts chez eux le 25 février en Slovaquie. Le dernier article qu'il préparait pour *Aktuality.sk* concernait les fraudes fiscales et exposait les liens entre la mafia et les hauts responsables du gouvernement slovaque. Cet incident a déclenché d'importantes manifestations non seulement à Bratislava et ailleurs en Slovaquie, mais aussi dans des villes étrangères.

